

CARRE ROUGE est né sous de bons auspices. Paru pendant les grèves de décembre 95, il a bénéficié du mouvement et il a trouvé naturellement une place dans les discussions qui ont foisonné alors.

CARRE ROUGE correspond à l'évidence à une attente, celle de voir s'ouvrir un large débat, en dehors de toute contrainte, sur la situation politique et sur la nécessité de transformer la société. Y parvient-il ? C'est au lecteur de répondre à cette question. Nous attendons critiques, suggestions et contributions.

CARRE ROUGE numéro deux est naturellement consacré au mouvement social et politique de novembre et décembre qui est encore au cœur de la situation politique actuelle. Le premier article traite des prémices et de l'historique de ce mouvement. Le second aborde la question capitale du rapport entre les travailleurs en lutte et les organisations syndicales et politiques. Nous publions, ensuite, le compte rendu d'une Table ronde organisée à l'initiative de militants de la gare d'Austerlitz et qui réunit des cheminots et des enseignants. Un article étudie la place et le rôle des intellectuels dans cette période. Enfin, le mouvement est mis en perspective dans un article qui analyse les possibilités d'extraire les revendications du cadre national et d'ouvrir une réflexion à l'échelle de l'Europe en dépassant le dualisme pour ou contre Maastricht. Afin de conserver une unité au contenu de la revue, la deuxième partie de l'article de François Chesnais, Notes en vue d'une caractérisation du capitalisme, sera publié dans le prochain numéro.

Nous publions enfin des notes de lectures qui sont autant de points de départ de discussions futures.

Au moment où paraît le numéro deux, le premier numéro de CARRE ROUGE a été vendu à plus de trois cent cinquante exemplaires. Ce résultat doit être apprécié à sa juste mesure. Lancé sans structure préalable, à partir d'un texte de fondation signé par huit personnes, CARRE ROUGE a réussi sa naissance. Toutefois, il est certain que la revue ne pourra pas en rester à un tel chiffre de vente. Sa diffusion doit s'intensifier et s'étendre. Elle ne peut pas, d'autre part, se contenter d'être une revue parisienne. D'ores et déjà, des contacts ont été établis en province et à l'étranger, mais ils demeurent insuffisants. S'il veut que se développe un foyer de libre réflexion, chaque lecteur peut et doit aider la revue en devenant un diffuseur.

CARRE ROUGE n'est pas l'organe d'une organisation. Le comité de rédaction décide en toute liberté de son sommaire, au terme de discussions très ouvertes. Suggestions et contributions sont donc les bienvenues... La diffusion et la vente de la revue ne peuvent être qu'un acte volontaire et personnel. Pour poursuivre sur cette voie difficile, CARRE ROUGE a besoin d'un lectorat fidèle et d'une assise financière stable. La revue doit donc s'appuyer sur un nombre important d'abonnements. A ce jour, nous comptons une trentaine d'abonnements de soutien. C'est insuffisant ! Pour assurer la survie de CARRE ROUGE, il n'y a qu'une solution : que chaque lecteur attaché à la liberté de pensée et d'expression s'abonne et fasse abonner autour de lui. Aussi, contrairement à nos habitudes, nous nous permettons de lancer un mot d'ordre :

AMIS LECTEURS, ABONNEZ-VOUS !

Premières réflexions sur les grèves généralisées de décembre 1995... Il s'agit pour *Carré Rouge*, non de retracer au jour le jour les événements qui ont marqué cette période, mais de tenter d'en dégager les lignes de force, les indications pour les mois à venir. Cet article a déjà fait l'objet d'une large discussion lors d'une réunion élargie du comité de rédaction. Il appelle vos commentaires et vos critiques.

Les trois coups du brigadier

Le 15 novembre, Alain Juppé, chef du gouvernement, monte à la tribune de l'Assemblée nationale et, dans un long discours charpenté, présenté avec fougue, dévoile un plan, son plan, pour «réformer» la Sécurité sociale. Inutile pour nos lecteurs avertis de reprendre dans le détail les éléments constitutifs de cette attaque sans précédent contre la Sécurité sociale et le régime de retraite des fonctionnaires. Naturellement, ce plan s'appuie sur toutes les mises en cause des conquêtes et acquis sociaux qui, depuis 1958, jalonnent l'histoire de la V^e République, notamment les lois, décrets, circulaires, livres blancs qui, durant quatorze années de mitterrandisme, ont préparé le terrain à cette offensive de la droite réactionnaire. Ne l'oublions jamais.

Alain Juppé est ovationné par toutes les composantes d'une majorité pourtant divisée entre balladuriens et chiraquiens. Edouard Balladur doit se lever et participer à ce qu'on nomme dans les milieux du spectacle une «standing ovation». Le cac 40 bondit. La presse entonne les trompettes de la renommée, loue un Premier ministre hier décrié, lui découvre vertus et qualités. Mieux, les principaux dirigeants du parti socialiste s'avouent heureusement étonnés, satisfaits des principales mesures contenues dans ce plan. Mon-

sieur Evin, ancien ministre de la Santé, se déclare prêt à le soutenir. Quant à Michel Rocard, il revendique des droits d'auteur. Tout en se félicitant que le Premier ministre ait frappé ->fort et vite», il rappelle sans fausse pudeur que son Livre blanc avait préconisé l'essentiel des dispositions du plan Juppé sur les retraites...

Bernard Kouchner, Martine Aubry, Dominique Strauss-Kahn, Jack Lang, la fine fleur de la nomenclatura du parti socialiste (1) s'incline avec respect, et Jean-Pierre Chevènement n'est pas le dernier à découvrir bien des qualités au plan présenté. Robert Hue n'est pas en reste. Sans doute critique-t-il ici et là, mais il est «constructif» ! Robert Hue est un opposant «constructif»...

Quant à Nicole Notat, c'est l'extase : c'est son plan, celui pour lequel la C.F.D.T. a toujours milité, déclare-t-elle le soir même. Elle devient de facto membre du gouvernement d'Alain Juppé.

Seuls Marc Blondel et Louis Viannet s'opposent. Encore faut-il préciser que l'un et l'autre considèrent qu'il faut faire «reculer» Alain Juppé. Nul ne réclame l'abrogation de ce plan. Les dirigeants des deux confédérations ouvrières, s'ils protestent, s'ils s'offusquent, se préparent cependant à capituler en rase campagne comme ils l'ont toujours fait.

Tels sont les faits.

En somme, se rassurent les journalistes sérieux, passée l'«improvisation» du premier gouvernement Juppé, Jacques Chirac et le gouvernement Juppé II s'engagent dans une politique cohérente anti-ouvrière. Le Wall Street Journal met les points sur les «i», et note le 19 : «Enfin, Alain Juppé se met au travail».

S'adressant aux parlementaires, le maire de Bordeaux, Premier ministre et président du R.P.R. —excusez du peu— livre, dans son discours du 15, la signification stratégique de son plan : «J'engage, dit-il, une réforme que mes prédécesseurs n'ont pas osé entreprendre depuis trente ans». Le Premier Ministre dit vrai, il dit l'essentiel.

L'attaque contre la Sécurité sociale et les retraites n'est pas dictée par l'état des prétendus déficits de l'institution. L'offensive contre la Sécurité sociale et les fonctionnaires, si elle s'inscrit dans une situation sociale, économique et financière déterminée, a un objectif politique majeur : casser la fonction publique, briser le statut des fonctionnaires, leur régime de retraite, disloquer la Sécurité sociale et préparer sa privatisation, aller à marche forcée vers les fonds de pension, précariser les personnels, bref imposer dans ce secteur majeur de la classe ouvrière, de la société française, ce que le patronat et le gouvernement sont parvenus à réaliser -pour partie- dans le privé.

En agressant ce secteur, largement syndiqué, porteur de traditions de luttes, de traditions démocratiques, le Premier ministre veut briser une forteresse. A Edouard Balladur, à Pierre Mauroy, à Fabius, à Edith Cresson, à Rocard, à tous ses prédécesseurs, il dit en substance : «J'y vais car il est temps de passer de la quantité à la qualité. Vous avez renâ-

clé devant l'obstacle, moi j'affronte. Je n'ai pas le choix : j'ai le dos au mur, les marchés me guettent».

En somme, c'est un chef de guerre qui s'exprime le 15 novembre.

Le soir, entouré de ses collaborateurs qui lui rapportent les louanges qui montent de toutes parts, le chef de gouvernement, lucide, laisse tomber : «Ça passe ou ça casse».

UN PLAN SECRET

Lorsque la lutte des classe se centralise, elle s'organise. C'est vrai pour chaque camp. Mais la bourgeoisie dispose sur les salariés d'un avantage historique : depuis la Révolution française, elle a bâti un Etat —c'est son véritable parti— qui lui permet d'apprécier la situation, de disposer ses forces en fonction des nécessités. La bourgeoisie a l'habitude de l'action politique centralisée et utilise pour ce faire l'Etat, son instrument administratif, policier et militaire. Or Chirac et Juppé savent que ce n'est pas sans danger : l'histoire de la Ve République est jalonnée d'affrontements qui ont tourné court, d'offensives qui ont capoté, 1963, grève des mineurs, 1968, Lois Falloux, Air France, etc., jusqu'aux récents mouvements des C.I.P....

Ils ont conscience de cette situation. Ils mesurent mieux que quiconque, et assurément mieux que nous, la crise réelle, crise de confiance, qui mine l'Etat jusqu'à ses sommets. Ils vont donc utiliser le secret. Le secret absolu. Le plan Juppé, on le sait maintenant, a été préparé à Brégançon lors d'un long week-end en août, entre les couples Chirac et Juppé, puis mis en œuvre comme une opération clandestine, parfaitement orchestrée. Deux ou trois collaborateurs de l'Elysée et de Matignon suivent chacun, sans en avoir une ver-

sion globale, une partie du dispositif. Seuls le Président et le Premier ministre sont en mesure de reconstituer le puzzle. Et les rôles sont distribués. Au ministre des Affaires sociales Jacques Barrot, la «frime» : l'organisation de forum régionaux où chacun peut parler, bavarder... Comme à la messe, Jacques Barrot écoute religieusement. Le Président de la République, lui, reçoit les leaders syndicaux. Il les rassure. Le Président, c'est le père de la Nation ; il est bonhomme, au point que Marc Blondel, tranquille comme Baptiste, tirant sur ses bretelles, déclare le 11 novembre sur le perron de l'Elysée : «La Sécurité Sociale est sauvée».

Pour Blondel, c'est un bon «compromis». Il a aidé Chirac à être élu à la présidentielle ; en retour, ce dernier lui garantit qu'à quelques coups de canif près, «l'institution» sera maintenue. Pour preuve, on apprendra qu'il a invité l'aile «gauche» du Secrétaire général, les terribles Alexandre Hébert et Pierre Lambert à déjeuner à l'Elysée...

Le gaullisme, on l'oublie trop souvent, est un pouvoir civil qui porte l'uniforme ; or, après tout, la lutte des classes n'est que la continuation de la guerre par d'autres moyens. Pour ne prendre qu'un exemple, rappelons que quelques jours avant que les «événements» n'éclatent, paraît au Journal officiel une circulaire qui autorise les préfets à utiliser les blindés lors de troubles sociaux sans autorisation de Matignon et du ministre de la Défense...

Incroyable atteinte aux libertés démocratiques. Incroyable dispositif s'inscrivant dans la perspective d'une véritable guerre civile contre les salariés et la jeunesse ! Personne ne proteste. Jospin travaille, à l'image de son personnage des Guignols, au «réalisme de gauche» et Robert

Hue écrit au Président de la République qu'il souhaite le rencontrer pour discuter de la mise en œuvre de son programme...

Bref, le 15 novembre, Alain Juppé surprend sa propre majorité, son gouvernement (Jacques Barrot avouera aux journalistes qu'il ne connaissait pas le détail des mesures du plan) et évidemment les dirigeants syndicaux. Blondel n'en revient pas : le Président de la République lui a menti ! Quant à Alain Juppé, il n'est pas arrogant comme on le lui reprochera plus tard : il attaque, fonce. Chef de gouvernement, il sait que pour atteindre l'objectif, il faut frapper sans manifester la moindre hésitation. C'est ainsi qu'il agira. A la guerre comme à la guerre. Et ceux qui aujourd'hui dans sa propre majorité le traînent plus bas que terre oublient les superlatifs élogieux qu'ils adressaient au Juppé nouveau, chef de guerre au compte du capital financier. *Vae Victis !*

Ce n'est qu'à la lumière de ces faits qu'on peut apprécier ce que furent les réactions des dirigeants syndicaux. Pour Nicole Notat, c'est clair ; d'emblée elle rejoint son camp : le patronat, affrontant une réaction extrêmement violente de ses propres militants. C'est Nothatcher.

Marc Blondel et la direction de la C.G.T.-F.O. se cabrent, protestent et ouvrent les premiers la voie à la résistance. Non seulement il n'y a plus de « grain à moudre » mais ce plan sonne le glas, s'il passe tel quel, et de la Sécurité sociale et des positions syndicales dans l'institution. La victoire de Juppé, c'est tout simplement le début de la fin pour la bureaucratie syndicale. Le plan Juppé, c'est d'une certaine manière la mort annoncée d'un syndicalisme ouvrier indépendant de l'Etat et du gouvernement. Ce qui est vrai en général

pour le syndicalisme ouvrier l'est en particulier pour la C.G.T.-F.O. : la place, le rôle que la centrale réformatrice joue dans les rapports syndicaux et politiques depuis sa création. Marc Blondel s'engage donc le premier dans la lutte, non pour vaincre mais pour desserrer l'étau, et Louis Viannet suit, cahin-caha, sans enthousiasme.

C'est que les dirigeants du P.C. qui dirigent la C.G.T. ne la contrôlent plus vraiment. Ce que les grèves de décembre vont confirmer de manière éclatante et pour la première fois avec cette intensité, c'est que le mur de Berlin est vraiment tombé à l'intérieur du mouvement ouvrier, de la C.G.T. en particulier.

En deux mots — car il va falloir analyser sérieusement ce qu'est devenu le P.C.F. — l'appareil néo-stalinien n'a plus ni homogénéité, ni référence idéologique, ni réelle discipline de fraction (2) L'appareil souffre.

De ce point de vue, le congrès confédéral de la C.G.T. qui, pour le malheur de Viannet s'ouvre en plein conflit, va se transformer en véritable caisse de résonance de la mobilisation des cheminots et des fonctionnaires, au point que lorsque le Secrétaire général prononce son discours d'ouverture et « oublie » de réclamer le retrait du plan Juppé, les militants le rappellent à l'ordre et l'obligent à une mise au point devant la presse ; de même on s'opposera, motion contre motion, sur la question de la grève générale de la Fonction publique. Du jamais vu !

Mais l'essentiel n'est pas là : du début à la fin du mouvement, la C.G.T.-F.O. et la C.G.T. feront mine de coller aux aspirations des masses, quelques centimètres devant le mouvement, comme on avance avec des baïonnettes dans le dos, priant pour que la tempête se calme, incapables

cependant — et c'est déterminant — de s'y opposer de front.

Le mouvement spontané des cheminots a submergé les hésitations des uns, les calculs des autres, balayant tout sur son passage avec une force, une puissance, une densité rarement constatées dans l'histoire des relations sociales françaises.

LA BATAILLE DU RAIL

Nous ne pouvons ici relater par le menu et dans l'ordre chronologique ce que furent les événements de décembre 95. L'objet de cet article, c'est d'essayer d'en dégager les traits politiques essentiels, d'ouvrir la réflexion, le débat, sans prétendre être exhaustif.

Le 24 novembre, les cheminots entrent en grève totale. Ils imposent l'unité syndicale dans les dépôts, entraînant sans aucune difficulté les syndicats catégoriels qui ont, dans ces secteurs, une influence non négligeable. L'unité est totale, tout comme la détermination. La grève est générale. Très vite, dans toute la France, l'assemblée générale quotidienne des cheminots va devenir le quartier général territorial de la grève des fonctionnaires qui va tendre à se généraliser. Ce ne sont pas des comités interprofessionnels de grève brevetés. N'importe, gaziers, postiers, enseignants viendront non seulement dans les dépôts pour saluer le combat des cheminots, manifester leur solidarité active en se mettant en grève, mais de surcroît les dépôts deviennent les états-majors du combat, son cœur. Et le mot d'ordre des cheminots sera repris par tous les fonctionnaires : « Tous ensemble ! Tous ensemble ! ».

La grève des cheminots paralyse le pays. A Paris comme dans toutes les grandes villes de province, la situa-

tion est sans exemple : les salariés de la RATP se sont engagés dans une grève sans faille, comme les tramways en province.

La grève est impressionnante, d'une puissance inégalée et partout, la même méthode : assemblées générales, discussions, unité imposée des syndicats. La mobilisation est telle que ni la C.G.T. ni la C.G.T.-F.O. n'osent prétendre la diriger et encore moins s'y opposer frontalement.

De sorte que lorsque le 28 novembre Blondel et Viannet —à l'initiative rappelons-le de Marc Blondel— se serrent la main devant les photographes en tête de la manifestation parisienne, ils officialisent une situation qui existe déjà à la base dans les dépôts. Retrait du plan Juppé, retrait du contrat de plan de la SNCF, garantie et maintien des retraites vont donc constituer l'axe revendicatif de cette grève des transports qui impulse la grève généralisée de la Fonction publique.

A l'offensive secrètement préparée d'Alain Juppé répond la réaction spontanée des salariés, utilisant leurs organisations syndicales comme des instruments de lutte et tendant à généraliser le mouvement à toute la Fonction publique.

Car jamais, jamais, ni Blondel ni Viannet n'appelleront à la grève générale de la Fonction publique. Ils parleront de radicalisation, de temps forts, de généralisation, mais de grève générale jamais. Le gouvernement, voire la V^e République, n'y aurait pas résisté.

La bataille du rail, le combat des cheminots, va briser net l'offensive d'Alain Juppé. D'abord il tient, puis il louvoie, commence à reculer ; alors tout se disloque. Car deux caractéristiques politiques majeures vont marquer cette grève généralisée de

CHOSSES VUES

Elle marche. Lui aussi. Ils ne se connaissent pas. Il neige et les flocons qui volètent semblent éclairer Paris, ce matin, tôt, dixième jour de grève totale de la SNCF et de la RATP.

Elle est fatiguée. Lui aussi. Ils marchent. Il est 6 H 15. Elle. Lui. Et ils sont des centaines de milliers à marcher ainsi dans la région parisienne.

Le journaliste tend son micro. C'est, disent les professionnels, un «micro-trottoirs». Un attroupement se forme. Près de l'Opéra.

Micro

- Vous allez à votre travail...

Elle

- Oui.

- C'est dur ?

- Oui... Pour les grévistes aussi... Dix jours, c'est long...

- Ne croyez-vous pas qu'il faudrait un «service minimum» ?

- S'ils ne bloquaient pas Paris, vous ne poseriez pas cette question... Au revoir.

Lui écoutait. Lui, probablement cadre moyen, téléphone mobile en bandoulière.

-Et vous monsieur ?

- J'en ai marre... Marre de marcher... Six km aller, six km retour... C'est pour Europe 1 ?

- Oui.

-Je peux dire un mot ?

-Bien sûr...

-Vous ne couperez pas ?

- Mais non...

- Si le gouvernement ne cède pas... ça va mal finir... Pour lui !

- Ne croyez-vous pas qu'il faudrait un service minimum ?

- Même réponse que la dame. A bientôt...

Il se remet à marcher. Elle le regarde et sourit. Lui aussi. Il neige et les flocons qui volètent semblent éclairer Paris. Il

la Fonction publique : malgré la mobilisation sans précédent des médias audiovisuels contre les grévistes au nom des «usagers», la population salariée du pays va d'emblée manifester sa solidarité avec les fonctionnaires. L'autre caractéristique, c'est évidemment l'importance que la manifestation de rue aura prise durant ce mois de décembre 1995.

Chaque jour, le flot des manifestants s'élargit, se radicalise, se diversifie de manière spectaculaire. Des plus petites villes aux grandes capitales régionales, ils sont des millions. Soyons précis. Les services du ministère de l'Intérieur auront donc annoncé pour ce mois de décembre quelque 3.700.000 manifestants. Un rapport destiné au Premier ministre et au Président de la République rappelle que de telles manifestations ne peuvent être comparées par leur puissance et leur nombre qu'à celles que le pays a connues à la Libération !

En réalité, les chiffres du ministère de l'Intérieur sont faux. Tout le monde le sait, mais il est sans intérêt de polémiquer. Les chiffres, même minorés, sont tels qu'ils disent que le mois de décembre a vu des millions de femmes, d'hommes et de jeunes, fonctionnaires, salariés du privé, chômeurs, se rassembler dans une grève qui, au-delà des revendications, était une réaction à quinze années de libéralisme anti-ouvrier, mené successivement par les différents gouvernements de François Mitterrand, qu'ils soient de gauche ou de droite, lors des deux cohabitations.

La grève de décembre est une grève contre le capital financier, contre les marchés, contre l'Europe de Maastricht. La grève de décembre est une grève contre la déréglementation, les privatisations, les licenciements massifs, la précarisation. Les gré-

vistes, lorsqu'ils étaient interviewés, et ils l'étaient rarement, exprimaient la même réflexion : nous faisons grève pour l'avenir de nos enfants. Cette gravité, cette conscience, cette pugnacité sont loin du caractère festif et joyeux de mai-juin 68.

Les choses sérieuses commencent, car la situation sociale, économique, financière de la France et de l'Europe capitalistes est sérieuse.

Décembre 95 marque un coup d'arrêt décisif contre une politique qui, initiée aux Etats-Unis, engagée en Europe par Margaret Thatcher, a soumis tous les pays au diktat du capital financier, bouleversant les modes de vie de nos sociétés. Bourdieu l'a écrit avec talent : les cheminots ont engagé le combat pour la «civilisation».

La bataille du rail s'est conclue par une éclatante victoire des cheminots pour eux-mêmes : retrait du contrat de plan, garantie sur les retraites à trente-sept ans et demi, mais aussi pour tous les fonctionnaires menacés par ces mêmes mesures. Au-delà de ces succès, à ce moment, le plan Juppé est forclos, sa cohérence disloquée. Enfin, la confiance que sa majorité et les marchés financiers lui avaient accordée à partir du 15 novembre s'est évanouie.

Nous publions in extenso l'article écrit dans Les Echos le 13 décembre par Nicolas Beytout, éditorialiste et co-propriétaire de ce journal. Il dit avec lucidité et clarté ce qu'à ce moment la bourgeoisie française pense de son gouvernement, du rapport des forces créé par la grève.

Ajoutons que la démission de Bergougnoux, P.D.G. de la S.N.C.F., exigée par le gouvernement, n'aidera pas à restaurer la confiance parmi les cercles dirigeants de la bourgeoisie et de l'Etat...

L'espoir a changé de camp, et la

Etablissement commercial Trains de Paris Austerlitz

CGT

FO

CFDT

25 jours d'une grève exemplaire.

Déjouons les pièges qui nous sont tendus.

Pendant 25 jours, lucides et responsables, nous avons mené dans l'unité une lutte exemplaire. Nous avons obtenu d'importantes avancées :

- au plan national, maintien de notre régime de protection sociale et mise à plat du contrat de plan.
- Au plan local, mise au cadre permanent de 39 CDD.

Cette lutte et ces acquis ont été rendus possibles grâce aux multiples convergences avec les autres salariés du public et du privé. Mais aussi avec le soutien majoritaire de la population, des usagers.

Aujourd'hui, la direction générale et les directions régionales ne supportent pas cet immense mouvement de convergence et de solidarité qui s'est développé autour de cette lutte qui refuse le recul social et l'abandon des valeurs du service public. Elles se savent battues sur le contrat de plan, les restructurations et l'emploi. Alors elles continuent de faire des oppositions avec un esprit de revanche. Il s'agit de blocages contraires aux engagements écrits du ministère. Ne tombons pas dans ces provocations, surtout dans la période actuelle.

Ce sont les valeurs du service public que nous défendons en ce moment en permettant à tous ceux qui nous ont soutenus de partir en vacances dans les meilleures conditions.

Mais la direction SNCF n'est pas quitte pour autant. Nous restons mobilisés, lucides, unis et responsables au côté des usagers pour défendre l'ensemble de ce grand service public que nous voulons tous.

Appuyons-nous sur l'expérience que nous venons de vivre, pour tous ensemble aller plus loin et pas à pas imposer nos choix pour l'avenir.

Dès aujourd'hui, organisons-nous, syndiquons-nous, discutons largement pour imposer ces valeurs que nous partageons TOUS ENSEMBLE, de façon à être prêts à agir en masse dès le début janvier 1996.

UN GOÛT D'AMERTUME

Au matin du vingtième jour de grève, et au lendemain d'une série de manifestations toutes plus importantes les unes que les autres, le regard que l'on peut porter sur la crise sociale et la façon dont on peut, tout doucement, espérer en sortir est forcément amer. Amertume de voir le Premier ministre lâcher si brutalement après avoir tenu si longtemps. Amertume de voir que la réforme Juppé, jugée indispensable et courageuse par la plupart de ceux qui ne sont pas en charge d'intérêts catégoriels, a perdu beaucoup de sa chair. Amertume de voir que ce qui s'annonçait comme un enjeu de société -la France peut-elle réformer ses citadelles- a tourné à l'avantage du conservatisme et du corporatisme.

Un conflit social est un combat d'un genre particulier dans lequel, pour que l'issue soit acceptable, aucune des deux parties en cause ne doit perdre la face. Au moins en apparence, ce qui n'interdit pas de décrire la réalité.

La réalité, la voilà.

Sur le plan des réformes, le gouvernement a renoncé à s'attaquer aux dysfonctionnements des services publics, et totalement abdiqué son projet de modifier les régimes spéciaux de retraite. A la SNCF, à la RATP mais vraisemblablement aussi dans la fonction publique, largement mobilisée au travers des enseignants. En reculant face aux roulants, le gouvernement s'est également considérablement compliqué la tâche des prochaines semaines. Certes, Alain Juppé peut se prévaloir d'avoir sauvé l'essen-

tiel de son plan dans tout ce qui touche à la Sécurité sociale. Mais que fera-t-il si les médecins, pour l'instant résignés, se mobilisent massivement ? Que fera-t-il si le monde hospitalier, au moment où sera prise l'ordonnance réformant son mode de fonctionnement, se bloque et rejette le plan avec la même force que les grévistes d'aujourd'hui ? Toutes les populations qui ont à perdre au plan Juppé savent désormais qu'elles peuvent utilement s'y opposer. Mais il y a plus encore : comme chaque fois qu'un pouvoir est empêtré dans une crise, le Premier ministre a prouvé sa bonne volonté en donnant de tels gages aux grévistes que toute réforme en sera désormais compliquée. Figier pour l'avenir la notion de service public «à la française» dans la Constitution n'est pas beaucoup plus astucieux que ne le fut le «ni-ni» en son temps.

Sur le plan politique, Alain Juppé, qui avait réussi à reprendre l'initiative il y a trois semaines, à ressouder sa majorité autour de lui, à laisser l'opposition sans voix et à se dégager enfin de son image attentiste, va replonger. Déjà ses «amis» politiques recommencent à se poser des questions sur ses choix et sa pérennité. Quant à sa méthode, elle s'est brisée sur le front du refus, ce front si large qui rassemblait hier dans les rues tous les mécontentements gros de toutes les inquiétudes. Edouard Balladur avait eu Air France. Alain Juppé a eu la SNCF. Et peut-être aura-t-il aussi sa «loi Falloux» et son «CIP».

Sur le plan social, les dégâts de trois semaines de crise sont impressionnants.

FO et la CGT peuvent se vanter d'avoir gagné. Marc Blondel a sauvé son ego et certainement renforcé sa soif de poursuivre le combat. Lui qui se targuait d'avoir défait Alain Madelin pourrait bien être tenté de faire tomber Alain Juppé. Du côté de ceux qui ont eu le courage de dépasser la seule défense des intérêts à courte vue de leurs mandants, la CFTC, la CGC et surtout la CFDT, ils ont perdu une partie de leur mise. Bien sûr, Nicole Notat a décroché «son» sommet sur l'emploi des jeunes et l'aménagement du temps de travail. Mais face aux vainqueurs, CGT et FO, qui veulent encore un mythique sommet social, elle se retrouve en position de faiblesse. Mal remerciée. Quant au patronat, il n'a rien perdu. Non que les entreprises n'aient pas souffert ; le CGPME a bien protesté sur ce thème. Mais parce que le CNPF s'est de lui-même mis hors jeu. Quand on ne joue pas, on ne perd pas. Reste un point sur lequel Alain Juppé peut être sûr d'avoir gagné : l'instauration de nouveaux prélèvements pour rembourser la dette sociale. Les contribuables ne descendront pas dans la rue, pas plus que ne descendront les millions de salariés qui paieront, eux, les milliards de francs des déséquilibres structurels des régimes spéciaux de retraite. Il paraît que ceux du privé ont eu l'impression grisante de faire grève par procuration, et que beaucoup en étaient même heureux. Eh bien, ils pourront continuer à manifester leur solidarité en payant dans la joie les prélèvements retraite à la place de ceux du public.

confiance aussi (3).

Par millions, ils ont fait grève et se sont rassemblés dans l'action ; par centaines de milliers, ils ont discuté de la situation sociale et politique française et européenne dans leurs assemblées générales. La richesse

de ce mouvement est telle qu'il est vain de prétendre en éclairer tous les éléments dans cet article. La lecture de la presse de province est à cet égard plus révélatrice que celle de la presse nationale. Elle raconte, à l'échelle de villes moyennes et

grandes, ce que fut la réalité de ce mouvement. Un foisonnement d'initiatives. Auto-organisation des salariés avec, ici et là, l'existence de comités de grève, mais aussi d'authentiques mesures de contrôle ouvrier. Ainsi les gaziers ont rebranché les

installations de ceux qui n'avaient pu régler leurs factures EDF... Plus souvent, dans de très nombreuses villes, ils ont fait basculer dans la journée la tarification de l'énergie au tarif de nuit. De même, combien de bureaux de poste en grève ont assuré le paiement des mandats des chômeurs, des retraités et des R.Mistes... Et comment ne pas rappeler que dans la ville du Premier ministre, la mairie a presque quotidiennement été assiégée par les salariés, les manifestants amenant son propre électorat bourgeois à regretter ouvertement d'avoir élu Alain Juppé comme successeur de Jacques Chaban-Delmas...

DU PLAN JUPPÉ AU PREMIER MINISTRE DU MEME NOM...

Du plan Juppé proprement dit, il ne restera pas grand chose. Chaque jour qui passe illustre ce constat. La situation est telle que nombre de leaders de l'actuelle majorité s'opposent officiellement, quand ce n'est pas des membres du gouvernement, à la mise en œuvre du R.D.S... Après Nicolas Sarkozy, Simone Veil déclare que les 230 milliards réclamés par le Premier ministre constituent une véritable escroquerie, la moitié ayant déjà été provisionnée sous le gouvernement Balladur... Quant à l'ancien Premier ministre, si sourcilieux de bonne gestion, il propose tout simplement le report du premier tiers provisionnel... Sourions.

C'est comme si la grève des cheminots, infligeant la défaite que l'on sait au gouvernement, libérait les consciences !

Qu'en est-il du gouvernement lui-même ? Ce gouvernement est cliniquement mort. Il est sous perfusion.

Et cela ne peut plus durer longtemps. Cela ne peut pas durer car aucun Etat ne peut supporter une telle situation. Ainsi, par exemple, Le Monde publie en première page, en haut à droite, une information sur un décret paru au Journal officiel organisant le fichage politique des citoyens par la gendarmerie au nom de la lutte contre le terrorisme et, le lendemain, dans le même journal et à la même place, on apprend que ce décret est abrogé et que le directeur de la gendarmerie qui n'a fait qu'appliquer les ordres... est renvoyé à une bienheureuse retraite (4).

Une telle situation ne peut se perpétuer. Lorsqu'un ministre déclare : «Vous ne pouvez pas vous imaginer comment ça se passe depuis les grèves de décembre. Pour chaque mesure qu'on envisage, il nous faut évaluer le risque d'éventuelles conséquences explosives. Cela ne pousse guère à l'audace», la messe est dite.

Encore faut-il mettre sur pied une nouvelle combinaison politique gouvernementale, et à lire la prose d'Edouard Balladur, celle de François Léotard, quand ce ne sont pas les injonctions de Giscard d'Estaing intimant l'ordre (!) à son successeur de donner une conférence de presse pour s'expliquer sur l'Europe, on comprend —et d'une certaine manière, on compatit— aux difficultés réelles du locataire actuel de l'Elysée...

Un peu plus tôt, un peu plus tard et plutôt tôt que tard, monsieur Alain Juppé va devoir se trouver un nouvel appartement. Il le sait. Chirac le sait. La classe politique le sait. C'est une évidence. Le gouvernement agonise (5).

D'autant que la crise des sommets de l'Etat est aggravée par une véritable tempête judiciaire : la mise en

examen de grands patrons, de ministres, de députés révèle au grand jour la corruption générale de la V^e République, de son personnel. Sans doute le gouvernement ne reste pas inerte ; il tente de faire passer une loi sur l'abus de biens sociaux pour limiter les possibilités des juges. Il mute les chefs de la police qui suivent les dossiers les plus sensibles... N'empêche, la relative indépendance acquise par les juges est une machine infernale qui peut réserver bien des surprises...

Rappelons simplement à nos lecteurs qu'un an après mai-juin 68, le général de Gaulle —qui était d'une autre stature qu'Alain Juppé ou Jacques Chirac— abandonnait le pouvoir. Le gouvernement d'Alain Juppé est cliniquement mort, alors que s'annonce en Europe une récession qui angoisse positivement tous les chefs d'Etat.

DANS QUELLE SITUATION POLITIQUE SOMMES-NOUS ?

La grève des cheminots a-t-elle fait basculer le pays dans une période révolutionnaire ? Non. Nous sommes dans une de ces situations «intermédiaires» dont parle Trotsky dans OÙ va la France ? . Les masses sont en mouvement, elles n'ont pas encore —et il s'en faut— une claire conscience de l'objectif politique à atteindre, mais elles avancent. Les grèves vont fuser. Et comme à Marseille chez les tramainots, elles seront longues, pugnaces et le plus souvent victorieuses. Les grèves vont naturellement éclater dans le secteur privé. Et la loi quinquennale sur l'emploi, comme le régime de retraites (quarante ans de cotisations) mis en place sous le gouvernement Balladur

vont voler en éclats. Pour la première fois depuis des décennies, la classe ouvrière est en action par la grève et la manifestation ; elle a retrouvé confiance en ses capacités : elle va agir, frapper, faire reculer et gagner. Gagner sur ses revendications, gagner encore en confiance (6). Pour le reste, rien ne peut être dit qui ne relève du pronostic de gourou. Et comme nous sommes des marxistes nous éviterons le langage des sectes.

Evidemment, la situation peut brutalement basculer vers une crise révolutionnaire ouverte : mais aujourd'hui nous n'en sommes pas là. Souhaitons que le mouvement mûrisse, prenne le temps de s'armer politiquement sans se hâter. Ce qui doit arriver arrivera bien assez vite.

LES TROIS COUPS

DU BRIGADIER

La grève de décembre sonne donc pour la France et pour l'Europe les trois coups du brigadier d'une véritable nouvelle période. Il n'y aura rien d'automatique, rien de linéaire. S'agissant de millions de femmes et d'hommes, il n'y a pas de mouvement mécanique. Il faut être mesuré, nuancé dans l'analyse. Non pas pronostiquer, mais chercher à distinguer le cours général du processus. Il faut prendre en compte ce que soulignent la plupart des commentateurs étrangers, du Financial Times à El País en passant par le Frankfurter Allgemeine : la grève du mois de décembre,

au-delà du traité de Maastricht et de ses dispositions qui, pour partie, ne s'appliqueront jamais, de la monnaie unique qui ne verra jamais le jour, est une grève victorieuse contre le libéralisme, c'est-à-dire la forme actuelle du capitalisme. Ils ont gagné, songent les salariés anglais, allemands, espagnols, italiens. Et de service public en service public, de grande entreprise en grande entreprise, de pays en pays, l'onde de choc se propage, la réflexion gagne. Et le combat se prépare, se nourrissant concrètement des résultats arrachés par les cheminots et les fonctionnaires, mais aussi par les mineurs de Merlebach...

A la politique concertée à l'échelle de l'Europe contre les salariés, va maintenant répondre la réaction moins concertée (par définition), pas organisée (il n'y a pas d'Internationale ni même de politique européenne des organisations syndicales). N'empêche, pour la France et pour l'Europe, la grève de décembre frappe les trois coups du brigadier. Cette formule s'applique curieusement au théâtre et dans l'art militaire. Au théâtre, les trois coups du brigadier annoncent au public que le spectacle va commencer, le rideau se lever. A la guerre, les artilleurs avant de faire feu sur un objectif, le cadrent par trois coups d'une charge particulière qui leur permet de préciser l'objectif à écraser ensuite sous un déluge de feu et de mitraille...

Nous l'écrivions déjà dans le numéro un de Carré Rouge ; répétons-le ici,

non sans jubilation : les semaines et les mois qui viennent seront vraiment passionnants. n 15-01-96

1 Précisons. Alors que la grève de décembre est au plus fort, le bureau exécutif du parti socialiste approuve sur rapport d'Elisabeth Guigou un plan sur la «protection sociale» qui s'inspire très exactement de celui du gouvernement...

2 Nous consacrerons nos prochains numéros à analyser et à réfléchir à ces questions d'un intérêt majeur.

3 Répétons-le, nous ne pouvons traiter ici, aujourd'hui, de tous les problèmes. Soulignons cependant que des secteurs disloqués, démoralisés, comme par exemple l'enseignement, se sont proprement restructurés, régénérés, à la faveur de cette grève.

4 Jacques Chirac, décidément en verve, présentant ses vœux à la haute Fonction publique, mimant le général de Gaulle, exige un «Etat fort». Bien. 600 militants nationalistes corses donnent en pleine nuit une conférence de presse. Ils sont, notent les journalistes, dotés d'armes ultra-modernes... Et le ministre de l'Intérieur engage des pourparlers «secrets» avec eux...

5 Le 17 janvier, Alain Juppé accorde au *Figaro* une interview dont le contenu —dans la forme et dans le fond— est proprement surréaliste. La dernière question d'une longue série sans complaisance est illustrative : «Qu'est-ce que Mitterrand a réussi et que vous voudriez réussir à votre tour ? - Durer ! Mais est-ce une fin en soi ?»

Partout où l'avenir de la classe ouvrière et de la jeunesse et les moyens de résister aux agressions capitalistes sont au centre des préoccupations et des discussions, la signification et les résultats des grèves de la SNCF et de la RATP, ainsi que du puissant mouvement social auquel elles ont ouvert la voie, ont été l'objet de vifs débats. Il en a été ainsi à *Carré Rouge* comme dans d'autres cadres et d'autres publications. Indépendamment de la façon dont elles sont formulées (laquelle varie selon les parcours politiques ou les sensibilités personnelles), certaines questions surgissent de façon répétée.

Quelques points de repère historiques et théoriques

La première de ces questions a trait à l'appréciation qu'il n'y aurait eu de la part du gouvernement Juppé qu'un «recul tactique» lorsque celui-ci a été obligé d'annoncer, le 10 décembre, le retrait du contrat de plan à la SNCF sous les formes où il avait été présenté un mois à peine plus tôt, et le 13 décembre, le retrait pur et simple des mesures sur les retraites à la SNCF et à la RATP. C'est là le refus de reconnaître que le gouvernement a bel et bien subi une défaite politique. Celle-ci n'est pas la défaite complète, qu'aurait signifié le retrait du plan de «réforme» (lire destruction projetée) de la Sécurité sociale, à la suite d'un appel clair et net à la grève générale par la CGT, Force Ouvrière et la FSU. Mais elle est tout de même une défaite indiscutable, dont Juppé, dont les jours comme premier ministre sont comptés, mais aussi Chirac, élu seule-

ment huit mois avant l'apogée du mouvement, sont sortis affaiblis de façon significative.

La seconde question concerne l'appréciation de la portée des pas, inégaux bien sûr mais néanmoins parfois très importants, effectués (comme à Rouen) par les salariés dans la voie de la centralisation et du contrôle de la grève. La difficulté à reconnaître tout ce que le mouvement a apporté comme témoignage de l'inventivité et la créativité de tous ceux qui se sont impliqués dans les grèves et la lutte contre le plan Juppé, s'accompagne d'une insistance au contraire à mettre l'accent surtout sur l'incapacité dans laquelle la classe ouvrière a été, aussi bien de parvenir jusqu'au bout à déjouer les trahisons des directions syndicales, de briser leurs indécisions et leurs hésitations, et à leur imposer l'appel à la grève générale, que de centraliser la

grève elle-même sous la forme d'un comité central de la grève générale. La troisième question, largement liée à la précédente bien sûr, concerne le fait que les salariés du secteur privé ne soient entrés dans le mouvement que de façon relativement limitée.

« SPONTANÉITÉ »

ET « PRÉCIPITÉ

INTELLECTUEL »

La première question a été traitée dans l'article de Charles Jérémie. Ici je voudrais présenter quelques éléments de réflexion en réponse aux deux dernières. Elles posent – dans un contexte politique et social bien précis – le problème des formes de centralisation qu'un mouvement portant déjà la marque de ce que Rosa Luxembourg nomme la « grève de masse », a su se donner à la première grande étape d'un processus de reconstitution de l'autonomie de classe de la classe ouvrière, processus long par définition. L'encadré 1 donne quelques citations d'un travail vieux de quatre-vingt dix ans. Ses enseignements exigent d'être transposés dans les conditions de la France de 1995-96. La classe ouvrière française est à un stade tout autre de son histoire que le prolétariat russe du début du siècle, et le cours d'un mouvement social puissant n'est pas celui d'une révolution. Les syndicats français, à la différence des syndicats allemands, ne sont pas l'exemple même de la prospérité. Leurs effectifs sont maigres, mais ils jouissent de « prérogatives » sur lesquelles leurs bureaucraties veillent jalousement. Fortes de l'aide de l'État qui a besoin d'elles, ces bureaucraties ont fait des organisations, sinon des forteresses, au moins des voies de passage obligé

GRÈVE GÉNÉRALE ET « PRÉCIPITÉ INTELLECTUEL »

Ce qu'il y a de plus précieux, parce que permanent dans ce brusque flux et reflux de la marée révolutionnaire, c'est son précipité intellectuel. La croissance par bonds, en intelligence et en civilisation, du prolétariat fournit une garantie infrangible de son irrésistible progrès ultérieur dans la lutte, tant économique que politique. Mais ce n'est pas tout. Les rapports mêmes entre ouvriers et patrons sont bouleversés ; depuis la grève générale de janvier et les grèves de 1905 qui ont suivi, le principe du capitaliste « maître chez lui » est supprimé de facto. Dans les plus grandes usines de tous les centres importants se sont constitués spontanément des comités ouvriers, avec lesquels seul le patron traite et qui décident de tous les conflits. Et enfin, plus encore : les grèves en apparence chaotiques et l'action révolutionnaire « désorganisée », suivant la grève générale de janvier, deviennent le point de départ d'un fiévreux travail d'or-

ganisation. Madame l'Histoire fait de loin, en riant, un pied de nez aux hommes des clichés bureaucratiques, qui montent coléreusement la garde aux portes de la prospérité des syndicats allemands.

Les organisations solides qui, censément, devraient être édifiées à l'avance ainsi qu'une forteresse imprenable, comme condition sine qua non d'une tentative éventuelle d'éventuelle grève en Allemagne, ces organisations sont précisément, tout au rebours, filles de la grève en masse, en Russie ! Et tandis que les gardiens des syndicats allemands ont avant tout peur que ces organisations, dans un tourbillon révolutionnaire, ne s'en aillent en pièces, comme des porcelaines précieuses, c'est un tableau tout contraire que nous montre la Révolution russe : de la tourmente et de l'orage, des flammes et du feu, des grèves en masse, des batailles dans la rue, ce qui émerge, comme Vénus de l'écume des mers, frais, jeunes, forts et contents de vivre, ce sont... des syndicats.

Rosa Luxembourg, Grève, partis et syn-

pour les salariés et une force que ceux-ci devront submerger dans le cours des prochains combats. Mais la notion de « précipité intellectuel » que Rosa Luxembourg nous propose, fournit, à mon avis, un éclairage indispensable sur le mouvement de l'hiver et ceux qu'il annonce, ainsi que sur les transformations en cours, mais encore inachevées, dans les relations entre la classe ouvrière, ses directions et la bourgeoisie. Début décembre, Blondel et Viannet ont opposé, chacun avec son langage propre, les « grèves généralisées à la grève générale » et ont refusé d'appeler à celle-ci en invoquant la « démocratie » incluse dans les pre-

mières (on y reviendra plus loin). La lecture de la brochure de Trotsky sur Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste, ou le chapitre sur les syndicats dans le Programme de transition, permet de rappeler que la trahison est consubstantielle à l'action des directions syndicales du fait de leurs liaisons étroites, pour ainsi dire congénitales, avec les sommets de l'État et le patronat, y compris lorsqu'il ne s'agit pas, comme l'appareil de la CFDT dirigé par Notat, de syndicats qui se targuent d'inspirer l'action gouvernementale directement. Il ne suffit pas de montrer que la grève de novembre-décembre a été trahie par les directions syndi-

cales, du fait que les travailleurs en grève, qui ont bien contrôlé leur mouvement au plan local, aient vu la maîtrise leur en échapper au plan national.

Ce qui importe c'est plutôt de mesurer les progrès faits par les travailleurs dans leur mouvement pour imposer le front unique à ces directions sur un segment du mouvement, de même que pour garder le contrôle de la grève et de son issue déjà beaucoup longtemps que dans d'autres grands conflits. Miser à fond sur la spontanéité des travailleurs et des jeunes, c'est voir ce qu'elles annoncent comme aptitude à submerger les directions syndicales et politiques. Par rapport à une prochaine vague nouvelle, c'est dégager les formes d'organisation fondamentales que la classe ouvrière a retrouvées dans les villes où le mouvement a été porté le plus loin et à partir desquelles elle peut maintenant faire de nouveaux pas en avant. Ces formes relèvent de la forme «conseil» ou «comité d'action» telle que Trotsky en parlait à propos de la France en 1935-1936. C'est pourquoi la comparaison avec 1936 et surtout avec la grève générale de 1968 s'impose. Cette comparaison a surtout été faite de façon péjorative par des journalistes et publicistes intéressés à essayer de masquer leur capitulation face au capital financier (quand ce n'est pas pire). Pourtant, quand on regarde les choses de plus près, et qu'on les situe dans le contexte économique et politique du moment, la comparaison avec 1936 et 1968 est, sur bien des plans, favorable au mouvement de cet hiver.

LES CARACTÉRISTIQUES D'UNE «GRÈVE

COMMENT CARACTÉRISER UNE GRÈVE GÉNÉRALE ?

La grève générale, c'est l'affirmation, par l'action de centaines de milliers d'hommes, de l'unité de la classe, fondée sur la situation fondamentale commune de tous les travailleurs dans la production, sur la réalité commune de l'exploitation [...].

La grève générale, ce n'est pas le rué élémentaire d'une foule soulevée, c'est un ample et profond processus d'organisation de la classe ouvrière, de prise de conscience politique des travailleurs.

[...] Ce qui la définit comme une grève générale, ce n'est pas le fait que tous les travailleurs aient partout cessé le travail, mais qu'à travers la grève de secteurs décisifs, la classe ouvrière se rassemble comme telle pour un règlement de comptes général avec l'ennemi de classe. Ainsi en 1936, il n'y eut pas plus de deux millions de grévistes, en 1953 la métallurgie fut écartée de la grève générale et, en juin 1968, lorsque la métallurgie reste seule dans la lutte elle continue pourtant la grève générale car elle poursuit le combat engagé par toute la classe et non une simple grève corporative. Ce qu'il faut souligner, c'est qu'en mai-juin 1968 ce rassemblement de la classe, s'unifiant dans la lutte, s'est fait à une échelle qui a dépassé tout ce qui l'avait précédé.

La grève générale n'est pas une parade bien ordonnée et minutée de la classe ouvrière mais une réalité vivante, diversifiée, mouvante, contradictoire. Elle ras-

semble la classe dans son ensemble, mais elle concentre du même coup dans son mouvement toutes les contradictions qui existent dans la classe. Les problèmes politiques qui préexistaient à la grève ne sont pas effacés, ils sont au contraire posés avec une intensité accrue, car de leur solution dépend la vie ou la mort de la grève ; ils sont posés non seulement à une avant-garde organisée mais à des millions d'hommes qui s'arrachent, souvent pour la première fois, au cadre de la vie quotidienne, à l'exploitation imposée et qui ne prennent que progressivement conscience de leur force.

La grève générale détruit l'opposition formelle entre revendications économiques et revendications politiques : «l'impossibilité d'y séparer l'élément économique de l'élément politique» en est l'une des caractéristiques selon Rosa Luxembourg. Le caractère politique des revendications économiques procède du fait que c'est à travers la lutte contre l'exploitation que les travailleurs s'affirment comme classe, que c'est en améliorant leurs conditions de vie et de travail qu'ils s'assurent des positions pour livrer de nouvelles batailles. Le mépris pour les «revendications alimentaires», en plus de l'indécence qu'il révèle chez les gens dont les «problèmes matériels» sont généralement réglés, exprime une parfaite méconnaissance de ce qu'est la lutte des classes. Réciproquement, les grandes actions politiques conduisent à la généralisation des combats revendicatifs [...].

GÉNÉRALE »

La caractérisation d'un mouvement de grande ampleur comme étant ou non une grève générale ne se résout pas dans sa proclamation comme

telle ou dans l'appel formel lancé par les dirigeants des principales centrales. Ni la grève générale de 1936, ni celle du secteur public d'août 1953, ni celle de 1968 n'ont résulté d'un appel des principaux dirigeants

syndicaux, pas plus qu'elles n'ont été reconnues et donc «confirmées» comme telles par les centrales après leur déclenchement et leur extension. En 1968, les syndicats se sont refusés à proclamer la grève générale avec un acharnement aussi grand, sinon plus, qu'en 1995. La place contradictoire des syndicats dans la société bourgeoise et les liens que les dirigeants syndicaux nouent avec les sommets de l'État rendent un tel appel des plus improbables. La revendication qui vient à cet effet de la base sert de révélateur aux rapports avec le sommet. Lancée par une organisation politique, elle est un mot d'ordre qui a valeur de dénonciation des hésitations ou de la trahison des dirigeants, mais aussi d'appel aux travailleurs de s'organiser sur leur propre plan.

Comment une grève générale peut-elle donc être caractérisée comme telle ? En encadré, on trouvera une réflexion tirée d'un livre écrit sur la grève générale de 1968 par F. de Massot, qui a longtemps été un camarade proche de plusieurs des fondateurs de Carré Rouge. Elle paraît toujours aussi pertinente. Si on l'applique aux événements de novembre-décembre, il manque le nombre (mais ce critère est influencé désormais par le chiffre exceptionnel de 1968 où environ 10 millions de salariés ont arrêté le travail à l'apogée du mouvement) et il manque aussi le degré de généralisation en terme de corporations engagées : ce n'est pas toute la Fonction publique qui a rejoint les cheminots et les agents de la RATP. Autrement, ce sont l'ensemble des autres éléments de la caractérisation qui se sont trouvés réunis en 1995.

Il y a eu affirmation, par l'action de centaines de milliers d'hommes et de femmes de «l'unité de la classe ou-

vière comme classe». Cette unité de classe s'est exprimée au niveau le plus avancé dans les comités de grève là où ils ont eu des traits voisins de ceux de «comités d'action». Mais elle s'est aussi exprimée de façon déformée, mais pourtant nette, dans le cours des grandes manifestations, notamment en province. La dimension de «l'ample et profond processus d'organisation de la classe ouvrière, de prise de conscience politique des travailleurs» a très certainement été aussi profond et aura des prolongements sans doute plus importants qu'en 1968. Dans le cas de la grève générale, elle a eu comme débouché, au début des années 70, la prise de contrôle de la SFIO et sa transformation en Parti Socialiste par François Mitterrand, suivie de la formation par Mitterrand et Marchais de l'Union de la Gauche, dont la fonction et le résultat effectifs ont été de canaliser et de dévier les aspirations à un changement radical de la classe ouvrière et de la jeunesse étudiante, en 1978 d'abord et à partir de 1981. Dans le cours de la fin des années 90, le débouché du mouvement de 1995 aura peut-être une tout autre portée. L'identification du «secteur décisif» autour duquel il y a eu regroupement des autres secteurs n'est pas difficile : il s'agit des chemins qui ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour exprimer, non des intérêts catégoriels, mais les intérêts généraux de combat pour le retrait du plan Juppé de «réforme» (lire destruction) de la Sécurité sociale ; pour étendre la grève, créer des comités de grève véritables et organiser le mouvement. La dimension de «réalité vivante, diversifiée, mouvante, contradictoire», «concentrant dans son mouvement toutes les contradictions» de la grève de 1995 est encore directement présente

dans toutes les mémoires. Mais la dimension de «prise conscience progressive de leur force» de la part des travailleurs en lutte n'a pas été moins présente. Enfin «le caractère politique des revendications» de 1995 ne souffre pas de discussion. Par contre, le mouvement n'a pas encore eu toutes les caractéristique du rassemblement des exploités pour l'affrontement direct avec la bourgeoisie et l'État ; il l'a seulement annoncé.

LA DÉFINITION

DU CONTEXTE POLITIQUE

N'EST PAS SECONDAIRE

Une très grande grève, un mouvement social d'une grande ampleur, les formes d'organisation qu'elles ont prises, les critères qu'on peut légitimement employer pour apprécier leur succès, sont des questions qui ne peuvent pas être discutées en dehors du temps et de l'espace. La définition du contexte historique, c'est-à-dire politique, dans lequel des événements de ce type surgissent n'est pas une dimension secondaire. Elle doit être le point de départ de toute tentative d'appréciation. La question de la «spontanéité», qui est celle de la volonté d'action propre des travailleurs et des jeunes, à partir de laquelle se manifeste leur capacité d'organisation, de créativité et de discipline illimitée, est toujours historiquement déterminée. Elle exprime la «mémoire» de la classe ouvrière, le degré auquel des expériences ont été assimilées, fût-ce imparfaitement, et transmises. Elle exprime, chez les jeunes ouvriers et salariés en particulier, leur niveau culturel au sens large, la vision qu'ils ont de la société, de la politique qui s'y mène, des techniques qui s'y emploient. Elle se pose surtout des problèmes

concrets. Or aujourd'hui ceux-ci sont doubles. Ils sont de savoir comment faire face aux conséquences de la crise économique, de la précarisation du travail et d'un chômage qui atteint entre 3 à 5 millions d'hommes, de femmes et de jeunes qui ne sont jamais encore entrés dans la production. Mais ils sont aussi de se défaire du poids politique de dix ans de politique syndicale de subordination à l'Union de la gauche, puis au mitterrandisme, et de digérer ce que la classe ouvrière n'a compris à propos du stalinisme qu'au moment de l'effondrement de l'appareil du Kremlin en URSS. Or, à tous ces égards les acquis sont importants.

La grève, en premier lieu, est survenue quelques mois seulement après une élection présidentielle qui a concentré de nouveau la totalité du pouvoir exécutif entre les mains des partis politiques considérés par la bourgeoisie comme étant les siens, par opposition à ceux qu'elle peut, lorsqu'elle y est contrainte, utiliser à ses fins (PS et PCF). La défaite du candidat socialiste Lionel Jospin au terme d'une campagne politique anesthésiante orchestrée par la tendance Delors-Aubry et menée sous le signe de la «responsabilité» (compréhension des besoins conjoints du capitalisme et souci de maintien de la paix sociale), mettait fin à quatorze ans de mitterrandisme. En mai-juin dernier le résultat de l'élection présidentielle a même été apprécié par certains militants comme représentant une défaite pour la classe ouvrière.

Cette caractérisation reposait pour une part sur une sous-estimation sérieuse des éléments de crise et de déchirement internes au RPR et à l'UDF et à la bourgeoisie française plus largement (voir l'article de Charles Jérémie). Mais elle reposait

aussi sur une appréciation de l'état des rapports de la classe ouvrière avec ses partis «traditionnels» et d'une forme d'identification de celle-ci au bilan des partis qui avaient été élus pour gouverner dans ses intérêts et qui les avaient trahis, dont on déduisait que la défaite électorale de ses partis laissait cette classe «orpheline», démunie et impuissante. Le mouvement de novembre-décembre a montré à quel point cette appréciation était fautive.

L'ABSENCE D'ISSUE

POLITIQUE IMMÉDIATE

A PESÉ

Mais cela ne veut pas dire pour autant que le bilan de quatorze années de mitterrandisme et les résultats des élections n'aient pas pesé sur la grève et le mouvement social. Ils ont joué un rôle bien sûr, et d'abord en bloquant à un mouvement qui a rapidement pris pleinement conscience de son caractère politique, toute issue immédiate sur ce plan. Louis Viannet s'est permis de rapporter lui-même, dans un entretien avec Le Monde, l'anecdote (vraie ou inventée) de son dialogue avec de jeunes militants de la CGT qui ont lancé le mot d'ordre «Dehors Juppé» juste derrière lui dans la manifestation, et auxquels il aurait répondu «Mais qui voulez-vous mettre à sa place!». Viannet traduit ainsi la capacité de vieux routier d'appareil à coller au plus près au mouvement et à le trahir en jouant en toute sécurité ce jour-là sur un sentiment d'absence de débouché politique d'autant plus répandu que les perspectives politiques que la classe ouvrière se donne, sont façonnées de part en part par un siècle de parlementarisme bourgeois, et qu'elle conçoit pour l'instant

d'autant moins la possibilité et la nécessité d'en sortir que personne ne l'aide politiquement à le faire. Un jour viendra pourtant où les manifestants auront les moyens de lui répondre, «Oui, ce que nous voulons, c'est le gouvernement des organisations politiques et syndicales unies, un gouvernement appuyé sur la grève générale», dont Viannet et Blondel seraient contraints, à leur corps défendant, de faire partie!

Le rôle joué par le PS et le PCF, dans le blocage d'une issue politique immédiate au mouvement ne peut pas être réduit à la déclaration de Robert Hue selon laquelle «le mouvement aujourd'hui n'est pas pour le changement politique» (Le Monde du 8 décembre), pas plus qu'aux déclarations dans le même sens de Lionel Jospin et des dirigeants du PS. Pour l'essentiel les travailleurs en grève, pas plus que les autres éléments actifs dans le mouvement, ne sont pas allés les chercher, ne se sont pas tournés vers eux. Le bilan de l'union de la gauche, le discrédit profond du PCF, le souvenir du mitterrandisme et celui de la campagne de Lionel Jospin pèsent tous d'un grand poids. Avant qu'un mouvement soit à même de reprendre à son compte le mot d'ordre «gouvernement PS-PC» pour pousser ce qu'il reste de ses partis traditionnels dans les reins, il faudra que la classe ouvrière ait donné encore de très forts coups de boutoirs et forcé le PS et le PCF à se disposer pour le contenir au niveau d'une nouvelle présence au gouvernement. Pour l'instant l'effondrement de l'ancien appareil international du Kremlin paraît avoir surtout encouragé, aux côtés d'autres facteurs, les militants à récupérer la CGT en tant qu'organisation traditionnelle. Il reste à voir si le PCF parvient à se maintenir long-

temps, maintenant que la bureaucratie stalinienne ne règne plus au Kremlin, et cela dans une situation où le «virage» opéré par le PDS (ex-PCI) en Italie ne lui est pas permis ; à voir également s'il viendra à l'esprit d'un secteur significatif de la classe ouvrière de se battre pour rendre au PCF le type de liens avec les masses sans lesquels l'appellation «parti traditionnel de la classe ouvrière» est un terme vide de sens.

LE PREMIER GRAND MOUVEMENT FRANÇAIS DEPUIS

DE L'APPAREIL INTERNATIONAL DU KREMLIN

Le mouvement de 1995 est également survenu quelques années seulement après la chute du mur de Berlin, d'abord, puis de l'effondrement de l'appareil stalinien en URSS. Ces événements signifient que la chape de plomb du stalinisme peut se défaire, mais aussi que tous les secteurs de la classe ouvrière qui ont, pendant des décennies, considéré peu ou prou l'ex-URSS comme la «patrie du socialisme», en taisant leurs doutes ou leurs appréhensions sur le contenu du régime stalinien, se trouvent confrontés avec la réalité. Les effets de l'effondrement de l'appareil stalinien en URSS sur la capacité de renouveau et d'action indépendante de la classe ouvrière française sur laquelle l'emprise du stalinisme, par l'entremise du PCF, a été si forte, sont une question sur laquelle Carré Rouge engage la discussion et sollicite les articles et les réflexions. Pour l'instant, la priorité implicite des

militants évoluant dans la sphère de ce qui reste de l'ancien appareil stalinien, paraît être de refaire de la CGT un instrument qui corresponde à leurs besoins et qui contribue à leur lutte. Il n'est pas indifférent que ce ne soit pas seulement les grévistes et les manifestants qui aient scandé inlassablement «retrait complet du plan Juppé», mais que ce mot d'ordre unificateur de la grève ait été repris par les délégués, c'est-à-dire par les cadres intermédiaires de l'appareil syndical, au troisième jour du 45^e congrès de la CGT, et qu'un tiers de ces délégués ait défendu le maintien dans les statuts de l'objectif de l'abolition du capital et du salariat. En poursuivant la comparaison avec 1968, on peut même dire qu'en novembre 1995 les travailleurs ont déjà pu faire jouer aux syndicats un rôle nettement plus important dans la préparation des conditions de la grève et dans son déclenchement, qu'ils ne l'avaient fait il y a vingt-sept ans. Ce résultat est également étroitement lié à la situation dans laquelle Chirac et Juppé ont placé les directions syndicales (et cela pour la première fois depuis les projets corporatistes de de Gaulle), en les menaçant, notamment Force Ouvrière, dans leur existence même d'appareil. Cela fait partie de la situation radicalement nouvelle créée par tout ce qu'implique «la mondialisation du capital». Mais en combinaison avec l'érosion de la «chape de plomb», cela donne des rapports internes à la classe ouvrière et à ses composantes qui ne sont plus les mêmes qu'avant.

Cet hiver, cela s'est traduit d'abord sous la forme de l'appel uni des sept fédérations de la Fonction publique et des fédérations de cheminots à la grève du vendredi 24 novembre contre le plan Juppé de «réforme»

de la Sécurité sociale et les projets d'éloignement de l'âge de la retraite dans la Fonction publique. Or, c'est cette grève unitaire qui a été le point de départ de la grève reconductible, mais de fait bientôt illimitée, de la SNCF dirigée contre l'atteinte au système de retraite, le contrat de plan (conçu par le gouvernement comme devant être une étape décisive dans la voie du démantèlement et de la privatisation) et qui a été à son tour le point d'ancrage qui a permis aux personnels de la RATP d'entrer dans la grève, ligne par ligne et dépôt par dépôt, entre le lundi et le mercredi, jusqu'à ce que la grève soit totale. La modification de l'ensemble des rapports politiques s'est manifestée ensuite sous la forme de la réalisation du front unique sur le plan syndical, y compris par son expression «au sommet» lors de la présence conjointe de Viannet et de Blondel à la manifestation du 28 novembre et de leur poignée de main sous les caméras des journalistes. Cette poignée de mains a été caractérisée comme «historique». Le terme a été si galvaudé qu'on hésite à l'employer, mais ici l'expression s'impose vraiment, car c'est le geste celant de façon si momentanée que ce soit une unité dans l'action à laquelle les dirigeants des deux centrales s'étaient opposés avec la plus grande énergie depuis la scission de 1947. Or cette poignée de mains, qui a été interprétée par beaucoup de militants syndicaux comme une sorte de feu vert à la consolidation de l'unité, et pour certains à la poursuite et à l'extension des grèves, aurait été impossible avant l'effondrement de l'appareil stalinien en URSS. Viannet et Blondel ont dû ensuite «freiner des deux fers», pour éviter de précipiter la chute du gouvernement par l'appel clair et net à la grève général. Mais

«placés dans certaines circonstances», les dirigeants ouvriers les plus compromis avec la bourgeoisie sont bel et bien «allés plus loin qu'ils ne le voulaient dans la rupture avec la bourgeoisie» et ont apporté aux salariés la preuve qu'un «pas en avant dans la réalisation du front unique vaut mieux qu'une dizaine de programmes»

La modification de l'ensemble des rapports politiques, et donc aussi de ceux entre les débris de l'appareil stalinien et la classe ouvrière, est patente à la lecture de L'Humanité. Le 14 décembre, celle-ci écrit, «Si l'assemblée générale est devenue la pratique institutionnelle de la vie syndicale, c'est parce qu'elle épouse une formidable aspiration à la démocratie, notamment à l'entreprise. Etre écouté, consulté, donner son avis». C'est là dénaturer radicalement les aspirations des salariés en lutte et les objectifs des assemblées générales, dont l'enjeu est la maîtrise du mouvement par les travailleurs eux-mêmes. C'est montrer ce qu'il a fallu faire cette fois pour trahir la grève générale en prétendant qu'elle était si fortement «généralisée» qu'il n'y avait pas besoin de lancer l'appel formel, chaque corporation, usine ou centre de travail étant suffisamment «majeur» pour savoir «ce qu'il lui restait à faire» ! Mais c'est aussi faire l'aveu de changements profonds entre les «responsables» et les salariés. L'éclatement de l'appareil stalinien, qui n'est pas encore achevé, oblige chacun à chercher ses points de référence. Pour une partie des militants et cadres syndicaux de la CGT, c'est du côté de la classe dont ils sont issus qu'ils ont commencé à la chercher.

Sans doute n'en va-t-il pas du tout de même à la FSU, où les responsables se sont opposés résolument à la grève,

en profitant de façon éhontée de la dispersion géographique et de ce fait «physique» des enseignants pour isoler les établissements résolus et limiter la grève à autant de «temps forts», lire de journées d'action. Au FSU, le souci prédominant des cadres syndicaux a été d'occuper la place qui était précédemment celle de la FEN, de participer à toutes les commissions de liquidation de l'école publique (dont la commission Fauroux est la mouture la plus récente), d'être le «meilleur» interlocuteur du ministère et de François Bayrou en particulier. Mais ce sont là autant de questions sur lesquelles le débat, voire la polémique, doit s'ouvrir pour qu'on y voit plus clair.

«L'ABSENCE D'UTOPIE» DU MOUVEMENT DE 1995

«Triste mai qui arrive en novembre» : on a tous en mémoire la caractérisation méprisante proposée par le philosophe catholique Paul Ricoeur, signataire du texte de soutien à Nicole Notat lancé par la revue Esprit, pour tenter de déconsidérer le mouvement de l'hiver chez les étudiants et les travailleurs intellectuels. Mais le thème de «l'absence d'utopie» a été repris par beaucoup de monde au Nouvel Observateur, à Libération et ailleurs. D'autres intervenants, plus «stratégues», ont tenté d'opposer le «caractère défensif» des revendications de 1995 au caractère «offensif» de celles de 1968. C'est vraiment être resté sourd et aveugle aux mots d'ordre, aux «paroles de grévistes» et aux pancartes si nombreuses qui traduisaient la profonde angoisse d'une large partie de ceux qui ont battu le pavé au cours des froides

journées de décembre, mais aussi leur volonté de changer la société. S'il n'y a pas eu chez les étudiants et lycéens de mot d'ordre correspondant au «tout est possible» de 1968, ce fait n'aurait-il vraiment rien à faire avec l'anesthésie politique des deux septennats de Mitterrand, avec l'étalement de l'arrivisme, du cynisme, voire de l'affairisme des grands «aînés» du «mai joyeux» arrivés à des positions d'influence et de pouvoir en 1981 ? Que ceux qui donnent des leçons présentent leur bilan ! Chez les salariés et les chômeurs, la teneur des discussions (voir les questions soulevées au dépôt d'Austerlitz) a au contraire bien eu une dimension «utopiste», si l'on considère la situation économique, l'existence de 3 à 5 millions de chômeurs selon la manière de les chiffrer, nombre qu'il faut doubler d'au moins le même nombre de travailleurs et jeunes en situation de très grande précarité salariale.

Le contexte économique et le poids des politiques néo-libérales sont particulièrement importants dans le secteur privé. Ainsi qu'un article du n° 1 de Carré Rouge l'a rappelé, c'est dans les domaines de la monnaie et de la finance, mais aussi de l'emploi et les conditions contractuelles de travail, que sous Mitterrand (comme en Espagne sous Felipe Gonzales) les politiques de libéralisation, de déréglementation ont été poussées le plus loin. D'année en année, au moyen de mesures législatives et réglementaires, dont certaines étaient parfois d'apparence anodine, puissamment aidé par la montée parallèle du chômage, le modèle anglo-saxon – mieux dire Thatcherien – de relations entre le capital et le travail, axé sur la déréglementation et la «flexibilité» des contrats salariaux, a régulièrement gagné du terrain. Ces mesures ont permis au patronat de

constituer une masse de plus en plus élevée de salariés à statut «flexible», c'est-à-dire précaire, avec une extension constante du travail à temps partiel, aux côtés de ceux qui allaient grossir les rangs des chômeurs de longue durée et des jeunes expulsés dès le départ du processus productif. De même, la mise en œuvre des nouvelles formes d'automatisation n'a été chaque fois rien d'autre que l'occasion pour les entreprises d'affaiblir les formes antérieures de relations contractuelles, de disloquer les facteurs qui avaient contribué, conjointement avec son organisation syndicale et politique, à assurer à la classe ouvrière son homogénéité sur le lieu de travail, de détruire les moyens inventés par les ouvriers, dans le cadre des techniques de production antérieures, pour résister au quotidien à l'exploitation. Cette politique a également permis aussi bien la «déconcentration» géographique et la réduction de la dimension des usines (qui a souvent avancé de pair avec une centralisation accrue du capital), avec fermeture de grands sites comme Billancourt ou Thionville en Lorraine, qui étaient de véritables «lieux de mémoire» de la classe ouvrière, et dont la bourgeoisie s'acharne à ne plus laisser de trace physique.

Même si la précarisation du travail a gagné beaucoup de terrain dans le secteur public, c'est surtout dans le secteur privé que cette politique a pu se développer pleinement. C'est chez les salariés du privé également que le nombre des années de cotisation pour la retraite légale a été porté de nouveau à quarante ans par le gouvernement Balladur lors de la seconde «cohabitation» avec Mitterrand. C'est l'une des raisons pour lesquelles il est parfaitement compréhensible que ce soit autour des

cheminots, l'une des grandes corporations du secteur public, l'une des plus combatives, mais aussi l'une de celles où la transmission de génération en génération de la mémoire des grandes luttes, ainsi que de l'expérience acquise au cours de celles-ci, a pu se faire le mieux, que les salariés se sont regroupés pour combattre.

LA GRÈVE DE MASSE COMME PHASE PROLONGÉE DE LA LUTTE DES CLASSES

Plus haut, des extraits ont déjà été donnés de Grève générale, partis et syndicats, l'un des textes qui offrent le plus de fils conducteurs pour se repérer dans la situation actuelle. Il s'agit d'une polémique féroce de Rosa Luxemburg contre la conception qu'une partie de la direction de la social-démocratie allemande, et en particulier l'ensemble des dirigeants syndicaux, avait au début du siècle de la classe ouvrière de leur pays, et contre les critères qui leur permettaient, pensaient-ils, de juger de sa disposition à la lutte. Cette polémique est dirigée de façon immédiate contre leur conception de la «grève générale», décidée d'en haut au moment où les chefs estiment que les adhérents sont suffisamment nombreux et le jour «propice», ce qui revient le plus souvent au renvoi de la grève aux calendes grecques, la classe ouvrière n'étant jamais «suffisamment prête». Mais sa portée est plus large. Elle vise tous ceux qui rêvent, s'ils sont bureaucrates syndicaux, d'une classe ouvrière docile, mais aussi plus largement, tous ceux qui sont à la recherche d'une classe ouvrière relativement «bien au car-

ré», dont les combats seraient aisément définissables dans leurs origines comme dans leurs résultats.

Pour étayer ses arguments, Rosa Luxemburg a procédé à une analyse très détaillée des grèves qui se sont étendues sur près de dix ans en Russie à partir de 1896, au cours d'un long mouvement, dont le point culminant a été la révolution de 1905, mais qui s'est prolongé après. Deux dimensions de son analyse peuvent nous permettre de comprendre certains aspects de la situation française. La première est la nécessité de voir un mouvement social comme un processus long, qui part de mutations économiques et politiques dont la prise de conscience n'est pas immédiate, parce qu'elle ne peut pas l'être en raison de mécanismes de défense psychologique individuels et collectifs bien connus, qui se développe sur la base de «courants souterrains» dans la maturation de la conscience (page 31 dans l'édition Spartacus) – ce qu'on nomme aujourd'hui des processus «microsociologiques» – ainsi que d'une multitude de combats comportant des flux et des reflux. «Il est absolument contraire aux faits, écrit encore Rosa Luxemburg, de s'imaginer la grève de masse comme une action particulière. Elle est, au contraire, le caractère, le résumé de toute une période de la lutte de classe se mesurant en années» (page 42).

Or, comment ne pas faire l'hypothèse qu'à partir d'un moment difficile à dater avec exactitude, mais vers 1992-93, sur la base conjointe de l'expérience des deux septennats mitterrandistes et de la prise de conscience progressive par la classe ouvrière d'une mutation radicale dans les rapports économiques, qui met en cause sa reproduction socia-

le dans les conditions qu'elle a connues depuis plus de trente ans, une période nouvelle dans le combat de la classe ouvrière s'est ouverte. Au milieu des années 60, le général Westmorland parlait de «ramener le Vietnam à l'âge de fer» ; aujourd'hui, certains patrons parlent de «réduire le salaire minimum au bol de riz». Désormais, cette perspective et les moyens de la contrecarrer font l'objet de discussions dans les foyers ouvriers, de la même façon que ces question ont été au centre des discussions entre les salariés partout où ils se rassemblés pendant la grève. Carré Rouge a été fondé sur une appréciation : indépendamment de leur issue immédiate, un certain nombre de combats traduisaient le fait qu'un processus moléculaire, «souterrain», était en route. Les luttes et les mobilisations ont été nouvelles dans certains cas du fait de leur méthode (l'organisation et la détermination de la grève d'Air France) ; de l'entrée dans la lutte de couches jeunes d'ouvriers ou de futurs ouvriers qualifiés qui sont arrivés avec leurs objectifs et leurs formes de lutte propres (la grève d'Alsthom à Belfort et l'ensemble des grèves et manifestations des lycées professionnels et des IUT contre les CIP) ; de démonstrations répétées d'une volonté de manifester en masse et de façon «différente» pour peser politiquement (la grande manifestation contre les projets Bayrou et pour la défense de l'École publique de janvier 1994, mais aussi celle sur les droits des femmes de début novembre 1995). Il faudrait y ajouter sans doute d'autres combats, notamment ceux de Renault à Cléon, au Mans et à Flins sur lesquels les syndicats ont paru (sur la base de ce qui a été publié dans la presse) avoir gardé le plus d'emprise de bout en bout et où l'initiative propre des tra-

vailleurs a été moindre. Tous les observateurs ont noté que la période de la campagne électorale, «traditionnellement» une période calme sur le front social, avait comporté en 1995, au contraire, la multiplication de luttes revendicatives qui ont soumis le gouvernement Balladur et le patronat à un véritable harcèlement. Ce sont autant d'éléments qui relativisent singulièrement la prétendue «passivité» des salariés du secteur public et fixe le cadre des grèves de l'hiver.

LA QUESTION DE LA «SPONTANÉITÉ» ET SON RÔLE EN 1995

C'est dans ce processus que le mouvement de novembre-décembre s'insère. Il en élève singulièrement le niveau et a commencé à lui ouvrir la voie du «règlement de compte général avec la bourgeoisie» dont il a été question plus haut. C'est ici qu'il faut parler d'un second aspect fondamental de l'analyse contenue dans la brochure de Rosa Luxembourg : la réapparition dans le mouvement de «l'élément spontané» qui vient, dit-elle, en parlant de la Russie du début du siècle, «non de ce que la social-démocratie y est encore jeune et faible, mais de ce que, dans chaque action particulière de la lutte, interviennent une telle infinité d'éléments économiques, politiques et sociaux, généraux et locaux, matériels et psychologiques, qu'aucune d'elles ne peut se définir et se développer comme un exemple arithmétique». Et d'enfoncer le clou : «Bref, si l'élément spontané joue dans les grèves de masse en Russie un rôle si prépondérant, ce n'est point parce que le prolétariat russe n'est pas suffisamment éduqué, mais parce que

les révolutions ne se laissent pas diriger comme par un maître d'école» (page 48).

Cela ne vaut pas seulement pour les révolutions mais aussi pour les grèves. La spontanéité, explique Rosa Luxembourg dans un autre travail portant sur les grandes grèves en Belgique, «n'équivaut pas au chaos, à l'absence de but, au manque de discipline ou à l'absence de direction», mais au fait que ces qualités sont assurées essentiellement en raison de l'activité dans la lutte des travailleurs en grève eux-mêmes. Dans l'hypothèse la meilleure, l'activité spontanée a la possibilité de s'épanouir en coordination et en fusion avec l'activité des responsables syndicaux sachant reconnaître d'emblée ces mouvements pour ce qu'ils sont et en prendre la tête, dans le cas le moins favorable elle est contrainte de se développer sans ces responsables, ou même contre eux. Or, à bien des égards, le fait le plus important du mouvement de novembre-décembre est l'échelle sur laquelle ce processus s'est développé, combiné au fait, qui a été partie intégrante du processus, que le mouvement a fait retraite en bon ordre. Sur ce point encore la comparaison avec 1968 est importante. En 1968, le lâchage de la grève générale par les appareils après Grenelle avait été suivi de nombreuses tentatives pour poursuivre la grève de façon isolée. Mais elles ont eu de faibles résultats. Dans la métallurgie et, en particulier, l'automobile, où la grève s'est prolongée quinze jours, l'isolement a même débouché sur une répression brutale des grévistes, avec la mort d'un jeune militant à Flins et de plusieurs ouvriers à Sochaux le 12 juin. En 1995, la fin du mouvement a été organisée presque sans exception par les grévistes dans les AG ou par

les comités de grève là où ils s'étaient constitués. Elle a donc été maîtrisée et a souvent permis d'arracher des résultats supplémentaires importants, portant sur le paiement d'une partie des jours de grève bien sûr, mais aussi, comme à Austerlitz, sur l'intégration de 39 travailleurs maintenus jusque-là avec des statuts d'intérimaires ou précaires. Plus loin, il sera question de Marseille et de Caen où la grève a été poursuivie et gagnée sur des revendications du même ordre. C'est pourquoi, cette fois-ci, les effets de la trahison ont été ressentis au pire comme une «non-victoire», pour reprendre le terme employé par Serge Goussard dans son intervention au Conseil fédéral national de la FSU, donc comme une «partie remise» ; le fait majeur étant que les secteurs qui ont structuré le mouvement ont, pour leur part, arraché de véritables résultats dans leur affrontement avec le gouvernement, même si ces résultats sont indiscutablement de type «défensif», de sorte que là aussi on a affaire à une «partie remise», dans une bataille dont le décor est désormais planté.

Les expressions les plus avancées d'actions spontanées au sens défini par Rosa Luxembourg sont venues des cheminots. Elles ont pris d'abord la forme de l'organisation de la grève sur la base de formes qui ont brisé les divisions catégorielles et permis, sur la base de l'expérience de 1986, de créer des formes d'organisation, en particulier les assemblées générales quotidiennes, où les catégories et les militants les plus déterminés ont pu entraîner les moins enthousiastes ou aguerries, et se servir de l'effet de concentration pour peser sur les responsables syndicaux. Il y a eu ensuite les actions multiples organisées dans les assemblées géné-

rales dans les dépôts et grandes gares et menées partout en France pour étendre la grève, en allant prendre la parole sur d'autres lieux de travail pour expliquer la nécessité de la grève et encourager d'autres corporations ou usines à rejoindre le mouvement. Il y a aussi eu la transformation des mêmes dépôts ou gare en lieux ouverts où tous ceux qui voulaient se joindre au mouvement étaient invités à se rassembler. Ce n'est qu'à la fin de la grève que les responsables syndicaux ont pu obtenir le huis-clos, en s'appuyant sur les éléments qui se satisfaisaient du recul du gouvernement sur les retraites et le plan d'entreprise, et qui voulaient reprendre le travail sans poursuivre le combat pour le retrait du plan Juppé.

Ce ne sont déjà pas là des éléments mineurs. En 1968 il y a certes eu près de 10 millions de travailleurs en grève, mais F. de Massot dans son livre a dû écrire toute une section au titre éloquent : «La politique des appareils pendant la grève : isoler, fractionner, vider les entreprises», où il montre comment les directions syndicales ont exploité les rapports de confiance relative d'une partie de la classe ouvrière à leur égard, et surtout de ce qu'il nomme «l'euphorie de l'unité», pour isoler et fractionner la grève, avant de renvoyer la majorité des grévistes chez eux, en prétextant que l'occupation était une «question technique» qu'il appartenait aux responsables de régler en intersyndicale. Le succès de la politique d'isolement et de fractionnement a signifié qu'en 1968 pratiquement aucun centre de travail ou usine en grève n'a été ouvert aux «éléments étrangers», provocateurs par définition, selon les critères imposés par les appareils. Cette fois-ci, les dépôts de la SNCF, de même que

certaines écoles ou lycées, ont été des lieux d'organisation de la grève et des foyers de discussion ouverts à toutes les corporations. La règle a été ce qu'un rapport circonstancié de l'UNM (le principal «syndicat» patronal), publié en janvier et tirant les enseignements du conflit pour le patronat, nomme «l'horizontalité», la volonté de dépasser les clivages verticaux des corporations.

UN DÉBUT DE CENTRALISATION VÉRITABLE DE LA LUTTE

L'organisation «spontanée» des salariés, en premier lieu des cheminots, a enfin comporté la construction d'organismes de centralisation et de direction de la grève et du mouvement contre le plan Juppé et le gouvernement. A cette étape, Carré Rouge est contraint d'interpréter les informations parcellaires et déformées publiées par les quotidiens nationaux et surtout de se fier aux quelques éléments d'information recueillis auprès des grévistes dans des villes où la grève a été particulièrement importante et publiés dans des publications militantes. Toute l'information donnée par la presse nationale à propos du déclenchement et de la conduite de la grève à Rouen permettait de penser que là les travailleurs étaient parvenus à se doter d'organes de lutte authentiques. Mais l'interview publiée par Coordination, mensuel de la Ligue Socialiste des Travailleurs, dans son numéro 43 de janvier, où José Perez, mécanicien au dépôt SNCF de Sotteville et membre du comité d'organisation de la grève établi à l'atelier dit «la Fosse» à Sotteville, donne des informations (dont la véracité n'a pas été contestée), qui permettent

de dire que ce comité a eu, dans les conditions de 1995 et d'une grève dont le secteur central n'a pas été, comme en 1936 et 1968, la métallurgie, tous les traits d'un comité d'action au sens défini par Trotsky.

En 1935 pour permettre à la classe ouvrière et à la population laborieuse de se regrouper sur leur propre terrain au sein du Front Populaire que la SFIO et le PCF venaient de consti-

tuer avec le Parti Radical, Trotsky avait proposé aux trotskistes de se battre pour la formation dans les quartiers, les usines et les villes, de comités constituant des «formes d'organisation directe et immédiate de la lutte», élus «en temps de paix de deux cents ou cinq cents citoyens», mais, en cas de grève, formés sur la base de la représentation

des travailleurs engagés dans le combat. «Il ne s'agit pas, dit Trotsky, d'une représentation démocratique de toutes et de n'importe quelles masses, mais d'une représentation révolutionnaire des masses en lutte. Le comité d'action est l'appareil de la lutte. Il est inutile de chercher à déterminer d'avance les couches de travailleurs qui seront associés à la formation des comités d'action : les

LE COMITÉ D'ORGANISATION DE LA GRÈVE DE SOTTEVILLE À ROUEN

(extraits de l'interview de José Perez publié par Coordination, janvier 1996)

Comment le comité d'organisation de la grève est né

«Dès le début à Rouen, le mouvement s'est construit par la base. C'est spontanément que les cheminots du dépôt sont allés bloquer les voies à la cote 135 et interdire toute circulation ferroviaire entre Le Havre et Paris. C'est la base qui a décidé l'opération "ville morte" et les barrages monstres aux portes de la ville. Ce sont encore les cheminots qui ont imposé la création d'un comité d'organisation de la grève. Le comité était formé des représentants élus, mandatés et révocables, de toutes les assemblées générales de secteur. Il était composé d'une vingtaine de personnes. Chaque syndicat y avait sa place de droit. Le comité se réunissait en début d'après-midi pour préparer l'assemblée générale unitaire à la Fosse. Le soir, il préparait les initiatives du lendemain.

Grâce au comité d'organisation, l'unité du mouvement a été préservée, malgré les manœuvres et l'esprit de boutique de certains responsables syndicaux. Il en a

résulté une ambiance exceptionnelle, faite d'enthousiasme et de fraternité, aux AG à la Fosse. Plus d'un millier de cheminots et des travailleurs de tous les secteurs du public et du privé se sont retrouvés quotidiennement aux AG du dépôt durant trois semaines. Ainsi, un soir, c'est toute l'équipe de nuit de Renault-Cléon qui a débrayé, et on s'est retrouvé à la Fosse (l'un des ateliers SNCF, à Sotteville, où le mouvement s'est centralisé), 150 cheminots et 150 travailleurs de Renault, à discuter pendant des heures. Cette expérience est entrée dans la mémoire collective. Les instituteurs, les travailleurs des boîtes, parlent de la nécessité de "retrouver l'esprit de la Fosse".»

Y a-t-il eu des comités de grève dans d'autres secteurs ?

«Oui, à l'hôpital et chez les enseignants. Les instituteurs sont partis, d'abord dans quelques écoles, en grève sauvage, sans aucun mot d'ordre de la FSU et du SNU-IPP qui ne proposaient alors qu'une manifestation nationale le 17 décembre. Partout où des assemblées générales d'instituteurs étaient convoquées, les cheminots présents étaient ovationnés et la grève votée dans l'enthousiasme. Dans la foulée, les comités d'organisation de la grève se formaient. Les directions syndicales enseignantes n'ont appelé à la grève que plus tard,

alors que le mouvement se généralisait déjà».

Le comité d'organisation a appelé à la grève générale reconductible ?

«Oui. Nous avons tiré à près de 80 000 exemplaires deux tracts d'appel à la grève générale signés de l'Assemblée unitaire des cheminots. Une opération "Tous aux portes des entreprises !" a mobilisé à plusieurs reprises des centaines et des centaines de cheminots dès quatre heures du matin. Un millier de cheminots, avec sifflets, tambours et banderoles, allèrent à la rencontre des ouvriers de Renault-Cléon. Ainsi des milliers de cheminots se transformèrent en propagateurs de la grève générale. Dans les petites boîtes du privé, des groupes de 50 cheminots rentraient directement dans l'usine pendant le travail et allaient discuter avec des ouvriers, devant des petits patrons éruçant de rage et d'impuissance ! Les ANPE figuraient aussi sur nos listes d'intervention en direction des boîtes. Des militants d'AC et du comité de chômeurs CGT se sont rapidement établis au dépôt. On les aidait à préparer leurs banderoles. Au fil des manifestations, leur cortège était de plus en plus nombreux. Le dépôt de Sotteville est devenu au fil des semaines le rendez-vous des militants syndicaux et des grévistes de toutes les boîtes de la région. Le soir, ils se réunissaient en "interpro" avec le comité d'organisation».

contours des masses qui luttent se traceront au cours de la lutte» («Front Populaire et Comités d'Action», 26 novembre 1935). A titre d'exemple, il écrit plus loin : «Pendant la lutte à Toulon et à Brest, les ouvriers auraient sans hésitation créé une organisation de combat si on les avait appelés à le faire. Au lendemain de la sanglant répression de Limoges, les ouvriers et une fraction importante de la petite bourgeoisie auraient sans aucun doute manifesté leur disposition à élire des comités [...]. De tels cas se présenteront à chaque cas, plus souvent à l'échelle locale». Lors du déclenchement de la grève de juin 1936, il précise que «les comités d'action ne peuvent rien faire d'autre que les comités de grévistes qui occupent les entreprises [...] d'usine en usine, de quartier en quartier, de ville en ville, les comités doivent établir entre eux une liaison étroite, se réunir en conférences par villes [...]».

Or, c'est bien ce qui a été fait à Rouen, et cela sans que les cheminots aient été appelés à le faire par quiconque ! Ce sont eux qui ont imposé la création d'un comité d'organisation de la grève sur Rouen et la région (voir encadré). Par sa composition, faite de représentants, mandatés et révocables, élus par les assemblées générales de secteur, par le fait que chaque syndicat y avait sa place de droit bien que ce ne soit pas eux qui aient appelé à sa formation (bien au contraire), par l'ensemble des tâches qu'il a assumées, le comité doit, je pense, être reconnu comme ayant été cette forme d'organisation, préfiguration de formes plus achevées de Communes, Conseils ou Soviets à venir, dont Trotsky espérait la formation.

Carré Rouge n'a aucun moyen de savoir si un tel processus s'est déve-

loppé dans d'autres villes, ni à quel point les comités interprofessionnels de ville créés ailleurs ont eu des traits similaires à ceux de Rouen, ou sont restés dominés par les responsables syndicaux et orientés par ceux-ci vers des objectifs secondaires par rapport à l'enjeu fondamental de la grève générale appelée et dirigée comme telle. José Perez semble considérer qu'au nord de la Loire, dans un rayon abordable par Rouen, cela n'a pas été le cas. Autrement le combat pour la formation d'un comité national d'organisation de la grève aurait été envisageable. Dans son interview il dit : «Si plusieurs expériences de ce type avaient été impulsées ailleurs, la grève aurait pu prendre un cours différent. Chaque comité d'organisation serait devenu comme à Rouen un centre d'organisation interprofessionnel entre tous les syndicats des boîtes en lutte, et il aurait été possible peut-être de mettre en place au moins un début de direction unitaire nationale de la grève, capable de prendre des initiatives centrales et d'appeler à cette grève générale que, durant trois semaines, les directions confédérales n'ont jamais voulu organiser».

On peut supposer qu'à Marseille la poursuite de la grève des tramways, pendant plus de trois semaines après le simulacre de «négociation au sommet» à Matignon du 20 décembre, a reposé sur un comité de grève véritable, comprenant les syndicats, mais aussi une représentation directe des travailleurs. Car leur lutte a eu, comme au centre de tri PTT de Caen où la grève s'est également poursuivie jusqu'en janvier, un caractère d'exemple par la nature des revendications (égalité de statut et de salaire), la détermination et l'appui acquis auprès d'autres corpo-

ractions et couches de la population laborieuse, qui en explique l'issue mais signifie un degré et des formes d'engagement des salariés d'un type particulier, proches de la «spontanéité» et renvoyant à de vraies formes de démocratie ouvrière.

LE CARACTÈRE

CONTRADICTOIRE DES

MANIFESTATIONS

Pour les directions syndicales confédérales de la CGT, de FO et de la FSU, les manifestations ont été partie intégrante de leur politique de journées d'action et de préparation de «temps forts», pour ne pas avoir à appeler à la grève générale et pour «entretenir l'illusion», comme José Perez le dit fort bien, «dans les secteurs les moins mobilisés, que la participation aux grandes manifestations suffirait à faire plier Juppé et permettrait de faire l'économie de la grève générale». Les directions ont donc aussi trahi en opposant les manifestations à la grève dont ils ne voulaient pas qu'elle soit une véritable grève générale.

Mais ils n'ont pas pu empêcher les manifestations de jouer un rôle de reconstitution du sentiment de l'unité de la classe ouvrière, y compris au niveau le plus élémentaire de la force du nombre et du rassemblement. Le 24 novembre il y a eu 500 000 personnes dans la rue ; le 28 novembre, 60 000 ; le 30 novembre, 160 000 ; le 5 décembre, 800 000 ; le 7 décembre, 1 300 000 ; le 12 décembre, 2 200 000 ; enfin le 16 décembre, 2 000 000, et cela en dépit du caractère non ambiguë de manifestation «de clôture» que la CGT, FO et la FSU ont donné aux défilés de ce jour-là. Le caractère de lame de fond, de rassemblement au grand

Extrait d'un rapport au Cercle Bernéri
(33, rue des Vignoles, Paris 20^e)

«[...] ni le "Juppéthon", engagé bien imprudemment par le premier ministre, ni même la croissance du nombre de grévistes lors de la deuxième semaine, ne suffirent à expliquer l'ampleur croissante des manifestations. Celles-ci ont été des grands moments de communion, de plaisir de la lutte collective massive redécouverte après tant d'années d'absence, de retrouvailles parfois. Leur dynamisme, en rupture avec le côté triste et passif de tous les rendez-vous politiques qu'avait connus la rue ces dernières années, n'a fait que grossir jusqu'au 12 décembre. Le froid, la nécessité de marcher des kilomètres durant pour s'y rendre, ont eux aussi contribué à galvaniser les énergies et à créer ce qui s'apparentait par moments à de l'euphorie. Ces manifs ont été une occasion de rassemblement pour les secteurs en grève bien sûr, mais aussi pour les non-grévistes qui débrayaient pour l'occasion en

province, sans oublier toute une frange de la population non socialisée par le travail, les chômeurs en particulier, dont les cortèges n'ont cessé de grossir au fil des manifs. Les chômeurs ont trouvé là une occasion de rompre l'isolement, d'exister publiquement – et pour les associations qui prétendent les représenter, une occasion de faire parler d'elles (ce qui leur a permis de réclamer, sans aucun succès, un strapontin dans les négociations annoncées). Du côté des salariés, la présence des chômeurs dans les manifs semble avoir été très appréciée : elle constituait la preuve matérielle concrète de l'élan solidaire dont ce mouvement était porteur, le démenti vivant apporté à tous les bien-pensants prétendant ne voir dans ce mouvement que l'expression de mécontentements catégoriels.

Aux étudiants aussi, du moins à sa frange la plus curieuse et la plus combative, les manifs ont permis de faire la jonction avec le monde du travail – phénomène qui, même s'il semble avoir noyé le mou-

vement étudiant en lui ôtant la vedette de la lutte sociale, jouera sûrement un rôle dans l'avenir, lorsque la jonction se fera dans les entreprises.

Enfin, ces manifestations ont eu une autre fonction importante, en particulier pour les participants les moins encadrés et les plus curieux : la circulation des informations et des réflexions par voie de tracts et de pancartes. Les préoccupations spécifiques de tel ou tel secteur en lutte – employés dénonçant l'injustice fiscale, hospitaliers dénonçant les licenciements et l'inégalité croissante dans les soins qu'engendrerait la réforme hospitalière, cheminots dénonçant le sacrifice du rail – ont trouvé à se faire entendre. Mais parallèlement, de très nombreuses initiatives individuelles ou de petits groupes (et pas seulement des classiques regroupements militants) ont tenté de pousser la critique sur le plan de l'organisation sociale et de donner sens et expression à la révolte contre une société inégalitaire, faultrice d'exclusions, inhumaine et suicidaire».

jour de l'ensemble des opprimés, a été bien plus manifeste dans les villes de province qu'à Paris. On estime que 270 villes ont été touchées par les manifestations, dont beaucoup de 10 à 30 000 habitants qui n'avaient jamais connu de manifestations. Dans certaines, comme Mar-

seille, Bordeaux, Caen, Rouen ou Grenoble, c'est jusqu'à 15, voire 20 % de la population qui a participé aux manifestations, qui ont souvent été beaucoup plus importantes que celles de 1968. La profondeur de la mobilisation exprime la dimension «lame de fond», mais elle est aussi

l'expression du travail d'organisation de dizaines et de dizaines de comités de ville ou de quartier, qui ne sont pas parvenus à avoir le caractère de comités de grève au sens plein, mais qui ont tout de même organisé des aspects du mouvement. Dans ces comités ont pesé très certainement «l'illusion de pouvoir faire l'économie

Les événements de novembre et décembre ont ébranlé tous les fondements du système capitaliste sur lesquels repose notre société.

Nous avons adressé un questionnaire à quelques-uns des acteurs de cette grève. Ils sont cheminots ou enseignants. Nous vous livrons sans rien modifier le contenu de leurs réflexions. Les questions posées, comme les conclusions que nous proposons, sont autant d'appels à la discussion. Carré Rouge ouvre ses colonnes à vos contributions : à vos plumes !

Table ronde : un bilan

1- COMMENT INTERPRÉTER CETTE GRÈVE ?

J.F. (cheminot) : Nous nous enfonçons dans une impasse sociale, dans laquelle nous risquons de nous faire fortement plumer. Alors, nous refusons de lâcher ce que nous avons. Un certain nombre de militants sont pour changer la société, mais nous ne voyons pas très bien comment faire.

F.L. : Cette grève est le signal d'un changement de société, une réaction à la dégradation sociale et culturelle du monde, un ras-le-bol face à la démission humaine ou politique et au tout-économique.

P. : Le raz de marée de novembre et décembre 95 a secoué tous les fondements sur lesquels toute notre société repose et fonctionne.

En effet, du monde entier ou presque des millions de travailleurs ont manifesté leur solidarité envers les travailleurs français.

En France des centaines de manifestations, toujours de plus en plus importantes, et cela pendant trois semaines. Des millions de manifestants. Des villes paralysées. 60 % de la population favorable aux grévistes.

Les événements de novembre et décembre inaugurent à mon avis de prochains moments historiques. Le capitalisme n'a plus d'alibi. Le mur de Berlin est tombé. Les régimes de l'Est se sont achetés une conduite et ont épousé la cause occidentale. Bref, le capitalisme règne et dirige seul et, en France, les travailleurs réaffirment fort : «Lutte des classes».

F. : Pour donner du sens à une grève, il me semble qu'il faut essayer de comprendre comment elle a pu arriver. Comme toute grève de cette ampleur il fallait des conditions conjoncturelles et des conditions d'ordre plus général.

Les premières sont remplies par les attaques contre le service public, par l'annonce du plan Juppé, par l'élection de Chirac après ses discours démagogues.

Les secondes sont liées à la nature même du capitalisme, qui étale et amplifie sans vergogne ses profits sur le dos des travailleurs (baisse du pouvoir d'achat, délocalisations, précarisation des emplois, chômage, etc.). De plus, ces dernières années, et notamment depuis la chute du Bloc de l'Est, ce capitalisme sauvage, devenu maître du monde, s'est appliqué à apparaître comme la seule voie possible, érigeant cette fa-

meuse pensée unique comme la nouvelle panacée du XXe siècle. Mais l'iniquité de cette société est bien vite apparue au grand jour, avec ses marchés financiers assoiffés de profits, côtoyant (c'est le prix à payer) la cohorte toujours plus nombreuse des laissés-pour-compte. Constat aggravé par la mise à jour des différentes «affaires» et scandales impliquant l'élite financière et politique, qui n'ont fait qu'exacerber ce sentiment d'injustice vécu dans leur chair pour les uns (exclus), dans leur porte-feuille pour les autres (saliés). Donc, je dirai que cette grève peut être interprétée comme un immense ras-le-bol, provoqué par des attaques précises, mais qui s'inscrit dans la logique plus générale de la société que l'on nous propose pour demain.

2- QU'EST-CE QU'IL Y A DERRIÈRE LA REVENDICATION DU RETRAIT DU PLAN JUPPÉ ?

J.F. : Il y a la revendication plus ou moins consciente du retrait de toute réforme, de toute contre-réforme imposées autoritairement d'en haut, et la revendication plus ou moins inconsciente du «retrait» du capitalisme.

F.L. : L'aspiration à un monde plus juste, plus humain, plus fraternel.

P. : «Retrait du plan Juppé» : bien au-delà des simples mots se cache à ne point douter bien d'autres choses. Rejet de cette société qui ne fonctionne pas, d'un système qui jette à la rue des millions de femmes et d'hommes. Rejet d'une société où seul l'argent devient important. Rejet d'une société violente où la communication entre les hommes a presque disparu. Aspirations à un mieux-vivre

certain.

F. : Le plan Juppé est profondément inégalitaire dans la mesure où il touche avant tout, et en tout cas le plus durement, les bas salaires. Et encore une fois, dans cette société où la Bourse et les marchés financiers sont plus florissants que jamais, derrière cette revendication, il y a le refus de cette société à deux vitesses que l'on nous propose (impose serait plus juste). Ce plan s'attaque à ce qui est un des ciments de notre société, la protection sociale pour tous. Il est l'un des éléments qui visent à instaurer cette société démantelée d'entraves sociales dont rêvent nos gouvernants, une société qui ne se résumera plus qu'à une seule loi, la loi de la jungle, c'est-à-dire du plus riche. Combattre ce plan, c'était aussi combattre ce modèle de société.

3- QUELLE ÉVOLUTION DES REVENDICATIONS, DES PRATIQUES, AS-TU OBSERVÉE DANS LE DÉROULEMENT DU MOUVEMENT ?

J.F. : Au début du mouvement l'unité se fondait de façon défensive sur le retrait du plan Juppé. Puis elle s'est maintenue lorsque sont apparues des revendications offensives telles que «Pour une autre logique sociale», «Nous sommes face à un choix de société». Il n'y a pas eu de fissures, de divergences destructrices. Dans les profondeurs du mouvement, les bases de l'unité se sont donc diversifiées, renforcées.

F.L. : La solidarité et le soutien de la majorité des travailleurs et des chômeurs. TOUS ENSEMBLE (FRATERNITÉ) ...

P. (qui répond en même temps aux

questions 4, 5, 14 et 17) : Partout le même schéma organisationnel : assemblées générales souveraines, pickets de grève, occupation des locaux, larges diffusions de tracts. Souci permanent d'élargir le mouvement en s'adressant aux autres travailleurs. A de rares exceptions (Rouen, Chartres), il n'y a pas eu de comité de grève ni de comité central de grève. Politiquement, les travailleurs ne sont pas assez formés et pas assez nombreux. Et puis, pourquoi vouloir mettre «sur la touche» les syndicats alors que presque partout les syndicats soutenaient la grève et que cette dernière gagnait du terrain. Malgré eux, tout en ayant fixé les limites et le cadre de fonctionnement de la grève, les syndicats ont joué un rôle important. Ils ont soutenu les grévistes et les ont accompagnés pendant trois semaines.

Sous la pression imposée par la base, la CGT et la CGT-FO firent cause commune et avancèrent presque main dans la main.

A nouveau, le syndicat est redevenu crédible aux yeux des travailleurs. Les sections syndicales en avaient besoin et ont pratiquement joué leur rôle.

Bien sûr, jamais elles n'appelèrent à la grève générale. Peut-être la pression à la base ne fut-elle pas assez forte dans ce sens. De toutes les façons, espérer que les centrales syndicales fassent le nécessaire pour que la grève générale ait une chance d'aboutir, c'est comme espérer que des lingots d'or tombent du ciel. Jamais elles ne le feront si ce n'est contraintes et forcées.

Les partis politiques se réclamant de la classe ouvrière ne jouèrent pour ainsi dire aucun rôle. Le PS fut un allié de Juppé. Mais les travailleurs n'en attendaient pas moins. Quatorze ans de socialisme, ça forge des

convictions...

Le PC, lui, appareil en décomposition, du fait de sa faiblesse, ne joua pas un rôle important. Du fait de sa dégénérescence, il ne pouvait en être autrement.

De parti révolutionnaire, il n'en existe pas. Peut-on le regretter, afficher sa volonté de construire un parti des travailleurs, cela ne change rien. Pour l'instant, c'est le néant, et il faut faire avec.

F. : Logiquement, le mouvement est parti en réponse à des attaques ciblées, qui touchaient précisément certaines catégories de travailleurs (SNCF, RATP et services publics en général). Ces attaques font partie des conditions conjoncturelles nécessaires au départ du mouvement et dont j'ai parlé dans le premier point. Donc, au départ, les revendications étaient plutôt corporatistes, notamment à la SNCF, qui était opposée au contrat de plan spécifique à cette entreprise.

Mais très vite les revendications se sont étendues à l'ensemble du plan Juppé pour finalement dépasser ce cadre-là et arriver à se demander quel type de société on voulait pour demain. Et à mon avis, cela n'a été possible que parce que les deuxièmes conditions dont j'ai parlé plus haut, conditions créées par la nature même du système capitaliste, étaient réunies. Et cela s'est traduit par un appui et une compréhension du mouvement par la population en général.

Et parallèlement à cette évolution revendicatrice, ces pratiques ont elles aussi évolué dans le sens où les grévistes, loin de se cloisonner dans leurs entreprises, en sont au contraire sortis. Ils ont véritablement fait «éclater» la grève. Cheminots, postiers, étudiants, RATP... chacun allait chez l'autre pour discuter, ap-

prendre, recevoir, bref pour faire vivre le mouvement. Chacun avait pris conscience (d'une manière plus ou moins diffuse certainement) que les revendications dépassaient de simples projets de loi.

Et c'est ce qui fait qu'à côté des AG, épines dorsales du mouvement, se sont greffées d'autres actions pour ouvrir le mouvement vers l'extérieur des entreprises (diffusions de tracts, participation aux AG d'autres entreprises, chez les étudiants, prises de contacts avec les associations d'exclus, etc.).

Disons, pour résumer, qu'avec l'élargissement des revendications, c'est aussi le champ des actions possibles qui a commencé à s'étoffer. Pas assez, bien sûr, mais ce n'est qu'un début...

4- D'APRÈS TOI, CE QU'IL Y AVAIT DE PLUS AVANCÉ DANS CE MOUVEMENT (PAR EXEMPLE DES COMITÉS DE CENTRALISATION À ROUEN, À CHARTRES, LES REVENDICATIONS CONTRE LA PRÉCARITÉ) PRÉFIGURE-T-IL LA PROCHAINE GRANDE BAGARRE ?

J.F. : Bien sûr. L'expérience et la conscience des travailleurs vont plutôt en s'accroissant. Il s'agit là d'une tendance lourde que l'on pourrait symboliser par la chute du mur de Berlin. Alors les idées les plus avancées de ce mouvement vont plutôt aller en se généralisant, en se développant, sans pour autant préjuger des délais. Rappelons qu'en 86-87 l'idée d'un élargissement de la grève aux autres catégories était partagée par un nombre de cheminots infé-

rieur au nombre des membres des coordinations, soit moins de 10 % de l'ensemble des grévistes.

F.L. : Une plus grande communication et organisation entre les travailleurs qui doivent reprendre en main leur propre destinée, car il n'y a plus rien à attendre des politiciens élitistes et obsolètes qui brocardent le pouvoir politique.

F. : Effectivement, je pense que nous avons dessiné là l'esquisse de ce qui devra être le grand dessin de la future grande bagarre.

Cela passe forcément par une remise en cause plus poussée du type de société qui nous est imposé (proposé ?) et où tout le monde est concerné. Le «Tous ensemble» que nous avons gueulé n'est pas qu'un mot d'ordre, c'est une réalité pour faire bouger les choses en profondeur.

Et cette remise en cause plus poussée du système passe par une action commune et solidaire des travailleurs, des étudiants, des chômeurs et des exclus en général.

5- QUELLES ÉTAIENT LES FORCES ET LES FAIBLESSES DU MOUVEMENT ?

J.F. : Une partie de la classe ouvrière est sortie des sentiers battus, c'est-à-dire des actions symboliques, des grèves corporatistes, dans un contexte où il devient de plus en plus insuffisant de revendiquer une simple répartition équitable des richesses. EN 1968, il était relativement facile de vouloir vivre mieux avec une économie qui semblait se porter de mieux en mieux. Rappelons par exemple les images d'Epinal de l'époque, évoquant un «an 2000» futuriste. Maintenant l'économie apparaît de plus en plus fragile et nous

sommes de ce point de vue dans une situation nouvelle, beaucoup plus difficile. Avec beaucoup d'hésitations, la classe ouvrière s'engage aujourd'hui sur un terrain où aucun chemin n'est par avance tracé. Le mouvement de décembre 1995 représente donc un gros travail de débroussaillage, d'orientation.

F.L. : La solidarité et le manque de média qui travaillent pour les élites politiciennes et économiques, l'argent-roi. Le mouvement a été massacré par la grande majorité des journalistes bourreurs de crânes.

F. : A mon avis, l'unité syndicale a été primordiale, et l'intersyndicale ainsi créée a été un espace ouvert dans lequel pouvaient se reconnaître, ou en tous cas s'exprimer, syndiqués et non syndiqués. Cela a donné une ossature forte et unitaire au mouvement, avec des AG souveraines et responsables, qui créaient véritablement la lutte au jour le jour sans la subir.

Le dépassement des grèves corporatistes et le début des prises de contacts entre les grévistes de différentes corporations a été un élément important, mais également une des faiblesses dans la mesure où cela n'est resté la plupart du temps qu'au stade embryonnaire. Une mise en place de structures intersyndicales des différentes luttes, ainsi qu'avec d'autres organisations (chômeurs, exclus en particulier) seront sûrement une des clés de la réussite du prochain mouvement.

Et à l'intérieur même des entreprises, notamment la SNCF, une meilleure coordination des différents services est sûrement nécessaire.

Enfin, l'absence de véritable alternative politique au rejet de cette société a sûrement été une des faiblesses du mouvement, car si la grève a mis à jour la question du choix de société, celle de demain reste à définir.

N.S. (enseignante) : Les directions syndicales n'ont pas été assez impliquées, pas nettes, pas franches. C'est nous qui avons poussé...

Autre enseignante : Moi, ce que j'ai le plus mal supporté c'est que les médias nous ignorent totalement : les enseignants n'existaient pas !

N.S. : L'attentisme de certains collègues par rapport aux syndicats a été un frein au début du mouvement (et à la fin). Combien de fois on a entendu : «J'ai été voir sur le Minitel du SNES, il n'y a rien encore...»

Si nous, qui ne craignons pas pour notre emploi et qui avons une tradition syndicale, nous avons ce genre de raisonnement, imagine dans le privé !

Comment veux-tu que les gens décident de faire grève ?

Une enseignante syndiquée : Nous n'avons pas eu assez de liens avec les grévistes de l'extérieur. Il faut s'organiser, mais il faut aussi faire attention à garder un esprit d'ouverture et d'unité. C'est ce qui a fait notre force.

J'ai vu une réunion de grévistes dans le 13ème où une enseignante a pris la parole pour dire : « Je ne suis pas d'accord pour que notre appel soit signé par des associations (Action-chômage en l'occurrence !) »

Cela m'a fait penser à un dessin dans Charlie-Hebdo où on voit Chirac se pencher vers Juppé : «T'inquiète pas, chez eux aussi, c'est la merde ! »

N.S. : C'était formidable que des associations anti-chômage soient sur les manifs ! C'est très important.

Autre enseignante : Ce qui a été déterminant, ça a été l'unité, au niveau des organisations syndicales et aussi chez les grévistes. C'était notre force.

6- DE QUELLES

REVENDEICATIONS UNIFIANTES LE PRIVÉ A-T-IL BESOIN ?

J.F. : Le privé, et avec un peu de retard le public, nous ressentons tous de plus en plus une trouille finalement ancienne comme l'humanité : la peur du lendemain. Plus le temps passe, et moins nous sommes sûrs que demain nous aurons de quoi bouffer. Alors un mot d'ordre du genre : «Transformation de l'économie en un grand service public» devient de plus en plus urgent. Ce mot d'ordre en appelle un autre : «L'Etat c'est nous», c'est-à-dire que les décisions, c'est à la base de les prendre.

F.L. : Réveillez votre conscience : vous mourez !!!

P. (qui répond en même temps à la question 9) : Sur cette question, il est très difficile de répondre. Le plan Juppé touchait tous les travailleurs, public et privé compris. Seuls les ouvriers du secteur public sont entrés en action. Les travailleurs du privé ont regardé. Il faut savoir que dans le privé la pression est énorme, que faire du syndicalisme à l'usine est très mal vu. Que 5 millions de chômeurs pèsent très fort sur la tête des travailleurs du privé. La prochaine fois, il faudra que les travailleurs du public soient encore plus forts, plus nombreux, plus déterminés, afin de donner toute la confiance nécessaire aux travailleurs du privé, pour que ceux-ci se joignent à eux.

7- COMMENT FAIRE LE LIEN ENTRE LES REVENDEICATIONS LOCALES, CATÉGORIELLES, ET LES REVENDEICATIONS GÉNÉRALES DANS LESQUELLES PEUVENT SE RETROUVER TOUS LES

TRAVAILLEURS ?

J.F. : Pour que ce lien existe vraiment, pas seulement sur le papier, il doit vivre. Alors, quand un mouvement se déclenche quelque part, même pour des revendications locales, il faudrait d'une part qu'il cherche à s'élargir, et d'autre part que des délégations viennent d'ailleurs pour participer aux AG et mettre en avant ce qu'il y a de commun dans les cahiers revendicatifs des uns et des autres. Pour qu'il y ait généralisation, en effet, il faut qu'il y ait entraide sur la base d'intérêts communs.

F.L. : En allant voir tous les travailleurs et les chômeurs, parler et proposer un régime de sécurité sociale unique pour tous, équitable, une grille de salaires idem, avec nivellement vers le haut, la vraie révolution sociale, plus une fiscalité unique. EGALITE.

F. : Il me semble qu'il peut y avoir des revendications catégorielles, qui ne sont catégorielles que parce que l'on veut bien les cantonner dans ce cadre-là, alors que leur défense peut servir de base à des revendications plus générales.

Les revendications de ce mouvement sont assez édifiantes à ce niveau-là.

En effet, Juppé s'attaque par exemple aux cotisations retraites du service public. Leur défense, d'ordre catégoriel, doit être un tremplin pour demander les 37 annuités et demie pour tout le monde.

Idem par exemple pour l'âge de la retraite. La société ultralibérale veut imposer un nivellement des conditions de travail par le bas. La défense des revendications catégorielles doit servir de base pour les propositions de nivellement par le haut, c'est-à-dire sur la base de ces acquis.

8- POURQUOI N'Y A-T-IL PAS EU DE GRÈVE GÉNÉRALE ?

J.F. : Moi je préfère perdre un peu avec le plan Juppé que beaucoup avec la grève générale. Ce n'est en effet pas le retrait du plan Juppé qui me remboursera du manque à gagner dû à la grève générale, voire à mon licenciement ou à la fermeture de ma boîte. Alors, les fonctionnaires sont bien sympas, mais moi je ne peux pas.

F.L. : La Peur de perdre son emploi, des sanctions, de la Misère. Misère générale = grève générale.

F. : D'abord parce que le droit de grève, s'il est inscrit dans la constitution, n'existe en réalité pas pour tout le monde, et je pense en particulier aux ouvriers des petites et moyennes entreprises qui ont le couteau du licenciement abusif sur la gorge.

Ensuite parce qu'il n'y a pas eu d'appel de la part des directions syndicales, qui n'ont qu'appelé à la généralisation de la grève, ce qui est différent. Car grève générale, cela veut dire aussi insurrection. Et cela aurait concrètement posé le choix du type de société que l'on voulait. Ce à quoi aucun parti ni appareil syndical n'était préparé.

Et puis peut-être aussi parce que la dictature de la pensée unique avait commencé à faire ses ravages. Personne n'aurait parlé de cette idée à la veille même du mouvement, et cette idée a peut-être besoin de faire son chemin dans la tête des gens avant de devenir réalité. L'idée de grève générale est révolutionnaire, et avant d'y parvenir il faut d'abord prendre conscience qu'on peut effectivement changer les choses qui paraissent les plus immuables. A ce niveau, ce mouvement a peut-être contribué (sûrement même) à cette

prise de conscience-là.

9- SI UNE GRÈVE GÉNÉRALE GAGNAIT AUJOURD'HUI MÊME DU TERRAIN, A PRIORI, COMMENT MESURERAI-TU LE NIVEAU DE CONSCIENCE, ET QUEL MODE D'AUTO-ORGANISATION PROPOSERAI-TU ?

J.F. : Je mesurerais le niveau de conscience de manière classique par l'écoute, la discussion, l'information. Quant au mode d'auto-organisation, je proposerais que des AG souveraines décident elles-mêmes de l'orientation du mouvement, et que des AG de délégués mandatés par la base fédèrent les décisions.

F. : Difficile d'évaluer le niveau de conscience des gens ; par la discussion peut-être.

Quant au mode d'auto-organisation, les AG souveraines et responsables menées dans le cadre de l'intersyndicale me paraissent être une solution, dans la mesure où l'intersyndicale reste un cadre, un outil au service de la base.

10- QUELLES SONT ACTUELLEMENT LES PRIORITÉS, DANS LA PRÉPARATION DE LA GRÈVE GÉNÉRALE ET DE SON CONTRÔLE PAR LES GRÉVISTES ?

J.F. : Des idées, des idées, et encore des idées, comme matériau brut à travailler démocratiquement, pour chercher des adéquations entre les moyens et la fin. Il devrait y avoir en tout militant révolutionnaire un chercheur situé à la pointe de la pointe.

F.L. : Des revendications simples, claires et compréhensibles de tous, des comités de grève pour la solidarité et partir à l'assaut des médias et des journalistes (LIBERTE).

F. : Il faut continuer à développer l'idée que la grève générale est possible et continuer à réunir des AG régulièrement pour débattre et développer des idées.

Il est également nécessaire de garder le contact avec les mouvements extérieurs pour maintenir la pression et garder et consolider tout ce qui a été commencé dans ce mouvement.

11- QUELLE EST L'EXPÉRIENCE PRINCIPALE QUE LES TRAVAILLEURS RETIRENT DE CETTE GRÈVE ?

J.F. : Si une grève comme celle de décembre 1995 ne suffit pas pour faire reculer le gouvernement et le patronat aussi loin que nous le voulons, bien évidemment c'est qu'il faut faire plus fort.

F.L. : Que l'espoir est encore là... que l'anonyme travailleur existe et l'homme aussi, par son action sur son destin.

P. : Si tu essaies, tu n'es pas sûr de gagner, mais si tu n'essaies pas, tu es sûr de perdre. Voilà ce qu'il faut retenir de cette grève. Pendant trop longtemps, la classe ouvrière esclave du patronat et du système a baissé la tête et a laissé faire.

Les travailleurs en grève ont appris à se connaître. Pour certains, les jeunes en particulier, ils ont découvert ce qu'était une grève. Ils ont appris comment fonctionnaient les assemblées générales souveraines. Ils ont appris dans ses propres combien il est important de s'organiser, d'être disciplinés.

Pour beaucoup, ils ont découvert le syndicalisme, comment celui-ci fonc-

tionne, mais aussi quelles pouvaient être ses limites.

Mais surtout, l'enseignement qui devant leurs yeux s'est matérialisé, c'est que organisés, déterminés et réfléchis, il était possible d'imposer d'autres choix que ceux que l'on tente de nous imposer.

F. : Un plus grand niveau de conscience et un apprentissage de la lutte qui s'est développé au contact du mouvement.

12- LE FAIT DE METTRE EN AVANT LA NÉCESSITÉ D'UNE SOCIÉTÉ ALTERNATIVE AU CAPITALISME PARALYSE-T-IL LES TRAVAILLEURS, COMPTE TENU DE LA FAIBLESSE DE LEURS ORGANISATIONS RÉVOLUTIONNAIRES ?

J.F. : Tout dépend des besoins organisationnels du moment. Il faut qu'une société alternative soit en construction pour que les travailleurs ressentent le besoin de construire un outil révolutionnaire. Un parti n'est donc pas un préalable, mais un parallèle à la construction du socialisme.

Un parti pour quoi faire ? Si c'est pour s'auto-proclamer «avant-garde», il vaut mieux aller se coucher.

F. : Franchement, je n'ai pas vraiment d'idée là-dessus, mais ce dont je suis persuadé, c'est que l'idée même d'avancer l'idée d'une société alternative, et faire discuter les gens là-dessus, est déjà un progrès énorme, dans la mesure où l'idée du «capitalisme, seule issue possible» était bien la nouvelle dictature idéologique que l'on voulait nous imposer. Alors, si l'on a ouvert une brèche sur ce terrain-là dans la tête de beaucoup, c'est déjà pas mal du tout, car c'est en commençant par fissurer l'idée

sur laquelle repose le système que le reste viendra. Cela ne se fera évidemment pas du jour au lendemain, mais bon...

13- COMMENT SITUES-TU CE MOUVEMENT DANS LE CONTEXTE INTERNATIONAL ?

J.F. : Comme un symptôme supplémentaire de la situation mondiale. Des forces anticapitalistes s'expriment plus ou moins dans tous les pays.

F.L. : Comme le premier signal fort face à l'ultralibéralisme, au libre échange mondial, à la globalisation des économies, au modèle américain du «chacun pour soi», à l'uniformisation du monde, bref, à la pensée unique.

F. : La manière dont ce mouvement a été suivi internationalement montre bien les espoirs qu'il a pu susciter un peu partout. Parce que le capitalisme est le même, qu'il soit français, espagnol ou italien. Ce mouvement a fait figure d'avant-garde et préfigure ce qui pourrait se passer dans beaucoup de pays, européens notamment. Car les travailleurs de ces pays ont bien compris qu'à travers le plan Juppé c'était aussi le projet de l'Europe ultra-libérale que nous combattons.

Et il me semble que pour arriver à une situation vraiment révolutionnaire, il faudra une coordination de tous les mouvements européens. Car lorsque l'on se bat contre un système économique international (le marché financier n'a pas de frontières), un mouvement national ne peut suffire à le renverser.

«Tous ensemble» est un mot d'ordre qui peut se traduire facilement dans toutes les langues.

14- QUE PENSES-TU DE L'ATTITUDE DES SYNDICATS ET DES PARTIS POLITIQUES SE RÉCLAMANT DE LA CLASSE OUVRIÈRE ?

J.F. : Ils se sont laissés porter par le mouvement, y compris par ses hésitations. Mais on a senti que la notion d'«attitude responsable», c'est-à-dire contre-révolutionnaire, a perdu de son autorité.

F.L. : Pour une fois, ils se sont montrés dignes de leur mission, sauf pour la CFDT, Notat (syndicat patronal) et le PS (Parti libéral).

F. : Les partis politiques ont été spectateurs (PS), supporters (PC), mais jamais complètement acteurs.

Tous avaient la trouille de la grève générale qui aurait posé la question de l'alternative politique.

Cela s'est notamment traduit par les propos de Jospin qui déclarait qu'il n'avait pas à s'en mêler car le mouvement était social et non politique. Alors que dans cette société, où le politique a disparu au profit du gestionnaire (pensée unique), c'est bien le politique que ce mouvement a remis au goût du jour. A savoir : quelle société pour demain ?

Les syndicats ont fourni la structure au mouvement (normal, c'est leur rôle), mais sous la pression de la base, ils n'ont pas eu leur rôle dirigiste habituel.

15- COMMENT FAIRE APPARAÎTRE LE CONTRÔLE DE LA PRODUCTION PAR LES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES COMME UNE SOLUTION À LA PRÉCARITÉ ?

J.F. : Puisque c'est une solution patronale de licencier les travailleurs, alors c'est peut-être bien une solution ouvrière de licencier les patrons. Les travailleurs eux aussi, et même mieux que les patrons, sont pour «La bonne santé de notre économie».

F. : En disant tout simplement qu'on n'est jamais aussi bien servi que par soi-même. Contrôler la production, c'est aussi contrôler les profits et donc leur répartition.

16- COMMENT AUJOURD'HUI ABORDER LA QUESTION DU POUVOIR POLITIQUE ?

J.F. : Le pouvoir, c'est le pouvoir de faire quelque chose, et des choses à faire il y en a des myriades. La façon la plus concrète d'aborder la question du pouvoir revient donc à parler des pouvoirs, au pluriel. Individuels ou collectifs, ils dépendent tous des rapports de forces en présence. Une telle orientation s'oppose à un pouvoir central autoritaire, qui substituerait ses propres pouvoirs à ceux des travailleurs.

F. : En mettant l'accent sur le fait qu'il ne s'agit plus aujourd'hui de gérer la crise, et donc la société capitaliste, car cela revient à gérer les inégalités et non à les faire disparaître.

Pour cela, il est évident que la sphère d'influence du politique, détenue par quelques-uns (les gestionnaires) doit passer aux mains de tout le monde.

17- QUELLES CONSÉQUENCES TIRER DE L'ABSENCE D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE ?

J.F. : Ben, qu'il faut en inventer un ! Avec un programme et des pratiques en phase avec les temps présents, et cohérents avec les objectifs poursuivis. En particulier, son orientation devrait se définir à la base et monter jusqu'au sommet, qui serait donc au service de la base. Dans cet esprit, les liens horizontaux à l'intérieur du part seraient encouragés, comme éléments importants de contrôle du sommet par la base.

F. : Le mouvement a été orphelin d'un tel parti, qui aurait pu élever le niveau des revendications encore plus haut, en proposant concrètement les termes d'une réelle alternative politique. Alors, un tel parti est sûrement à construire.

18- QUELLE EST AUJOURD'HUI L'ACTUALITÉ DU COMMUNISME ? CETTE ACTUALITÉ SE RETROUVAIT-ELLE DANS LE MOUVEMENT DE DÉCEMBRE 1995 ?

J.F. : Il y a au fond du cœur de chaque exploité, de chaque opprimé, une haine de l'injustice, un besoin de bonheur, de liberté, qui pourraient et devraient constituer la source d'un communisme digne de ce nom. Le mouvement de décembre 1995 était ainsi inconsciemment communiste.

F. : Tant que la lutte des classes existera (et ce mouvement, ainsi que toutes les grèves, montre que c'est toujours le cas), le communisme sera d'actualité.

En décembre 1995, son idée pouvait se retrouver dans le refus d'une société à deux vitesses, profondément injuste et inégalitaire, ainsi que dans la tenue des A.G., où la démocratie et la souveraineté étaient l'aspiration

de chacun. Le désir que la base soit véritablement décisionnaire est un désir communiste, même s'il n'est pas forcément formulé comme tel.

19- LE CONTRÔLE D'UNE GRÈVE PAR LES GRÉVISTES PRÉFIGURE D'UNE CERTAINE FAÇON UNE PLANIFICATION DE L'ÉCONOMIE QUI VIENNE D'EN BAS. ALORS, CETTE PLANIFICATION PEUT-ELLE VENIR D'EN BAS, OU DOIT-IL Y AVOIR UN RENVERSEMENT À UN MOMENT DONNÉ, POUR QU'ELLE S'IMPOSE D'EN HAUT ?

J.F. : Une planification qui vient d'en haut, c'est la dictature sur le prolétariat. Pour qu'il y ait dictature du prolétariat, il faut qu'elle vienne d'en bas, d'AG de délégués mandatés par la base.

F. : Pour qu'il y ait planification de l'économie qui vienne d'en bas, il y a du pain sur la planche, parce qu'on ne peut aujourd'hui parler d'économie qu'en terme international. C'est donc tout l'ordre mondial qui est à changer, mais l'idée d'une telle planification est assurément l'idée qu'il faut semer et il faut commencer à la semer dans son propre champ.

Le principe d'une telle idée est que la base ait le contrôle de la planification. A partir du moment où elle est imposée par le haut, il peut y avoir inadéquation entre les décideurs et la base. Il faut donc qu'une structure soit mise en place qui fédère les idées et permette leur réalisation concrète, mais sous le contrôle de la base.

Car une structure située en «haut» est sûrement nécessaire pour une application efficace et généralisée

d'une telle économie. Mais avec des garde-fous pour empêcher toute imposition ou directive arbitraire. La société idéale, quoi !

20- LE PLUS DIFFICILE EST-IL ENCORE À VENIR ?

J.F. : Oui, parce que l'histoire ne peut pas se figer. Si la lutte des classes se radicalise, nous serons soumis à des pressions, à des répressions de plus en plus importantes. Mais si la lutte des classes mollit, nous serons soumis à une précarité elle aussi de plus en plus importante. Nous allons donc éprouver un besoin croissant de rigueur intellectuelle, d'efficacité révolutionnaire : quitte à en chier, autant en chier pour quelque chose de positif.

F.L. : Hélas, oui : si les politiques français pratiquent le traditionnel enlèvement social, c'est la révolution et la guerre civile.

F. : Pour le patronat, je l'espère. Cela voudrait dire que le niveau de conscience et de mobilisation se maintient, et donc évolue forcément avec des revendications d'un niveau toujours plus élevé, ce qui est toujours plus difficile à réaliser en dehors des périodes de grandes luttes telles que celle de décembre 95.

QUELQUES

Le capitalisme est clairement identifié par de nombreux grévistes comme fauteur de crise et de misère. En conséquence, une autre société qui se fixerait comme objectif la satisfaction des besoins s'impose.

Sur ce plan, le pCF et le PS ne sont plus (ou, pour le moins, peu) porteurs de cet espoir. L'attitude de ces partis pendant la grève : très silen-

cieux et suiviste pour le PC, avec comme ligne de conduite de ne surtout pas répondre en terme d'issue politique à la crise ; pour le PS, son soutien à peine critique du plan Juppé et son «réveillez-moi quand ce sera fini», n'ont pas permis aux acteurs du mouvement de voir dans ces partis un espoir pour une réponse politique.

Surtout, les quatorze années de mitterrandisme, gestionnaire consciencieux des intérêts de la bourgeoisie, pèsent lourd dans la défiance des travailleurs vis-à-vis de ces partis. Pour autant, il est évident que cette absence politique ne pourra durer. Si la crise de novembre-décembre a pu être bloquée quant à son débouché politique, il est sûr que rapidement, sous le coup des attaques qui vont se répéter, la classe ouvrière ne pourra qu'imposer la concrétisation de ses combats sur le terrain politique. En d'autres termes, la lutte des classes s'est exacerbée, les combats, formés de victoires et de défaites, ne pourront pas rester sans réponse sur le plan politique. Cette analyse convient à notre sens pour les mois à venir. Cela pose bien évidemment le problème de la réponse politique qui pourrait être celle de militants se fixant l'objectif d'aider la classe ouvrière à faire des pas en avant, ou, en d'autres termes qui sentent bon la langue de bois, qui veulent «permettre aux masses de lever les obstacles sur le chemin de la révolution.»

En fait, les partis de gauche, à un moment ou à un autre, seront poussés en avant et constitueront une alliance de type Front populaire comme en 1936 pour faire barrage à la révolution. Cette période a été ouverte par le mouvement des derniers mois et pas, comme beaucoup l'ont cru, en 1981 avec la victoire de l'Union de la Gauche. Néanmoins, il

faut être prudent : si nous entrons dans une période révolutionnaire, nous n'en sommes qu'à ses débuts, et donc bien loin encore de la révolution, ou même de son commencement.

Et, d'une certaine façon, tant mieux, car l'outil, le parti révolutionnaire, pour cette révolution est pour le moins inexistant.

Les organisations révolutionnaires n'ont été présentes dans ce mouvement que par leurs militants. Aucune ne l'a été en tant que parti ou prémisses d'un tel instrument. Même LO, qui avait l'occasion de concrétiser, six mois après les 5 % des présidentielles, n'a fait qu'un meeting en plein mouvement devant une assistance à peine plus importante que son rassemblement habituel. En plus, il y fut expliqué que nous avions affaire à un mouvement voulu et organisé par les appareils syndicaux, sans autre possibilité pour les révolutionnaires que de suivre le mouvement. Seul petit espoir : que tout cela débouche enfin sur une remontée des luttes qui, enfin, enrayent le recul de conscience des masses... Merci pour elles !

Ce que semblent exprimer les militants des grèves de décembre, c'est une volonté à la fois de se réapproprier le mouvement de la lutte des classes de façon consciente, tout en refusant les méthodes et les analyses que tout un chacun croyait immuables. On notera au passage que cette façon de penser, produit du poids et de la durée de l'appareil stalinien, n'a pas grand chose à voir avec le marxisme.

La vision de l'imminence de la révolution, des appareils traîtres (stalinien et réformiste), nous a conduits pendant des générations à ne ressasser que les conclusions ou mots d'ordre de livres transformés en bréviaires.

Sur ce terrain, l'obstination de reproduire un parti de type bolchévique, à la conception sclérosée du centralisme démocratique (cela indépendamment du dévouement individuel des militants) ont abouti au regroupement de petits groupes où le courage et la foi ne pouvaient combler l'extériorité dans laquelle ces groupes se trouvaient vis-à-vis des masses (qu'il se nomme parti, organisation, mouvement pour... et j'en

passé, car cela ne change rien à l'affaire.)

Les militants des derniers mouvements ont besoin d'un instrument les aidant à combattre et à comprendre. Certainement plus à même de comprendre que de combattre. En effet, il ne fait pas de doute pour eux, au vu de la situation mondiale, qu'ils n'auront d'autre choix que de combattre. Mais par quoi remplacer le système capitaliste ? Ils partent de leur opposition à ce système pour essayer d'en inventer un autre, tout simplement plus juste, au service de l'humanité, pas du fric. Sur ce point, ils ne repoussent ni le socialisme, ni le communisme, même pas la révolution russe ou l'URSS, qui leur semblaient, par bien des côtés, comme au moins aussi bien que les maffiosi actuels qui réinstaurent le capitalisme.

Les acquis du mouvement ouvrier ne manquent pas. Il nous reste à trouver les moyens de les transmettre dans leur globalité, mais aussi dans leurs contradictions pour qu'ils deviennent enfin vivants. De cette réussite dépend le futur. n

Les mouvements de novembre et décembre 1995 ont ébranlé en profondeur la société, bien au-delà de leurs résultats immédiatement visibles. Personne n'y a échappé. Le débat public entre «intellectuels» en est un signe : il y a bien longtemps que les producteurs de savoir et de culture n'étaient pas intervenus en tant que tels dans un débat de société, bien longtemps aussi qu'ils ne s'étaient pas interrogés publiquement sur leur place, sur les modalités de leur intervention dans le débat politique et social. On ne peut que s'en réjouir.

Les intellectuels et la grève de décembre

Face au mouvement social qui vient de déferler, chacun s'est déterminé. Deux appels, émanant d'«intellectuels» (notion floue dont les contours mériteraient d'être précisés), ont fait grand bruit. Le premier émanait de la revue *Esprit* et de la Fondation Saint-Simon, et se prononçait «pour une réforme de fond de la sécurité sociale», appuyant Nicole Notat qui «a fait preuve de courage et d'indépendance d'esprit» en soutenant les éléments essentiels du plan Juppé. Le second, intitulé «Appel des intellectuels de soutien aux grévistes», affirmait se reconnaître «pleinement dans ce mouvement qui n'a rien d'une défense des intérêts particuliers et moins encore des privilèges, mais qui est, en fait, une défense des acquis les plus universels de la République».

Il serait très réducteur de ne voir dans cette opposition que le simple affrontement des «gardiens du CAC

40» d'une part, et des intellectuels «de gauche» d'autre part, ne serait-ce que parce que nombre des signataires du premier appel sont habituellement étiquetés à gauche de l'échiquier politique. Mais une chose apparaît au grand jour : on ne saurait maintenir le mythe d'une catégorie, celle des intellectuels, que, d'une manière ou d'une autre, nous avons tendance à croire homogène, tout entière dévouée à la connaissance, retirée dans une tour d'ivoire, sorte de République des lettres et des sciences qui échapperait aux contingences de l'actualité. Mais alors, où passe la frontière ?

UNE CATÉGORIE

NULLEMENT HOMOGÈNE

Bernard-Henri Lévy n'a signé aucun des deux textes. Mais comme il dispose, avec son «bloc-note» hebdomadaire du Point, d'une tribune per-

manente, il a pu nous faire connaître son point de vue. Ce n'est pas celui d'un intellectuel «sec» et inhumain. Il garde même quelque chose du jeune homme ardent qu'il fut il y a quelques décennies, en saluant «l'esprit de désobéissance qui souffle dans la rue». Il est même le «premier à se réjouir» «que les citoyens prennent la parole et qu'ils renouent, fût-ce pour trois semaines, avec un esprit de fraternité qui avait déserté le champ politique.» Mais la sympathie qu'inspire évidemment à ce partisan de la liberté le fait que, brusquement, tout un peuple relève la tête, ne l'empêche pas de garder toute sa raison et de stigmatiser ceux qui, comme Régis Debray ou Pierre Bourdieu, vont jusqu'à adhérer à ce mouvement. Bernard-Henri Lévy n'hésite pas à rappeler au sens des réalités des confrères manifestement égarés. «Régis Debray, le cœur sur la main, offre, via Le Monde, son soutien financier aux grévistes. Sait-il que, si le plan Juppé venait à être retiré, ce n'est pas pendant huit jours, mais pendant trente ans, qu'il aurait, avec l'ensemble des salariés, à payer pour cette erreur et à prouver sa solidarité à des déshérités qui n'auraient plus, pour se protéger, qu'un système de santé en ruine ?» On peut être ému de voir le peuple renouer avec la désobéissance ; on peut se réjouir de voir la morgue d'un Premier ministre châtiée, mais «pas au prix de l'aveuglement. Pas au prix de la démission intellectuelle et de la démagogie». Quant à Pierre Bourdieu, pour Bernard-Henri Lévy (qui déteste les poses) il «est allé au peuple». Ce ne peut être qu'ostentation d'intellectuel bourgeois, éblouissement passager, émotion douteuse. «Était-ce l'émotion du clerc venant, comme à la grande époque, remettre le flambeau des luttes dans les bras ro-

bustes d'une classe ouvrière mythifiée ?» Autre hypothèse, qui vient immédiatement à l'esprit de celui qui est instruit de l'âpreté du combat pour prendre le devant sur la scène médiatique : il s'agirait pour Bourdieu de prendre la place laissée vacante par Sartre... Dans ce cas, «mal lui en a pris. Car Sartre avait bien des défauts. Mais il avait du style. Et du flair.» (Notons au passage que BHL écarte a priori quelques autres raisons qui ont pu pousser Sartre à se porter au devant des grévistes de Renault, comme la simple générosité, l'adhésion sincère et réfléchie à leur combat... ; il n'envisage que deux ressorts possibles : le style — avec lequel on éblouit dans les salons— et le flair —grâce auquel on reconnaît une bonne affaire lorsqu'elle se présente—) En quoi consistait le «flair» de Sartre ? Il savait reconnaître «la vraie misère du monde». Ce que ne sait pas faire Bourdieu, qui a pourtant dirigé un ouvrage, précisément intitulé *La Misère du Monde*. Mais Bernard-Henri Lévy, lui, sait la reconnaître : «Or, si légitime que soit, je le répète, le désarroi des grévistes d'aujourd'hui, il est difficile de ne pas voir qu'il y a d'autres victimes du système, d'autres candidats à l'angoisse et à la misère que les représentants d'un service public fondé sur la garantie de l'emploi. Les vrais damnés de la terre, dans la France contemporaine, ce sont les chômeurs, et non ceux qui se battent pour qu'on ne diffère pas l'âge de leur retraite. Et ces vrais damnés de la terre, n'importe quel étudiant en économie expliquera à M. Bourdieu ce que leur coûterait, par exemple, la faillite du système de santé.»

Bernard-Henri Lévy, qui n'est pas étudiant en économie, sait. Et lorsqu'il imagine la foule infinie de «ces millions de chômeurs, [...] de sans-

droits, de SDF, de jeunes en recherche de premier emploi, de quinquagénaires exclus du système de production» qui viendrait dire aux amis de M. Blondel : «Bravo, messieurs les assurés sociaux ! courage, les cheminots ! mais essayez de penser un instant à nous !», il ne doute pas un instant que cette foule, sans avoir rencontré le moindre étudiant en économie, saura tout aussi nettement où sont les responsables, et comment une économie doit être gérée sainement : «Mesurez l'effet qu'aurait sur la croissance et, par conséquent, sur l'emploi une augmentation nouvelle des prélèvements ! et demandons-nous ensemble si la pérennité de vos privilèges n'est pas aussi, un peu, la garantie de notre chômage.»

Force est de constater que Bernard-Henri Lévy, qui est un intellectuel «total», voire «global», sait penser la complexité, qu'il est capable à la fois de s'émouvoir devant la société civile «à bout de nerf», de compatir à son énervement, mais aussi de prendre en compte lucidement la fin inéluctable de l'Etat-Providence.

C'est que, et nous en revenons à notre propos initial : les intellectuels ne constituent pas une catégorie homogène, et Bernard-Henri Lévy n'est nullement un intellectuel éthéré. Son esprit, sa culture, son aptitude à exercer pleinement son esprit critique se heurtent à une limite objective. Il y a un «système», et même un «système de production». Il y a des damnés de la terre. Tout cela est bien malheureux, et sa sensibilité ne lui interdit pas la compassion. Mais il ne saurait être question de s'interroger sur la nature de ce système, et même de ce système de production. On ne saurait envisager qu'il puisse être remis en question ni dépassé. Le système est complexe, et il faut

que l'intellectuel pense cette complexité. Il est injuste, et c'est bien douloureux. Mais il faudrait que «la gauche» cesse de «regarder le monde avec les yeux de Germinal». Traduit en clair, il faut qu'elle cesse de croire que l'on peut bouleverser la stabilité du système, et plus encore au moyen de la lutte des classes qui est au cœur du Germinal de Zola.

On ne peut nier que Bernard-Henri Lévy appartient à la catégorie des «intellectuels». Mais il y participe avec tout son bagage, qui ne se réduit pas au long apprentissage qui, via l'école Normale supérieure et l'agrégation de philosophie, en fait un auteur prolifique d'essais et d'articles en tous genres. Il est un intellectuel, mais aussi un héritier de grande fortune, un patron d'entreprise familiale prospère. Il sait penser la complexité, mais, dans certains domaines, il préfère se contenter de la penser tout en gardant un œil prudent sur les livres de comptes. Il aime le peuple, mais il se méfie des prélèvements sociaux. Il déplore que des millions d'hommes et de femmes soient rejetés du «système de production», mais il pourrait être amené à licencier si l'augmentation de ces prélèvements devait se poursuivre, entamant la rentabilité de son capital hérité, ou rendant nécessaire de délocaliser vers d'autres lieux une production qui n'est plus assez productrice de plus-value.

Bernard-Henri Lévy, intellectuel mais patron, patron mais intellectuel, n'a pas signé l'appel lancé par la revue *Esprit* et par la Fondation Saint-Simon (fondation où il aurait pourtant pu rencontrer d'autres grands patrons, tout prêts, n'en doutons pas, à penser la complexité avec lui), même s'il adhère probablement à ses conclusions. Et les signataires de cet appel ne sont pas tous propriétaires

d'entreprises prospères et cotées en Bourse. Mais alors qui sont-ils ?

On peut certainement adopter, pour ne pas nous en tenir au qualificatif de «chiens de garde» dont les affublait Paul Nizan avant-guerre, la caractérisation qu'en propose Pierre Bourdieu dans *Liber* de décembre 1995 (un numéro, supplément à la revue animée par Pierre Bourdieu, *Les Actes de la recherche en sciences sociales*, qui a été composé avant que n'éclate le mouvement de grève) : ce sont des «personnages de la scène médiatico-politique qui, tels un double, une doublure, pris au piège de son rôle, [...] miment la figure et le rôle de l'intellectuel : faute d'avoir l'œuvre et l'autorité que présuppose l'intervention de l'écrivain en tant qu'intellectuel dans le champ politique, ils ne peuvent donner le change qu'au prix d'une présence constante dans le champ journalistique.» C'est ainsi qu'une cohorte d'individus, dont il est difficile de savoir s'ils sont des spécialistes, des experts, des universitaires ou des journalistes (ils sont en fait tout cela à la fois), occupe sans cesse colonnes des journaux et magazines et écrans de télé. Dans un article passionnant et fort bien documenté publié par *Le Monde diplomatique* et intitulé «Le journalisme de révérence», Serge Halimi les suit à la trace, sautant d'une salle de rédaction où ils remettent leur chronique au plateau d'une chaîne de télévision où ils émettent quelques vérités solennelles, dans un chassé-croisé incessant, dans un perpétuel mouvement d'envois et de renvois d'ascenseurs.

LA DESTRUCTION D'UNE

«CIVILISATION»

A l'opposé de Bernard-Henri Lévy et des «intellectuels sonnants et rébu-

chants» comme les appelle l'historien et chercheur Philippe Videlier dans *Le Monde diplomatique* de janvier 1996, Pierre Bourdieu a donc pris fait et cause pour les grévistes de décembre, auxquels il s'est adressé lors d'un meeting à la Gare de Lyon, à Paris, au terme de la plus puissante manifestation de cette période, le 12 décembre. Il n'y a aucune raison de penser que Pierre Bourdieu échappe au jeu des forces qui traversent le milieu des intellectuels. Il ne s'exclut probablement pas du phénomène qu'il signale dans *Liber* : «Les microcosmes où se produisent et circulent les œuvres culturelles d'ambition universelle, droit, science, art, littérature ou philosophie, et où se disputent les profits matériels ou symboliques (la célébrité par exemple) qu'elles procurent, sont, en un sens et sous un certain rapport, des univers sociaux comme les autres, avec des rapports de force et des luttes pour les conserver ou les transformer, des profits et des pouvoirs.» Mais il n'y a pas lieu non plus de rabaisser la qualité de cet engagement à la seule poursuite de buts triviaux, comme le fait spontanément Bernard-Henri Lévy. L'engagement de Pierre Bourdieu aux côtés des grévistes et des exclus (rappelons à BHL que le meeting de la Gare de Lyon était co-organisé par Agir contre le chômage et Droit au Logement, entre autres associations d'exclus) répond en effet à une cohérence parfaite. Ce que déplore Bourdieu, c'est «la destruction d'une "civilisation" associée à l'existence du service public, celle de l'égalité républicaine des droits, droits à l'éducation, à la santé, à la culture, à la recherche, à l'art, et, par-dessus tout, au travail.» Il le fait en manifestant «une solidarité réelle avec ceux qui se battent aujourd'hui pour changer

la société.» Le propos aurait gagné à être plus précis : la société qu'il s'agit de changer, c'est la société capitaliste, c'est celle où la classe dominante, la bourgeoisie, a produit, plus qu'aucune autre dans l'histoire de l'humanité, des mythes chargés de la cacher aux yeux des masses exploitées, des «valeurs» anonymes et prétendument universelles. Et s'il s'agit bien de défendre (ou plutôt de conquérir) le droit au savoir, à la santé, à l'art, et avant tout au travail pour tous (il serait préférable d'ailleurs de réhabiliter la notion de droit à la paresse(1), ce qu'autorise désormais la technologie), il faut dire clairement que cela passe par la destruction de la propriété privée des moyens de production et de l'Etat qui la protège, qu'il n'y a malheureusement aucun compromis, conclu au nom de la «raison», à espérer entre ceux qui veulent protéger (ou plutôt conquérir) ces droits et ceux qui, inexorablement, ne peuvent que les remettre en cause, parce que c'est la logique même du système capitaliste. C'est l'objectif auquel entend contribuer notre revue, et cette discussion est vitale. Elle se poursuivra.

Mais ce qui est intéressant, c'est de voir comment Pierre Bourdieu propose que les intellectuels participent à cette entreprise et manifestent concrètement et activement cette solidarité : «Je pense en effet qu'on ne peut combattre efficacement la technocratie nationale et internationale qu'en l'affrontant sur son terrain privilégié, celui de la science, économique notamment, et en opposant à la connaissance abstraite et mutilée dont elle se prévaut, une connaissance plus respectueuse des hommes et des réalités auxquelles ils sont confrontés.» (Discours de la gare de Lyon, le 12 décembre 1995). Passons sur la définition de la cible

qui pêche encore une fois par son imprécision : la «technocratie» n'est rien d'autre que l'appareil agissant au grand jour de la bourgeoisie, propriétaire des moyens de production et, à ce titre, cause première de la barbarie qui gagne sans cesse davantage notre société capitaliste. Passons aussi sur ce qui pourrait apparaître comme un renversement des rôles : les intellectuels peuvent certainement contribuer au mouvement par lequel la société peut se libérer de ses chaînes, mais les masses ont, en quelques semaines, plus fait pour dévoiler les mécanismes de ce système odieux que tous les rayons des bibliothèques réunis.

Reste que la tâche des intellectuels n'est pas négligeable, comme il n'est pas négligeable que certains d'entre eux (une fois détruit le mythe de l'homogénéité de cette catégorie) choisissent de ne pas céder leur esprit critique contre un plat de lentilles ou un passage à la télévision. Mais quel peut-il être ?

L'«UTOPIISME

RATIONNEL»

Dans son discours devant les grévistes (et les exclus, BHL ! car ce n'est pas indifférent que ceux-ci aient naturellement trouvé leur place parmi ceux qui refusaient, en décembre, de rejoindre les chômeurs sous les ponts ou à l'ANPE, ôtant du même coup toute force à l'argument odieusement racoleur de Bernard-Henri Lévy et plongeant dans un étrange mutisme le Front national, qui rêvait d'y trouver le terrain de recrutement traditionnel du fascisme contre le mouvement ouvrier, au compte de la bourgeoisie...), le 12 décembre, Pierre Bourdieu tente de définir ce que pourrait être l'apport des intellec-

tuels au mouvement social. Il note très justement que le mouvement, en France, mais aussi en Europe et dans le monde, refuse «la nouvelle alternative : libéralisme ou barbarie». C'est poser les choses à leur vraie dimension. Comme c'est à notre avis mettre chacun à sa place que de dire : «Cheminots, postiers, enseignants, employés des services publics, étudiants, et tant d'autres, activement ou passivement engagés dans le mouvement, ont posé, par leurs manifestations, par leurs déclarations, par les réflexions innombrables qu'ils ont déclenchées et que le couvercle médiatique s'efforce en vain d'étouffer, des problèmes tout à fait fondamentaux, trop importants pour être laissés à des technocrates aussi suffisants qu'insuffisants : comment restituer aux premiers intéressés, c'est-à-dire à chacun de nous, la définition éclairée et raisonnable de l'avenir des services publics, la santé, l'éducation, les transports, etc., en liaison notamment avec ceux qui, dans les autres pays d'Europe, sont exposés aux mêmes menaces ?»

Mais Pierre Bourdieu touche les limites qu'il met à l'intervention des intellectuels dans cet objectif. Après avoir dit que «Dans le travail de réinvention des services publics, les intellectuels, écrivains, artistes, savants, etc., ont un rôle déterminant à jouer. Ils peuvent tout d'abord contribuer à briser le monopole de l'orthodoxie technocratique sur les moyens de diffusion. Mais ils peuvent aussi s'engager, de manière organisée et permanente, et pas seulement dans les rencontres occasionnelles d'une conjoncture de crise, aux côtés de ceux qui sont en mesure d'orienter efficacement l'avenir de la société, associations et syndicats notamment, et travailler à l'élaboration des analyses rigoureuses et des proposi-

tions inventives sur les grandes questions que l'orthodoxie médiatico-politique interdit de poser...». Même s'il s'agit là d'une déclaration qui relève autant de la prise de position propre d'un citoyen que de la fonction propre d'un intellectuel, elle nous paraît juste, car c'est la fonction irremplaçable de dévoilement que peuvent effectivement jouer ceux qui exercent à un haut niveau l'esprit critique. Il précise ensuite sur quoi pourrait porter cette contribution : «Je pense en particulier à la question de l'unification du champ économique mondial et des effets économiques et sociaux de la nouvelle division mondiale du travail, ou à la question des prétendues lois d'airain des marchés financiers au nom desquelles sont sacrifiées tant d'initiatives politiques, à la question des fonctions de l'éducation et de la culture dans des économies où le capital informationnel est devenu une des forces productives les plus déterminantes, etc.» Et là, nous ne sommes plus d'accord, car il nous semble que c'est mal s'engager dans le travail de dévoilement que de ne pas commencer par caractériser la nature du «champ économique mondial» comme un capital mondialisé, que de ne pas dire que la nouvelle division mondiale du travail est une division mondiale capitaliste du travail. Nous sommes persuadés qu'il est illusoire de vouloir humaniser le système qui dirige aujourd'hui la planète, qu'il est vain de vouloir le conseiller ou le modérer, et qu'à vouloir concilier ce qui est inconciliable, on se retrouve à «penser la complexité» avec Bernard-Henri Lévy, c'est-à-dire que l'on court le risque de ne pas dévoiler, mais au contraire de continuer à voiler, à masquer, la réalité de ce système et l'impérieuse nécessité de l'abattre.

Entendons-nous bien : nous avons trop longtemps connu cette fameuse «méthode de discussion» qui consistait à interdire toute discussion en jetant l'anathème contre les «intellectuels bourgeois»(2), ennemis naturels de la classe ouvrière, confondue, comme souvent, avec ses représentations officielles, bureaucratiques. Il n'est pas indifférent que Bourdieu ait pris, avec de très nombreux intellectuels éminents, le parti des grévistes, et c'est tout à fait digne de respect, car il est en position, comme certains des signataires de l'appel, de profiter des avantages «matériels ou symboliques» que ne manquerait pas de lui valoir son ralliement aux «nécessités économiques». Son attitude, son discours, marquent un appui qui peut peser lourd dans les mois et les années qui viennent. Mais Pierre Bourdieu engage une discussion, avance des idées et il n'a pas la réputation d'être désinvolte. Il s'engage actuellement dans la mise en place d'Etats généraux du mouvement social. Il est tout naturel que nous participions à cette discussion et que nous cherchions à y contribuer.

Et puisqu'il s'agit ici de s'interroger sur ce que pourrait être le rôle des intellectuels dans la libération de l'humanité des lois qui aujourd'hui pèsent sur elle et la menacent de naufrage, nous pouvons discuter avec lui. Son discours a été prononcé le 12 décembre. Marque-t-il un progrès par rapport à ce qu'il avait écrit, quelques semaines auparavant, dans l'article de *Liber* ? Porte-t-il la trace de la mise en branle de millions de travailleurs dans la grève ? Sans doute. Mais il est intéressant de revenir sur ce que Bourdieu écrivait dans cet article, qui ouvrait un dossier consacré précisément aux intellectuels.

Après avoir, comme nous le citons plus haut, reconnu que la catégorie des intellectuels était traversée par des luttes pour l'obtention des profits matériels et symboliques, Bourdieu fait preuve d'un optimisme (d'une naïveté ?) surprenant : «Mais, sous un autre rapport, ils s'en distinguent profondément [des autres univers sociaux] : les rapports de force et les luttes dont ils sont le lieu y revêtent une forme spécifique et ils sont en mesure d'imposer leur propre loi et cela d'autant plus complètement qu'ils sont plus indépendants à l'égard des forces externes, économiques (celles du marché national et international des biens et des services culturels) et politiques (celles de l'Etat national et du nationalisme notamment). Ce qui veut dire concrètement que l'on peut s'y accomplir, y être non seulement connu mais reconnu (par ses pairs), que pour autant que l'on respecte la loi propre du champ, celle de l'art ou de la littérature par exemple, à l'exclusion de toute autre, celle du commerce ou du pouvoir notamment.»

Bourdieu s'engage alors dans une réflexion sur ce que pourrait être l'activité des intellectuels, réflexion qu'il avait déjà amorcée dans la postface à l'un de ses ouvrages récents, *Les règles de l'art*, intitulée «Pour un corporatisme de l'universel». «Cette vision réaliste des mondes intellectuels ne conduit nullement, on le voit, au désenchantement. Elle peut même servir de base à un utopisme rationnel, fondé, avant toutes choses sur la défense de l'autonomie et de tous les acquis qu'elle a rendus possibles. Mais s'ils veulent se porter en garants efficaces d'un "interdit de régression" [...], les intellectuels ne peuvent plus se contenter des dénonciations prophétiques de l'intellectuel total à la manière de Sartre, ni

même des analyses critiques de l'«intellectuel spécifique» tel que le définissait Foucault. Ils doivent se mobiliser et s'organiser à l'échelle internationale (peut-être en s'appuyant sur les nouvelles technologies de la communication) de manière à constituer un véritable intellectuel collectif, transdisciplinaire et international, capable de s'instituer en contre-pouvoir efficace en face des pouvoirs économiques, politiques et médiatiques nationaux et supranationaux et de mettre de nouvelles formes d'action au service des différentes formes historiques de l'universel dont leur existence et leurs intérêts spécifiques sont indissociables.

Cette fonction de mandataires de l'universel que certains intellectuels peuvent parfois revendiquer est inscrite dans tous les champs de production culturelle, juridique, scientifique, littéraire, artistique, en tant que raison d'être et norme idéale, capable, même si elle est sans cesse transgressée ou, plus simplement, oubliée, d'exercer de puissants effets sociaux.»

Et Bernard-Henri Lévy, que fait-il ? Transgresse-t-il, oublie-t-il ? Toujours est-il qu'il a bien vite fait de nous ramener sur terre, et qu'il entraîne Pierre Bourdieu dans sa chute... Pourquoi ? Probablement parce qu'il est parfaitement illusoire de vouloir imaginer une «corporation» homogène d'intellectuels désincarnés. Peut-être aussi parce que la catégorie abstraite et idéale à laquelle ils se raccrocheraient tous est elle-même un masque, celui de l'«universel» cachant, sous les meilleures intentions du monde, l'implacable division du monde en classes aux intérêts irréciliablement divergents et opposés : ceux qui détiennent les moyens de production (y compris les nouvelles technologies de la communi-

cation) d'une part, et ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre d'autre part. Il y a de l'universel dans l'émotion de Bernard-Henri Lévy face aux grévistes qui réapprennent à désobéir, la même peut-être que celle de Bourdieu, mais il reste qu'ils se retrouvent des deux côtés de la barricade lorsque la crise déferle. Et comme nous sommes du même côté de la barricade que Bourdieu, nous sommes soucieux de ne pas le laisser planer dans les immensités éthérées de l'universel...

QUE PEUVENT LES INTELLECTUELS ?

Nous disions plus haut que les intellectuels pouvaient exercer une irremplaçable fonction de dévoilement (ce qu'a remarquablement fait Bourdieu en montrant, entre autres choses, comment l'école, sous couvert de promotion de tous, reproduisait en réalité les rapports sociaux existants, en exerçant une violence, au moins symbolique, pour imposer arbitrairement sa culture arbitraire). La discussion sur ce qu'il convient de dévoiler, sur ce que cache le voile, est naturellement complexe et infinie. Mais elle est nécessaire, et elle contribue, certes d'une manière impossible à quantifier, à libérer les forces sociales qui, en dernier ressort, peuvent en finir avec ce monde. Le projet des philosophes des Lumières n'a jamais été de renverser l'Ancien régime. Tous ont au contraire lancé d'innombrables avertissements aux Princes de l'époque, qu'ils ont tous, peu ou prou, voulu conseiller avant que ne se produise l'irréparable. Mais en dévoilant les vices, les tares, les aberrations du régime, ils ont contribué grandement à libérer les forces de la bourgeoisie progressiste et même celles de la sans-culotterie

qui, elles, en ont fini avec ce régime. Le parallèle vaut ce que valent les parallèles historiques, mais il donne bien la direction.

Quatre jeunes intellectuels (3) ont envoyé au Monde une tribune libre, publiée dans la rubrique «Horizons-débats». Leur contribution atteste que c'est bien ce qui est en discussion. En affirmant tout d'abord que «Les mouvements sociaux [...] sécrètent [...] aussi leurs propres formes d'expertise tout aussi légitimes que celles issues des secteurs technocratiques ou intellectuels», ils brisent le mur prétendument infranchissable entre les intellectuels et ceux qui ne le sont pas. Ce faisant, ils rompent avec une pratique courante chez les experts médiatiques, qui consiste à n'écouter qu'un son de cloche, celui des tenants de «la pensée unique» pour lesquels les lois du marché n'ont pas à être discutées : «L'écoute de ceux qui n'ont que peu accès à la parole publique, comme la mise au jour des formes de domination, ne sont-elles pas des éléments importants du métier de ceux qui prétendent analyser la société ?»

Et c'est bien dans une démarche explicite de dévoilement qu'ils s'inscrivent lorsqu'ils disent : «Si les discussions contemporaines sur les théories de la justice nous ont intéressés, c'est surtout en tant qu'outils de clarification de la critique des injustices, et non pour célébrer l'ordre social existant.

Si la question démocratique nous tient à cœur, c'est en tant qu'horizon émancipateur servant de point d'appui à la mise en cause des limites des formes actuelles de la démocratie représentative, comme des menaces venant des logiques marchandes. Nous nous refusons alors à décréter une quelconque «fin de l'histoire» autour de la «démocratie de

marché”.

L'expression publique de la conflictualité nous semble fondamentale, car elle rend visibles, et donc transformables, des modes de domination, d'exploitation et de relégation trop fréquemment occultés. Cela nous a prémunis contre la vulgate qui visait à nous faire prendre “le consensus” pour l'objectif ultime ou un postier pour un “nanti”.

La citoyenneté que nous souhaitons, pour être conséquente, devra saisir dans les situations singulières l'horizon d'universalité d'une humanité en devenir, dans la diversité de ses figures. L'Europe libérale et la mondialisation des marchés financiers tant vantées nous convient à l'enterrement de cette ambition.

Peu attachés aux vieux totems, l'opposition de la réforme et de la révolution nous apparaît dépassée. Il faut rappeler que le choc des contradictions est positif.

L'exigence révolutionnaire d'une transformation révolutionnaire de la société ne peut-elle devenir l'aiguillon d'un long processus jalonné de réformes ? Les sciences sociales contemporaines nous ayant appris à identifier les aspects pluriels de toute réalité humaine, comme leur caractère construit historiquement et socialement, nous ne croyons pas à l'inéluctabilité des “lois de l'économie”, ou de “la seule politique possible”, pas plus qu'à la platitude de notre planète ou à la numérologie.»

Penser les limites, dénoncer les tentatives de figer l'ordre existant en démontrant qu'il est un produit, à un moment donné et dans un cadre donné, du développement historique, et que le changement est à la portée des hommes, n'est-ce pas, en somme, ce qu'ont fait ceux auxquels nous nous référons sans cesse,

Marx, Engels, Lénine, Trotsky et tant d'autres ? La réflexion de ces quatre jeunes intellectuels suscite réserves, désaccords, nuances de notre part ? A la bonne heure ! Discutons.

C'est ce à quoi ils nous invitent d'ailleurs : «Face aux adhérences de soi à soi comme aux contraintes structurelles que les nouvelles modalités d'exercice de notre métier font peser sur chacun d'entre nous, seuls le difficile travail collectif et la confrontation avec d'autres formes de vie et d'action sont peut-être en mesure de nous fournir le recul nécessaire. Nous n'avons aucune vérité définitive et universelle à délivrer à ceux qui luttent, mais tout au moins des savoir-faire, des façons de construire des problèmes, des ressources de distanciation ou des résultats provisoires susceptibles d'être utiles, parmi d'autres et dans le débat critique avec les acteurs.»

Ni intellectuels «allant au peuple» (nécessairement mythifié), ni intellectuels «bourgeois», éternels suppôts du Capital, il nous semble qu'il y a là la manifestation de travailleurs hautement spécialisés qui inscrivent leur activité intellectuelle dans la perspective de la transformation révolutionnaire de la société. C'est en tout cas ce qu'ils affirment, quel que soit ce qu'ils entendent exactement par là. Nous sommes de ce débat, en même temps que nous agissons là où nous sommes avec notre classe. Et s'il ne s'agit plus d'interpréter le monde (ou comme le dirait BHL, de «penser sa complexité») mais de le transformer, nous sommes convaincus qu'il s'agit d'un dépassement et non d'une exclusive : en dévoilant le monde, en mettant à nu ses rouages, en particulier idéologiques, nous participons à aider la classe qui a les moyens de balayer le vieux monde à

le faire. Et bienvenue aux intellectuels qui veulent y participer. n

1 Le Droit à la paresse est le titre du petit livre écrit par Paul Lafargue en 1883. Ce pamphlet prend le contre-pied du «droit au travail» que les révolutionnaires idéalistes de 1848 avaient fait inscrire dans la Constitution de la deuxième République. Pour Lafargue (qui devint le gendre de Marx), il s'agissait d'une aberration : le salariat, dans une société capitaliste, est «une action dégradante» qui «a transformé la société en un immense bazar où tout se vend, non seulement les produits de l'activité humaine, mais l'homme lui-même.» Il s'agit de la part de Lafargue, co-fondateur du Parti Ouvrier français avec Jules Guesdes, d'un acte de foi dans l'avenir qui verra, lorsque les exploités auront pris conscience de leur force, s'instaurer «le règne de la paresse», c'est-à-dire l'abondance.

2 ... quand ce n'était pas tout simplement contre les «intellectuels» (tout est alors dans les guillemets, qui valent leur pesant de mépris !

3 Il s'agit de Philippe Corcuff, de Bastien François, de Delphine Gardey et de Sophie Wahnich, tous membres du Club Merleau-Ponty.

Dans le flot des commentaires qui ont accompagné et suivi le mouvement de novembre-décembre, deux thèmes ont occupé une place de choix. Le premier a porté sur la responsabilité des «élites» politiques et économiques, sur le fossé creusé entre elles et la société du fait de l'importance acquise par la technocratie, dont le caractère est particulièrement accentué en France du fait du recrutement par les «grandes écoles» et l'organisation en réseaux de solidarité de «grands corps» ; enfin sur le déficit de préparation et «d'explications» des mesures constitutives du plan Juppé avant son lancement. Le second thème a concerné le lien entre le plan Juppé et «l'Europe», le traité de Maastricht, les critères de convergence.

Les «Etats-unis socialistes d'Europe» : un mot d'ordre qu'il faut chercher

Qu'ils traitent l'un ou l'autre de ces deux thèmes, l'un des objectifs des journalistes et des experts «sonnants et trébuchants» auxquels la parole a été donnée, était de tenter d'occulter le potentiel fondamentalement antigouvernemental et anticapitaliste des grèves et des manifestations. Des deux thèmes, le second est certainement la plus pernicieux dans ses implications et dans les prolongements politiques qu'il pourrait avoir au cours des prochains mois. Comme au moment du référendum de 1992 sur Maastricht, dans le cadre des discussions sur les formes politiques vers lesquelles la Communauté européenne devrait

évoluer, tout va être fait pour tenter d'enfermer la classe ouvrière et la jeunesse étudiante et lycéenne dans une alternative, dont les deux termes signifient leur alignement derrière des fractions données du capitalisme français, dans le cadre d'alliances politiques ordonnées autour, ou incluant, des hommes et des partis représentatifs de la bourgeoisie.

Il existe pourtant une perspective et des mots d'ordre, à l'aide desquels une réponse correspondant aux nécessités et aspirations de la classe ouvrière et de la jeunesse peut être donnée aux questions incontournables que sont l'enchevêtrement profond entre l'économie française et

celle des pays voisins d'Europe ; le poids toujours pesant des États-Unis sur l'économie et la politique européenne ; la résurgence de la question nationale sous les formes qui traduisent tout sauf l'intérêt des masses laborieuses dans les pays où elle s'exprime le plus dramatiquement. Cette perspective est celle du combat politique pour construire face à l'Europe de la bourgeoisie, non pas une «Europe des luttes», bien floue, mais les États-Unis socialistes d'Europe, en tant qu'instrument politique répondant aux besoins pressants des salariés et de la jeunesse .

La nécessité de rouvrir la discussion autour de cette perspective et de populariser ce vieux mot d'ordre du mouvement ouvrier, dont l'actualité est totale, est d'autant plus grande que les hommes politique, les journalistes et les experts ne sont pas les seuls à avoir cherché à montrer le lien entre les grèves et le mouvement social et la question de l'Europe. Le rapport a également été établi par la classe ouvrière. Parmi les faits les plus significatifs des grèves de novembre-décembre figurent les messages de solidarité, souvent accompagnés d'une solidarité financière, et parfois apportés par des délégations ouvrières et syndicales, que les salariés de la SNCF de tel ou tel grand dépôt ou grande gare, mais aussi les enseignants de certains lycées, ont reçus de leurs collègues d'Allemagne, de Belgique, d'Angleterre (pour ce qui est du nord de la France sur laquelle nous avons toutes nos informations), ainsi que de l'accueil extraordinairement enthousiaste que ces messages ont suscité dans les assemblées de grévistes. C'est sur cet élément qu'il faut prendre appui, car c'est ainsi principalement que l'internationalisme ouvrier peut cesser en Europe d'être

une abstraction pour devenir une idée immédiatement saisissable.

**CESSER DE S'ALIGNER
SUR TELLE OU TELLE
FRACTION DU CAPITAL
FINANCIER FRANÇAIS**

Le capital financier français et ses composantes véritablement «globales», c'est-à-dire les grandes banques, BNP, Crédit Lyonnais, Crédit Agricole ; les banques d'investissement Lazard, Suez et autres Paris-Bas ; les grands groupes industriels français transnationalisés, Elf, Thomson, Pechiney, Rhône-Poulenc, la Lyonnaise des Eaux, etc. sont parties constitutives sans réserve du capital financier mondial. Même si leurs positions sont souvent très vulnérables et les pressions exercées par leurs concurrents de plus en plus fortes, ces groupes ont participé à l'élaboration des mesures de libéralisation et de déréglementation ou ont appuyé leur mise en œuvre, parce qu'ils ont tout à y gagner de leur point de vue. Il suffit d'écouter les PDG français s'exprimer sur les radios d'affaire (par exemple LCI ou Radio Classique entre 19h et 20h 30) pour comprendre que leur credo est le même que celui exprimé par le PDG d'un groupe helvético-suédois : «Liberté pour mon groupe de s'implanter où il veut, le temps qu'il veut, pour produire ce qu'il veut, en s'approvisionnant et en vendant où il veut, et en ayant à supporter le moins de contraintes possibles en matière de droit du travail et de conventions sociales.» C'est cette appartenance au capital financier mondial qui dicte au capital financier français et à ses représentants politiques la nécessité d'es-

sayer d'en finir avec les acquis sociaux, battus en brèche mais encore debout, qui ont résulté de décennies de combat de la classe ouvrière. Les forces politiques qui agissent pour le compte du capital financier seraient obligées d'agir comme elles le font, tenter de faire passer les «réformes» organisant le démantèlement des acquis sociaux, que la Communauté européenne existât ou non, que le traité de Maastricht ait été signé ou non.

Prétendre par conséquent que c'est contre «Bruxelles» et les critères de convergence que le mouvement social combattait, c'est chercher à occulter que c'est contre une politique dictée par les besoins du capital financier français dans son mouvement de mondialisation que la grève se dressait. Lorsque de larges pans des manifestations de décembre ont scandé «Retrait du plan Juppé» ou «A bas le plan Juppé», mais aussi «Juppé démission» et «A bas le gouvernement Juppé», ils manifestaient (dans beaucoup de cas très consciemment) à la fois contre celui-ci comme tel et contre le capital financier français et les orientations «néo-libérales» que celui-ci a adoptées au même titre que le reste de l'impérialisme mondial. La majeure partie de la direction du Parti Socialiste appelle les salariés et la jeunesse à s'adapter à la «mondialisation» et à ses impératifs. De même, le seul souci de Nicole Notat et d'une large partie de la CFDT est «d'accompagner» ce processus. En se rendant à Davos, en Suisse, à la plus prestigieuse et luxueuse rencontre de tous les personnages qui comptent dans l'ordonnement de la politique mondiale du capital financier, pour expliquer qu'il faut «ménager les transitions et faire attention au social», Marc Blondel a accepté, ne fût-

ce que le temps d'un colloque, de se situer sur le même terrain, ce qui ne peut qu'aggraver les «tournis» chez les salariés qui se sont syndiqués à Force Ouvrière à l'issue de la grève. Louis Viannet, quant à lui, lorgne, avec la direction du PCF, du côté de ceux qui défendent une politique qui serait «nationale» tout en restant capitaliste de part en part. C'est là le sens également d'une partie des commentaires, dont ceux de l'Humanité, liant la grève et le mouvement social à l'Europe. Ici la désignation du Traité de Maastricht et des critères de convergence comme moteur de la politique économique française visait et vise toujours à faire des salariés, des chômeurs et des étudiants qui ont participé au mouvement, la force d'appoint du camp des «anti-maastrichtiens». Il n'est pas indifférent que «l'anti-maastrichtien» Philippe Seguin, qui est aussi l'un des «recours» politiques de la bourgeoisie en cas d'aggravation de la crise de gouvernement, puisse se targuer d'être le seul dirigeant politique de tous les partis ayant une représentation parlementaire, à être allé discuter avec les cheminots en grève. La présence du PDG de Peugeot dans le camp de ceux pour lesquels le fautif serait «Bruxelles» tient au fait que son groupe (comme bien d'autres) n'est pas un groupe mondialisé au même titre que ceux dont il a été question plus haut, et qu'il est donc prêt à faire alliance avec tous ceux qui prônent différentes variantes de nationalisme économique. Les ouvriers de Peugeot savent pourtant que Calvet a tout fait depuis quinze ans pour accroître le degré d'exploitation, briser leur résistance, disloquer leurs collectifs de travail, dresser les «vieux ouvriers» contre ceux des technologies nouvelles. Personne n'a besoin de leur expli-

quer le contenu politique et social de l'alliance que le PCF prône avec leur PDG.

Pour les représentants politiques de la bourgeoisie française et les patrons qui s'expriment publiquement, le débat sur les critères de Maastricht est évidemment un débat historique, puisqu'il porte d'un côté sur le type de résistance qu'il faut offrir (ou non) à la pression américaine, et de l'autre sur la nature de ses rapports avec la bourgeoisie allemande, très exactement son degré de dépendance à l'égard de celle-ci.

LA MONNAIE UNIQUE ET LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE «INDÉPENDANTE»

La parité du franc avec le mark a déjà signifié depuis plusieurs années l'alignement de la politique monétaire financière française sur celle de la Bundesbank. La monnaie unique institutionnaliserait cet alignement et le rendrait «irréversible». Mais l'alternative, rétorquent les partisans de cette politique dont Jacques Delors est plus que jamais l'un des chefs de file, est l'acceptation de voir «le dollar jouer le rôle de monnaie unique». Pour le capital financier allemand, il s'agit essentiellement d'arriver plus vite, et avec plus de garanties institutionnelles et politiques, à la constitution d'un ensemble financier qui est déjà largement dessiné sous les contours d'une zone mark dont l'économie allemande est le centre. Le but est effectivement de contester, sur le champ clos du capital financier mondial, l'hégémonie du dollar. Alors que le produit national des États-Unis représente «seulement» 25 % du produit mondial, plus de 60 % des

échanges commerciaux mondiaux sont toujours effectués en dollars. Plus significatif encore est le pourcentage des transactions sur les marchés financiers mondialisés qui sont libellés en dollars. Dans le cas du marché des changes, le chiffre est supérieur à 80 % des transactions. La répartition des actifs financiers mondiaux montre que plus de 50 % sont «domiciliés» aux États-Unis. Pour le capital financier allemand, la monnaie unique sous contrôle d'une banque centrale «indépendante», c'est-à-dire répondant aux sollicitations du capital financier et non à celles des instances politiques (comme cela a commencé à être le cas avec «l'indépendance» de la Banque de France), permettrait d'unifier les places financières aujourd'hui dispersées du fait des monnaies distinctes, de multiplier le nombre et la variété des «instruments financiers» offerts aux investisseurs financiers et d'attirer ainsi une partie des grands fonds qui opèrent encore de préférence aux États-Unis. Ce serait aussi une façon «pacifique» de forcer les États-Unis à cesser de financer leur colossale dette publique sur le dos des autres économies capitalistes, en les mettant «à jeun» financièrement par le biais de ce détournement vers le marché financier européen «unique» d'une partie des fonds qui se placent aujourd'hui en titres publics américains.

Des secteurs importants du capital financier français, bancaire mais aussi industriel, y voient leur intérêt également. Aujourd'hui encore, dans un certain nombre de domaines industriels clefs (l'aéronautique, l'armement, le gros équipement de télécommunication, etc.), les échanges sont libellés en dollars et donnent aux industriels américains, avec un

dollar très bas, un avantage concurrentiel très fort qui s'ajoute à tous ceux relevant de leur position d'impérialisme dominant au plus strict sens politique. On estime que, mesuré en termes de sa «parité de pouvoir d'achat» interne, c'est-à-dire du prix auquel la main-d'œuvre et les autres coûts de production locaux sont payés, le dollar est sous-évalué d'au moins 20 %. Il est très difficile de «concourir» avec l'impérialisme américain dans l'aéronautique ou les équipements de télécommunication du fait de ce différentiel énorme.

La monnaie unique a donc pour but de régler de façon «pacifique» des questions relevant des rapports et de la concurrence inter-impérialistes (pour autant que les États-Unis et leur subordonné européen, le capital financier et le gouvernement britannique, le permettent, car les anglais jouent dans ce domaine, comme dans tant d'autres, le jeu des américains, de sorte que c'est effectivement leur point de vue qui est exprimé par le Financial Times ou The Economist). Mais elle représente la soumission au talon de fer du capital financier, certes «européen», pour les ouvriers et paysans d'Europe. Car les implications sont analogues à celles qu'ont eu pour ces mêmes classes sociales la réunification allemande : échange d'un mark de l'Est contre un mark de l'Ouest (donc un bénéfice pour tous ceux qui avaient pu accumuler), mais parallèlement l'établissement de différentiels de salaires de 30 à 50 %, restructuration, fermetures et mises en vente des usines, avec un bond qualitatif dans le niveau du chômage. Pour la fraction la moins concentrée de l'industrie et de l'agriculture françaises ou italiennes, mais pour la quasi-totalité de celles de l'État espagnol ou du Portugal (où les seuls «gagnants»

seraient les intérêts financiers), les implications de la monnaie unique sont identiques, avec en prime l'absence totale ici de toute contrainte politique, qui forcent le capitalisme allemand à aider à combattre au plus vite les effets de cette nouvelle «unification» par des injections massives de capitaux.

La monnaie unique aurait également pour résultat de renforcer la capacité financière permettant aux grands groupes industriels de délocaliser, à l'aide d'une «monnaie forte», leurs sites de production vers les pays d'Asie du Sud-Est où la main d'œuvre peut être exploitée sans crainte et où il y a des marchés possédant, comme la Chine qui s'intègre dans l'économie impérialiste mondiale, des «réserves de croissance» résultant des transformations opérées dans le cadre de l'économie planifiée et des appétits de «modernité» des couches de la bureaucratie qui ont accumulé sur le dos des ouvriers et des paysans. Voici donc que des idéologues nous vantent la «fin de la domination européenne» et la nécessité pour les peuples européens de comprendre que leur niveau de vie devrait baisser au nom de la fin de «l'arrogance européenne», à laquelle échapperaient comme par miracle les groupes et les banques, allemandes comme françaises, qui partent s'installer en Asie. Le Monde du 17 février a donné deux échantillons, (l'un allemand et l'autre français) de cette justification «culturelle» et très enjolivée de la nécessité de se conformer aux mécanismes de péréquation du taux de profit qui poussent les groupes à aller investir là où l'exploitation est la plus forcée, les marchés les plus «porteurs» et le taux de profit le plus élevé.

DES CONCEPTIONS BIEN DIFFÉRENTES DES RAPPORTS ENTRE L'EUROPE ET L'AMÉRIQUE

Les partisans de la monnaie unique et du traité de Maastricht à la direction du parti socialiste expliquent, à l'exemple de Laurent Fabius, que ce serait là «la seule manière pour l'Europe d'exister face aux États-Unis». C'est la façon social-démocrate de poser la question dite «d'Europe et Amérique». Celle-ci est ouverte depuis l'intervention des troupes américaines en 1916 dans la Première Guerre mondiale et l'intervention politique pesante des États-Unis et de leur président Woodrow Wilson dans les négociations du Traité de Versailles en 1919-1920, mais elle n'a fait que s'aggraver avec la place prise par les États-Unis dans le règlement de la Seconde Guerre mondiale dans l'ordre économique et politique des conférences de Yalta et de Potsdam. Elle a surgi d'une façon toujours plus brutale à la suite de l'effondrement des régimes stalinien en Europe de l'Est et en URSS, avec la guerre du Golfe et le «nouvel ordre mondial» annoncé par Bush et James Baker. Elle pose la question de l'autonomie économique et politique de l'Europe et de sa capacité à défendre sa civilisation face à «l'américanisation accélérée du monde» pour reprendre une expression souvent utilisée. Qu'il s'agisse de la Bosnie ou du règlement d'un conflit portant sur des rochers entre la Grèce et la Turquie, au terme du XX^e siècle, le rôle politique des États-Unis dans les affaires européennes est plus manifeste et pesant que jamais. Mais ce rôle exprime moins

une force intrinsèque du capital financier et de l'État américain, que l'incapacité sociale, et donc politique, des bourgeoisies européennes à définir et à appliquer les solutions politiques qui résoudraient ces questions et fermeraient aux États-Unis l'accès au continent européen au lieu de l'y inviter.

Dès son origine, la réponse à la question de «l'Europe et l'Amérique» a été indissolublement liée à celle de la capacité dont les classes ouvrières d'Europe feraient preuve à se battre pour construire les «États-Unis d'Europe». La nécessité de fournir cette issue a été formulée dans le cours de la guerre de 1914-18, comme réponse aux questions qui se posaient et se posent toujours aux nations européennes, aussi bien sur le plan politique que sur le plan économique. C'est dans les rangs de la petite fraction de la II^e Internationale, c'est-à-dire l'aile «zimmerwaldienne», qui s'est maintenue contre vents et marées pendant cette guerre sur le terrain de l'internationalisme prolétarien et a combattu la capitulation de chaque parti social-démocrate devant sa propre bourgeoisie au nom des intérêts supérieurs de sa propre nation (parée aux besoins de vertus politiques et «civilisatrices» supérieures aux autres), que la discussion au sujet des États-Unis d'Europe a été d'abord engagée. Léon Trotsky, alors membre d'aucune organisation politique, mais rédacteur en chef du journal *Nashé Slovo* qui regroupe pendant quelques années des militants issus de différentes fractions des partis bolchevique et menchévique, a joué un rôle particulièrement central dans la formulation de cette réponse. Dans les articles qu'il a préparés pour *Nashé Slovo*, puis publiés dans une brochure, Le programme de la

paix, Trotsky montre comment le mot d'ordre des États-Unis d'Europe répond à deux questions. Celle d'abord de l'autodétermination nationale et du cadre dans lequel des nations ayant exercé leur droit à l'autodétermination pourront ensuite vivre ensemble. Celle ensuite de l'organisation économique et donc politique des forces productives, dont le degré de développement a débordé le cadre national et a fait éclater celui-ci, et dont la maîtrise sociale ne peut se faire en Europe que sur une base européenne. Ce deuxième aspect a été repris par Trotsky en 1923 dans un article intitulé «De l'opportunité du mot d'ordre des États-Unis d'Europe», qui est paru dans *La Pravda* avant d'être publié dans le recueil *Europe et Amérique*.

LE SENS DES MESSAGES DE SOLIDARITÉ AUX GRÉVISTES ET DE LEUR ACCUEIL

Nous avons déjà dit que, parmi les faits les plus significatifs des grèves de novembre-décembre, figurent la solidarité militante et financière apportée aux grévistes, ainsi que l'accueil extraordinairement enthousiaste qu'ont suscité ces messages dans les assemblées de grévistes. Il est particulièrement important que ce soit d'Allemagne qu'un grand nombre de messages et l'aide financière la plus importante soient parvenus. Le sens de cet appui et de l'accueil qu'il a suscité est d'abord celui d'une solidarité qui naît non pas de la seule appartenance à une corporation commune, mais de l'identification dans un contexte politique et social déterminé de problèmes très semblables, sinon identiques, aux-

quels les salariés sont confrontés. Le contexte et les problèmes communs sont ceux des pressions exercées par le capital financier pour la déréglementation et la privatisation et la destruction des statuts, qui sont un obstacle à la précarisation et à la flexibilisation du travail. Mais leur sens est aussi celui de l'affirmation d'une appartenance commune à l'Europe, qui ne peut cependant le devenir vraiment que si les classes ouvrières d'Europe parviennent à occuper politiquement un terrain où on voudrait les réduire au mieux au rang de figurants politiques subordonnés. «La France ne peut se détacher de l'Allemagne, ni l'Allemagne de la France. Or l'Allemagne et la France constituent le noyau de l'Europe occidentale. C'est là que se trouve le nœud et la solution du problème européen». Tels sont les termes employés par Trotsky en 1923, dans un article reproduit plus tard dans *Europe et Amérique*. Leur actualité est plus grande que jamais. Ils définissent la seule issue positive à la crise qui frappe les classes ouvrières européennes, aux attaques dont elles sont l'objet, mais aussi à l'ensemble des problèmes que les classes dirigeantes ne peuvent pas résoudre parce qu'elles se situent, tout comme les États-Unis, sur le terrain de la «libre entreprise» et la «primauté du marché».

Les particularités politiques et sociales propres à chaque pays, aux formes que la lutte des classes y a prises dans le passé et aux rapports qui sont noués entre la bourgeoisie, la classe ouvrière, les directions syndicales et les partis qui prétendent parler au nom de la classe ouvrière, font que la lutte de classe (la révolution étant le point le plus élevé que celle-ci puisse atteindre) est nationale dans sa forme. Elle l'est aussi bien

par les institutions auxquelles elle se heurte immédiatement, c'est-à-dire le gouvernement, l'appareil d'État ; par ses rythmes, le moment auquel elle se déclenche ; par les moyens dont la classe ouvrière se saisit dans sa lutte. Quel que soit le degré d'interdépendance économique et politique résultant de l'internationalisation des forces productives, il ne peut pas en être autrement. Par contre, plus le degré de l'interdépendance économique et politique est grand, plus se pose tôt dans le développement d'une critique de la lutte des classes (dont on sait par l'expérience historique qu'elle s'étire sur une période faite de nombreux mois sinon d'une ou plusieurs années) la question de la conscience qu'a le mouvement social en passe de devenir révolutionnaire d'être international dans ses implications, ses débouchés, son contenu. C'est de cette façon qu'il faut comprendre l'enthousiasme avec lequel les grévistes ont accueilli les messages de leurs collègues européens, allemands en particulier. C'est cet accueil qu'il faut fortifier et diriger vers une vision ouverte, progressiste, anti «social-patriote» de l'Europe : c'est là l'enjeu de la notion des États-Unis d'Europe et l'intérêt de comprendre la méthode des textes de Trotsky.

**UNE PASSERELLE
INDISPENSABLE
POUR RENDRE
À L'INTERNATIONALISME
UN CONTENU**

Ainsi que nous avons commencé à le voir plus haut, la désignation de «Bruxelles», de «Maastricht», comme l'ennemi contre lequel les luttes

doivent se diriger a deux implications : dédouaner le gouvernement français du moment, lui apporter une caution au moins partielle en déplaçant les responsabilités pour son action en défense des intérêts du capital financier français vers Bruxelles et Francfort, mais aussi nourrir le «social-patriotisme» et l'illusion totalement réactionnaire que les problèmes auxquels la classe ouvrière, les chômeurs, les jeunes se trouvent confrontés pourraient trouver une solution sur le terrain national. Autant la lutte des classe est nationale dans sa forme, autant le cadre dans lequel une solution durable, une issue autrement que provisoire, aux agressions du capital financier, pourrait être trouvée n'est plus national : il est européen.

On m'objectera sans doute que ce n'est qu'à l'échelle mondiale que le capitalisme peut être définitivement battu, et des solutions adéquates trouvées et appliquées aux problèmes de l'humanité, notamment tous ceux qui assaillent les masses opprimées du «Tiers Monde». C'est indiscutable, mais cela n'est pas contradictoire avec des solutions de transition ; c'est même aujourd'hui l'unique manière de les aborder et de donner une forme compréhensible à des problèmes qui, autrement, sont hors de portée de l'action d'une classe ouvrière seule. L'unique cadre dans lequel l'internationalisme ouvrier peut cesser en Europe d'être une abstraction pour devenir une idée immédiatement saisissable, est le cadre européen. C'est pourquoi la question de l'Europe est un enjeu majeur.

Elle l'est indépendamment de la «construction européenne», entreprise depuis la mise en œuvre de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (la CECA), du Traité

de Rome, de l'Acte unique, enfin du Traité de Maastricht, puisque c'est depuis quatre-vingts ans que la question des États-Unis d'Europe est posée. Mais elle l'est aussi en raison d'un certain nombre d'aspects irréversibles nés de cette construction, comme de la manière dont les bourgeoisies européennes les ont résolus. Depuis la création du Marché Commun, le degré d'ouverture de la France au commerce international a plus que doublé. Il est passé de moins de 20 % du produit intérieur à plus de 40 %. Plus des deux tiers de ce commerce se font avec l'Europe, dont 20 % avec la seule Allemagne. La situation est semblable avec les investissements directs : plus des deux tiers se font avec l'Europe, dont 20 % en direction de l'État espagnol. On peut donc dire que «l'union douanière» a été réalisée depuis que Trotsky écrivait son article de 1923, mais il s'agit d'une union douanière placée sous le signe du néo-libéralisme, donc sans défense face à l'extérieur et aux États-Unis en particulier. «L'Europe» de ce fait est une entité qui est réduite essentiellement à un marché unique pour les capitaux et les marchandises, totalement ouvert au capital financier (industriel ou financier pur) américain et japonais. Son centre politique, administratif et juridique se sert de ses pouvoirs circonscrits essentiellement pour œuvrer, à la demande des pays, à la mise en conformité des institutions et des droits internes avec les traités mondiaux établis par les diverses composantes mondiales du capital financier et à la généralisation des politiques de libéralisation, de déréglementation et de privatisation qui sont celles du «modèle néo-libéral» que toutes les bourgeoisies ont embrassées quelles que soient les réticences de certains secteurs. C'est

pourquoi on se trouve de nouveau dans des conditions politiques qui donnent une actualité totale aux termes utilisés par Trotsky lorsqu'il évoque l'urgence de «la coopération la plus étroite des peuples d'Europe, seul moyen de sauver notre continent de la désagrégation économique et de l'asservissement au puissant capital américain».

Au plan politique, la conscience populaire associe indéniablement la construction européenne avec la paix entre la France et l'Allemagne, cette paix qui a fait suite à trois guerres meurtrières en soixante-dix ans. Les forces politiques bourgeoises et pro-bourgeoises qui ont appelé à voter «oui» au référendum de septembre 1992 sur Maastricht ont gagné pour avoir réussi à capitaliser les voix de centaines de milliers de travailleurs et d'étudiants, qui ont voté par rapport à la question de la paix et d'une unité politique auxquelles ils aspirent, et non par rapport aux objectifs économiques et financiers du Traité. Mais au plan politique, «l'Europe» est aussi cette entité honteuse à laquelle son incapacité à se dresser face à l'Amérique, combinée avec la défense par chaque bourgeoisie de ses mesquines «zones d'influence», interdit d'exercer la moindre influence politique civilisatrice, même sur son propre continent, ainsi que les événements de l'ex-Yougoslavie et de Bosnie en particulier l'ont si clairement montré. Tout ce que Trotsky écrivait au sujet des ambitions politiques propres de chaque bourgeoisie et des rivalités entre elles, y a été illustré tragiquement jour après jour, la préoccupation première de chaque «grande puissance» européenne ayant été de reconstituer sa zone d'influence propre, l'Allemagne appuyant la Croatie et la France la Serbie,

quelles qu'en soient les conséquences. On est donc aussi loin que jamais du point où les nations cesseraient, comme le dit Trotsky «d'être des groupements économiques [...] liés par des limites d'État» (lesquelles incluent souvent l'oppression interne de minorités nationales dont l'État espagnol est un exemple notable mais non limitatif) et séparées ou opposées entre elles économiquement, pour ne plus être que «des groupements culturels (reposant sur une langue, une histoire, des traditions communes)».

LES ÉTATS-UNIS

SOCIALISTES D'EUROPE

COMME TÂCHE URGENTE

Le service public, a dit en substance Pierre Bourdieu dans son intervention à la gare de Lyon en décembre, a été partie constitutive avec l'école publique et une forme déterminée d'enseignement universitaire, d'une civilisation (celle de «la République») qu'il faut défendre face à la volonté que les néo-libéraux manifestent de la liquider. La volonté de trouver le terrain d'un combat commun suppose une caractérisation plus précise. «La civilisation» qui est aujourd'hui menacée dans son existence était capitaliste. Même l'école laïque que la bourgeoisie veut aujourd'hui détruire parce que, à l'instar du capitalisme américain, elle n'a plus besoin de main d'œuvre éduquée, hautement formée, et de ce fait instruite et revendicative, a été pendant longtemps (ainsi que des travaux de Bourdieu l'ont montré autrefois), un rouage de la reproduction du mode de production capitaliste et d'élites dont une fraction était intégrée par la bourgeoisie par la voie des grandes

écoles. Mais contradictoirement avec ce fait, beaucoup des institutions de cette «civilisation de la République» dont le service public est un élément central, sont nées à l'occasion de très grands combats de la classe ouvrière et n'auraient pas vu le jour sans ceux-ci, même si elles ont aussi servi les desseins du capitalisme français. Certaines ont été constituées avec des objectifs politiques précis : donner une réponse réformatrice à la lutte des classes dans des périodes de crise révolutionnaire (en 1936, en 1945-47) ; domestiquer le capitalisme dans son fonctionnement, le rendre plus juste mais aussi, dans les conditions d'une époque, plus efficace ; enfin contenir la lutte des classes dans les limites du capitalisme en donnant aux ouvriers et à leurs enfants une perspective réelle d'amélioration de leur condition et même «d'ascension sociale».

Aujourd'hui c'est toute une période de l'histoire sociale qui prend fin sous la pression du capital financier, dont les contradictions et les impasses, et la volonté qu'il a de préserver ses intérêts quel qu'en soit le coût social et humain, menacent de nouveau, comme dans les années 30, l'existence de la société comme telle, c'est-à-dire celle de toutes les catégories sociales dont les conditions de travail et de vie ainsi que l'avenir sont subordonnés au fonctionnement de l'économie capitaliste. L'un des aspects les plus profonds des grèves de novembre-décembre a été cette conviction partagée par des millions de salariés, et pas seulement par ceux qui ont été réduits au chômage, que l'enjeu réel, au-delà des revendications directes, si décisives soient-elles, est l'avenir, le leur, mais surtout celui de leurs enfants.

Aujourd'hui, la défense des institu-

tions fondamentales de la société ayant pour fonction d'assurer la reproduction sociale, par opposition à la reproduction des rapports de domination bourgeois, ne peut plus être menée sans combat contre le mode de production capitaliste comme tel. Dans chaque pays la classe ouvrière et ses organisations syndicales engageront le combat pour les revendications élémentaires qui conditionnent la reproduction sociale de ceux dont la seule richesse est leur force de travail, en particulier : le rétablissement et l'extension d'une pleine protection-santé, avec la gratuité des soins pour les chômeurs ; l'interdiction de tout nouveau licenciement ; la réduction par voie légale de la durée du travail immédiatement à 35, sinon à 30 heures, sans diminution de salaire ; la transformation des contrats de travail à durée déterminée en postes stables ; le rétablissement de toute la législation sur le travail de nuit et le travail partiel qui a été abrogée depuis vingt ans ; le rétablissement de l'indemnisation totale du chômage ; le rétablissement des 37 ans et demi pour les cotisations retraite ; l'interdiction de toute expulsion de locataires ; la réquisition généralisée de tous les logements et locaux inoccupés ; l'arrêt des privatisations des services publics et des entreprises publiques et un programme de grands travaux d'embauche dans tous les domaines délaissés depuis vingt ans, en commençant par l'école.

LES TÂCHES ANTI-CAPITALISTES DES

UNIS SOCIALISTES D'EUROPE

Aujourd'hui les conditions économiques et politiques qui sont nécessaires pour asseoir de telles revendications ne peuvent être assurées durablement dans le cadre d'un pays isolé et ne peuvent l'être qu'au niveau européen. Le temps qu'il va falloir à la classe ouvrière et au mouvement social français pour trouver, dans le cours de ce processus dont les trois coups ont été donnés, les formes et les moyens politiques correspondant à leurs nécessités, et aux objectifs politiques et sociaux qui vont aller en se clarifiant, doit aussi être mis à profit pour accepter le mûrissement du contenu des tâches que les États-Unis d'Europe devront accomplir. «Les États-Unis d'Europe», écrit Trotsky en 1923, sont un mot d'ordre qui sous tous les rapports, correspond à celui du gouvernement ouvrier». L'un et l'autre ont le même «caractère algébrique» pour reprendre une formule utilisée par

Trotsky, c'est-à-dire que seules la lutte des classes et l'activité politique créatrice de la classe ouvrière et du mouvement social peuvent en déterminer les contours précis.

Nul ne peut dire aujourd'hui la composition du «gouvernement ouvrier et paysan» en termes des partis et des syndicats existant en France aujourd'hui, ou en termes des formes de démocratie directe qui auront pu naître des grands combats à venir. Pas plus qu'on ne peut dire si tous les pays qui formeraient les États-Unis d'Europe auraient le même type de gouvernement. Parce qu'il s'agissait d'un mot d'ordre «algébrique», Trotsky ne l'accompagnait pas, même en 1923, c'est-à-dire même après la Révolution d'octobre, du qualificatif «socialiste». Aujourd'hui, il faut le faire afin d'ôter toute confusion par rapport à telle ou telle variante bourgeoise de fédéralisme et pour souligner le caractère nécessai-

QUELQUES TÂCHES DE LA FÉDÉRATION OUVRIÈRE ET PAYSANNE

Non seulement la question de la Ruhr, c'est-à-dire celle du combustible et du métal européen mais aussi la question des réparations rentrent parfaitement dans le schéma des «Etats-Unis d'Europe». La question des réparations est une question purement européenne et, dans la période prochaine, elle ne pourra être et ne sera résolue que par les moyens de l'Europe. L'Europe ouvrière et paysanne aura son budget des réparations, comme elle aura son budget militaire tant qu'elle sera menacée de l'extérieur. Ce budget aura à sa base l'imposition progressive des revenus et du capital, la confiscation des richesses volées pendant la guerre, etc. Sa répartition sera réglée par les organes qualifiés de la Fédération ouvrière et paysanne européen-

ne.

Nous ne ferons pas ici de prédictions sur la rapidité à laquelle se réalisera l'union des républiques européennes, ni sur les formes économiques et constitutionnelles qu'elle revêtira, non plus que sur le degré de centralisation qu'atteindra l'économie européenne dans la première période du régime ouvrier et paysan. Nous laisserons tranquillement à l'avenir le soin de régler ces questions en tenant compte de l'expérience dont dispose déjà l'Union soviétique, constituée sur le terrain de l'ancienne Russie tsariste. Mais il est évident que les barrières douanières devront être renversées. Les peuples européens doivent considérer l'Europe comme le champ d'une économie unifiée de plus en plus gérée selon un plan rationnel. (Léon Trotsky, «De l'opportunité du mot d'ordre des États-Unis d'Europe», Europe et Amérique, Editions Anthropos, page 105)

rement anti-capitaliste des tâches à accomplir. Le Parti Socialiste laisse entendre qu'il serait favorable à une «fédération d'États-nations», mais il se garde bien de prononcer le mot «socialiste». La «correspondance sous tous les rapports» des deux mots d'ordre dont parle Trotsky signifie aujourd'hui qu'il est illusoire de considérer qu'il pourrait y avoir un processus «par étapes», d'abord le gouvernement ouvrier en France, «ensuite» l'appel par celui-ci aux classes ouvrières des pays voisins de construire les États-Unis d'Europe. Je pense qu'aujourd'hui le combat pour le gouvernement ouvrier ne deviendra crédible pour la classe ouvrière et la jeunesse en France que s'il répond dans le même mouvement à la question de l'Europe, donc seulement s'il intègre la perspective des États-Unis socialistes d'Europe. Mais comme la perspective du gouvernement ouvrier ne va pas se concrétiser indépendamment d'un processus politique long, la classe ouvrière dans son mouvement aura tout le temps nécessaire pour assimiler la «correspondance sous tous les rapports» des deux mots d'ordre. L'autre aspect du «caractère algébrique» concerne la forme politique précise que les États-Unis socialistes d'Europe pourront revêtir. Le mot d'ordre est compatible avec plusieurs formes d'organisation : une association lâche, la forme confédérale ou la forme fédérale qui est celle que Trotsky désignait comme la plus apte à régir les relations des classes ouvrières et des peuples européens entre eux (voir l'encadré). Mais l'essentiel, ce sont les tâches que cette forme politique centralisée accomplirait.

Cette citation a aujourd'hui surtout une valeur méthodologique, mais elle donne des indications impor-

tantes. Ces tâches sont celles qui seraient nécessaires, précisément pour donner des assises stables à la mise en œuvre des mesures de sauvegarde élémentaires des conditions de reproduction sociale des salariés et de la jeunesse du type énumérées plus haut, prises dans chaque pays par des gouvernements contrôlés par la classe ouvrière. On y trouverait par conséquent l'établissement d'une protection financière et commerciale extérieure rigoureuse dans le domaine des investissements et des échanges ; le rétablissement du contrôle des mouvements de capitaux ; l'expropriation et l'étatisation du système bancaire à l'échelle européenne et le contrôle des opérations par les salariés de la banque ; sur cette base, la création de la monnaie unique deviendrait un instrument d'organisation de la production et des échanges au service des producteurs associés à l'échelle des États-Unis socialistes d'Europe ; l'élaboration d'un budget commun établi sur la base d'une fiscalité frappant les revenus élevés qui permettrait la construction de services publics proprement européens et le financement de grands travaux à l'échelle européenne ; le budget commun assurerait une véritable politique de l'environnement et les moyens d'en imposer la mise en œuvre.

L'importance que revêt et que revêtira la question militaire, aussi longtemps qu'il restera un vestige du système impérialiste, signifie que les États-Unis socialistes d'Europe seront obligés d'avoir leur budget et leur politique militaires.

On trouve certains de ces points dans la brochure que la Gauche Socialiste a publiée en préparation de la Convention nationale du PS. Mais on reste perplexe sur la présentation qui

en est faite. Le document en appelle par exemple à «l'Europe des Lumières», comme source d'inspiration majeure qui pourrait servir d'appui à une «Charte des droits fondateurs» d'un nouveau traité (puisque celui de Maastricht est déclaré par ce courant comme étant «mort», un peu comme le fait Calvet dans ses interventions récentes...). Le recours aux «Lumières» est des plus bizarres, car les «droits fondateurs à proclamer» quand on les lit, ont leurs origines à peu près sans exception dans les combats du mouvement ouvrier européen depuis Babeuf jusque dans les années 1980, dans les écrits des théoriciens socialistes et anarchistes et dans les programmes des partis socialistes et communistes. Et puis s'agit-il simplement de «droits à proclamer» dans une «charte» (le préambule des républiques françaises est empli de «droits» non réalisés, y compris le préambule de la V^e auquel le texte que Pierre Bourdieu a signé en tête a eu la faiblesse et l'opportunisme d'accepter de se référer), et non pas d'un programme pour lequel se battre dans les mobilisations à venir, avant que celui-ci ne devienne les mesures que les États-Unis d'Europe mettront en application comme État, en s'appuyant sur les salariés et la jeunesse mobilisés sur leur lieu de travail, d'études et de résidence. Définis comme revendications et programme de gouvernement, et accompagnés de l'engagement de les mettre en œuvre sur la base de l'intervention directe des salariés, beaucoup des points de la «charte» correspondent effectivement au programme d'urgence que la situation des salariés et des opprimés de tout ordre exige. Sans cet appel à l'intervention directe des salariés dans leur mise en œuvre, ces «droits» demeureront des vœux pieux et le docu-

ment de La Gauche Socialiste une lame sans couteau, un simple exercice de Convention du PS, dont la classe ouvrière et la jeunesse pourraient se passer.

La perspective des États-Unis socialistes d'Europe est-elle «utopique»? Elle ne l'est ni plus ni moins que l'ensemble des questions que les grévistes ont discutées dans les piquets de grève et les assemblées générales lors du mouvement de novembre-décembre. Celui-ci a été marqué par une dynamique d'un type à la fois classique et oublié, dans lequel, à mesure que le mouvement collectif a pris confiance en lui et commencé à avoir conscience de sa force, les grévistes et tous ceux qui se sont joints à eux ont commencé à entrevoir des possibilités d'issues et de solutions auxquelles ils n'avaient pas pensé jusqu'alors ou depuis longtemps, tellement l'avenir semblait fermé. Puisque grâce aux réserves de «spontanéité» et de «créativité» enfouie dans le profond de la conscience individuelle et collective de la classe ouvrière et de tous ceux qui ont conservé la perspective du combat pour le socialisme, l'avenir a commencé de nouveau à s'ouvrir, et à «l'indicible» de pouvoir de nouveau être exprimé, c'est dès maintenant que ce mot d'ordre si riche et si actuel doit être réapproprié. n

L'ouvrage ne commence pourtant pas si mal : *«Communisme : c'est ici, en France, que ce mot est né pour dire l'aspiration à une société plus humaine, plus honnête, plus juste, plus libre. Le fait qu'une caricature en ait été faite ailleurs —monstrueuse et souvent criminelle— ne peut nous conduire à le renier.»* (p. 11) Et un peu plus loin, R. Hue évoque *«Une société conçue, selon la belle expression de Marx, comme une "association dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous"».*

«Le communisme : la mutation», à propos du livre de Robert Hue

Ah, les citations, c'est parfois réducteur. Quel est par exemple le contexte de la dernière (*«libre association de tous...»*) ? C'est la conclusion du chapitre II du *Manifeste du Parti communiste* de Marx (1847), intitulé «Prolétaires et communistes». Qu'y lit-on ?

«Ce qui caractérise le communisme, ce n'est pas l'abolition de la propriété en général, mais l'abolition de la propriété bourgeoise.[...] A la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classes, surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous.»

La mutation, pour le PCF, le plus stalinien de tous les «partis communistes», serait-ce le retour «aux sources», le combat pour une société sans classes, sans Etat, en finir avec le système capitaliste, avec la loi du profit, avec la propriété privée des moyens de production, et avec la barbarie qu'il engendre ?

Hélas non. Ecrit en 1995, après la chute de l'URSS, du mur de Berlin, le contenu de l'ouvrage et de la *«mutation»* consiste en une tentative de recyclage national du parti. Il y est en effet beaucoup question de nation, de citoyens, de démocratie, de pluralisme, d'humanisme, de conquête de pouvoirs à tous les échelons, et finalement pas du tout de la nécessité de

la révolution, de la prise du pouvoir, de gouvernements autres que ceux en place, d'internationalisme, de communisme et de moyens d'y accéder.

COCO...RICO

Thèse : le PCF qu'on donnait pour mort il y a peu, est en train de se relever dans la rénovation, la mutation. S'il n'est pas mort quand l'URSS s'est effondrée, c'est que le PCF n'était pas la succursale qui aurait dû tomber avec la maison-mère. Pourquoi ? Eh bien parce qu'il y a eu *«développement à la française»*, *«il y a bien un communisme français, qui découle de l'histoire.»*

Habité par la passion de l'histoire (p. 51), l'auteur *«revendique avec fierté l'Histoire comme notre héritage, à nous les communistes français d'aujourd'hui»* et affirme que le courant communiste français vient de loin et de profond.

Quel est le contenu de cet héritage historique national ? Tout y passe, depuis Jacquou le Croquant, les Lumières, la Révolution française, Garroche, la Commune de Paris, le *J'accuse* de Zola et aussi le christianisme évangélique populaire, et la Réforme, et la franc-maçonnerie... Tous ces éléments énumérés pêle-mêle, sans expliquer au lecteur les enchaînements, les relations histo-

riques entre ces «*éléments*», en omettant bien soigneusement de les replacer dans un cadre d'analyse marxiste (l'auteur déclare d'ailleurs qu'il se méfie des «*ismes*» et ne se réclame pas du marxisme, p. 309).

Pour Robert Hue, incontestablement, l'histoire de toute société n'est pas l'histoire de la lutte des classes. Pour accréditer la thèse du communisme à la française, l'auteur évoque les premiers communistes et Babeuf, «*communiste français, communiste tout court, cela voulait ainsi dire d'abord volonté de se situer par rapport à la Révolution française et de la continuer.*» (p. 53)

Après Proudhon et avant dix pages de développement sur la Révolution française, il est écrit sobrement à propos du marxisme : «*C'est l'apport décisif de Marx et Engels.*» (p. 58) !

Bref, «*l'héritage dont les communistes sont porteurs, ce n'est pas celui de la lutte des classes, c'est l'héritage du mouvement populaire dont notre parti est né*», c'est «*l'héritage du peuple français auquel l'auteur est fier d'appartenir*».

«*Il nous faut inventer une nouvelle forme de développement à la française*». Pourquoi une telle insistance sur l'«*invention*» nationale ? Ne serait-ce pas pour persuader de la nécessité des services du parti ? «*Le PC fut nécessaire pour contribuer à "faire" la France de notre siècle et la développer, il l'est pour autant pour la continuer dans le siècle qui vient.*» Une supplique pour être écoutés, et pas enterrés ? Mais écoutés par qui ?

LE STALINISME ?

ET ENCORE COCORICO...

L'analyse du stalinisme ? Il n'est, affirme Robert Hue, pas dans son intention de la faire, ce serait trop pré-

somptueux ! (p. 95). Pas un mot sur l'analyse et les combats menés par l'Opposition de Gauche et Trotsky en particulier en URSS et à l'échelle internationale. Pas un mot sur le caractère réactionnaire de la théorie du socialisme dans un seul pays de Staline. Mais l'auteur a quand même sa petite idée sur la question : qu'on en juge.

Les responsabilités. Robert Hue s'interroge (p. 106) : certes, le modèle a été imposé à tous les PC, mais «*comment comprendre qu'un modèle extérieur ait à ce point pu pénétrer au plus profond les âmes et les cœurs ?*»

Non, argumente-t-il, il y a une autre cause : il y a quelque chose comme un «*sol d'accueil*» dans la tradition du mouvement populaire français, un terrain favorable au stalinisme : d'abord, l'impact de la Révolution française (encore elle !) dans les esprits, ses violences qui apparaissent inévitables pour la bonne cause. Ensuite, l'émiettement du mouvement ouvrier français, les violentes querelles de sectes et courants en son sein ont fait qu'il n'a pas été dépaycé par la traque aux trotskystes, aux titistes, etc. Bref, le stalinisme «*rencontre une sensibilité, davantage même, une pratique française.*» De plus, dans le pays de «*sainte égalité*», du «*gare à la revanche*», la classe ouvrière a forgé son identité dans la grande industrie, et n'a donc pu rester insensible au «*productivisme*» stalinien. Enfin, le culte de la personnalité, de l'«*être suprême*», est une invention française !

Bref, des dispositions spécifiques au mouvement ouvrier français expliqueraient que le stalinisme ait eu plus de succès chez nous qu'ailleurs...!

Les victimes. p. 97 : «*Le stalinisme est d'abord, bien sûr, un drame humain : les millions de victimes, etc.*

C'est aussi un drame communiste.» Puis les arguments classiques, si l'on peut dire. «*Et puis comment savoir ?*» «*Ceux qui parlaient des méfaits du stalinisme étaient peu nombreux, le plus souvent des ennemis déclarés du communisme.*» (p. 104) Et lorsque l'auteur nous appelle au respect «*Respectons leur douleur, leurs déchirements, leur courage, leur honnêteté !*» (p. 105), il s'agit non pas de victimes du stalinisme, mais des militants communistes de cette génération à qui Robert Hue se «*refuse de toute façon à "faire la leçon"*», et dont il partage la «*révolte*» : ces militants du PCF qui se réclamaient du stalinisme «*avec tant d'enthousiasme et de passion*», n'ont pas «*de sang sur les mains*».

Et d'affirmer que le PCF n'a commis aucun des crimes du stalinisme.

A la page 116, nous avons donc droit au mea culpa : «*En excluant les militants du parti, nous leur avons fait mal, et nous nous sommes fait mal*» et, coup de chapeau au courage de ceux qui, comme Aragon, restèrent et n'en pensèrent pas moins... Conclusion du chapitre : «*La cicatrice est encore brûlante.*»

Les conséquences de la stalinisation du PCF et du retard mis à s'en dégager. L'auteur estime que «*cette condamnation du stalinisme fut tardive mais sans appel.*» Tardive, certes, puisque pendant près de vingt ans, la direction du PCF a dissimulé l'existence du rapport Krouchtchev de 1956. Ce retard, l'auteur le regrette, car «*le refus de se saisir du XX^e congrès pour reprendre le cours d'une réflexion originale sur une voie française, démocratique au socialisme*» au profit du Programme commun, coûtera cher au parti. Et nous voici donc revenus à la nécessité d'un «*développement à la française*»...

**OBJECTIFS ET
PROPOSITIONS :
LE MÉRITE
D'UNE CERTAINE CLARTÉ**

1- C'est clair, il ne s'agit pas de combattre pour la révolution. p. 141 : *«L'action des communistes français d'aujourd'hui se situe dans un tout autre registre que celui, manichéen, de la "revanche sociale", de la "victoire" d'une partie de la société sur une autre, voire de l'appel à la "haine de classe"».* Ni pour le renversement du capitalisme, mais pour son «*dépassement*».

2- Mais pour la réforme : les communistes luttent bel et bien pour des réformes, sans attendre un mytique grand soir, mais des réformes ayant pour but de trouver des solutions aux problèmes de la société ; il n'y a de réponses que dans la mise en cause de la logique de l'«*argent pour l'argent*» (p. 173) Mais comment fait-on pour mettre en cause une telle logique ?

3- Quel est le contenu des réformes nécessaires ? «*Pour changer la vie, il faut s'en prendre à la loi de l'argent pour l'argent qui constitue le cœur, la vraie règle du jeu imposée à notre société. Efforçons-nous d'inventer autre chose : de faire du neuf. A partir de là, la question "réforme-révolution" se pose en des termes nouveaux.*» «*Il ne suffit pas d'abolir le capitalisme pour le dépasser.*»

Il faut donc s'attaquer à la loi de l'argent pour l'argent, il faut orienter l'argent vers les besoins humains. D'ailleurs, où est «*l'enjeu crucial*» : le capital ou le travail ? Non, c'est «*l'être humain ou l'argent.*»

Notons qu'il s'agit là d'une conception non marxiste de l'argent. Mais au fait qu'est-ce que l'argent pour

Robert Hue ? (p. 143) L'argent, de moyen qu'il était pour servir les hommes, est devenu une fin en soi. Cette inversion des moyens et des fins est caractéristique du capitalisme actuel, plus encore sous sa forme financière. Cette conception à la fois morale et technique de l'argent (moyen au service de l'homme) présente l'avantage pour l'auteur, qui veut dépasser le capitalisme sans le renverser, de suggérer que l'on pourrait refaire le chemin inverse, l'argent redevenant un moyen au service des hommes. Terrible illusion ! L'argent, dans le système capitaliste, c'est le capital sous sa forme monétaire A-A', ce n'est pas un moyen technique, neutre, au-dessus et indépendant du système de production, c'est un rapport social. Pour remettre en cause sa logique, il faudrait se poser le problème du pouvoir, du comment changer les rapports de production eux-mêmes.

4- Comment donc s'attaquer à la logique de l'argent pour l'argent ? Comment mettre en œuvre les réformes ? Pas en agissant comme les socialistes français, bien sûr, car leurs réformes s'inscrivaient dans cette logique en visant à la faire accepter. Comment alors ? «*Ces réformes d'un type nouveau doivent contester les pouvoirs sans partage des puissances de l'argent...*» Mais où est la nouveauté ? Participation, concertation, cogestion, autogestion, décentralisation, c'est du vieux, et du pas efficace contre la logique de l'argent-roi, bien au contraire ! Pourtant, c'est vraiment le leit-motiv du livre.

Quelques exemples :

- **le chômage** : la réforme pour laquelle luttent les communistes, c'est «*celle qui vise à orienter autrement l'argent, celui des profits des placements de l'Etat prioritairement vers l'emploi.*» «*Elle suppose pour être ef-*

ficace que des pouvoirs nouveaux de contrôle et d'intervention, jusque dans les gestions à tous les niveaux, de l'entreprise à l'Etat, soient conquis par les salariés, les citoyens.»

- «*Imaginons instaurée la transparence dans l'utilisation de ces fonds... Voilà —et ces mesures ne coûteraient pas un sou ! Une démocratie développée, élargie, au lieu du monopole et du secret de décision.*»

- Ou encore, «*Cette conquête de nouveaux droits et pouvoirs par les salariés est au cœur du processus par lequel une nation [...] se reprend et décide de se continuer autrement.*» (p. 175)

5- En même temps, il ne s'agit pas de combattre contre le pouvoir d'Etat. C'est logique, puisqu'il n'est pas question d'abolition du capitalisme,

- mais de «*dépassement*». Le dépassement implique «*la rupture avec bien des certitudes anciennes : par exemple, l'"étatisme" qui continuait à tout focaliser sur la question du "pouvoir d'Etat" qu'il fallait prendre : le changement implique qu'un pouvoir exprime au niveau de l'Etat les exigences populaires. Mais c'est partout où il y a du pouvoir —sur le lieu de travail, dans la vie sociale, dans la localité, le département, la région, le pays, l'Europe— qu'il y a des lieux à investir aujourd'hui, et où l'intervention des salariés, des citoyens peut construire des rapports de force permettant de contester les choix capitalistes et d'imposer les critères d'une efficacité sociale nouvelle.*» (p. 198)

- et mieux, de dépassement progressif : «*Pour l'investissement des capitaux et des énergies humaines, d'autres critères s'imposent. A côté, puis devant ceux de la rentabilité financière [...] Pour cela, conquérir des droits réels et étendus*» (p. 212).

Combien de militants du PCF, de travailleurs, de grévistes de décembre 1995 peuvent être convaincus de telles «solutions» ?

6- L'auteur lui-même semble percevoir les limites des arrangements possibles avec le capitaliste et ses contradictions, et du tout-national. Ainsi, «*La France dispose-t-elle de marges de manœuvre suffisantes pour effectuer un tel changement*» (p. 271), alors que la mondialisation est là ?

Oui, répond Robert Hue, car il y a prééminence du politique sur l'économique (donc, ce que le politique a fait —«*choisi de favoriser les transnationales et le capitalisme financier international*»—, le politique peut le défaire s'il le veut. S'il ne veut pas, le PCF, qui veut le bien du pays, peut l'aider à vouloir. Il y a donc possibilité, pour le gouvernement de la nation, de s'affranchir du talon de fer des marchés financiers.

Vraiment, le secrétaire du PCF ne doit pas adhérer à cette définition que Marx donne du pouvoir politique : «*Il est, à proprement parler, le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre*» (dans le *Manifeste*, dix lignes avant celle de la société communiste pourtant citée par l'auteur.)

Toutefois, à propos de la relance, et du comment taxer toutes les transactions spéculatives pour «*orienter l'argent autrement*», Robert Hue reconnaît que ces mesures «*prises par un seul pays entraîneraient des représailles des marchés financiers*» ; c'est donc au niveau de l'Europe qu'il faut agir («*Pour peu qu'ils aient la volonté politique de se mobiliser vraiment pour l'emploi, les dirigeants européens ont le moyen de mettre ensemble les milieux financiers à la raison.*» p. 282)

Qui ? Les dirigeants actuels ? Mais puisqu'on vous dit que c'est une af-

faire de volonté ! Car l'auteur «*ne boude pas l'Europe*», mais il se refuse à «*abdiquer la souveraineté nationale*», à capituler devant les marchés financiers (p. 277). Il est donc opposé à l'Europe de Maastricht, à la monnaie unique ; il est pour le combat des citoyens européens pour orienter l'argent autrement.

POUR CONCLURE

Comme on peut en juger, très peu d'invention, de neuf, beaucoup de déjà vu, de déjà entendu.

L'affirmation illusoire d'une transformation progressive et en douceur du capitalisme, par la conquête de pouvoirs à tous les niveaux, un déploiement «*d'avancées autogestionnaires*» et le partage de ces pouvoirs (avec qui ? Ceux qui l'ont déjà, on suppose), vers «*un nouveau communisme*», à la fois communion, humanisme, démocratie, et, last but not least, «*une économie incluant la propriété et l'initiative privées. Avec un puissant secteur public rénové et démocratisé. Une nouvelle mixité à prédominance publique et sociale, faisant prévaloir pour tous les capitaux —privés et publics— des critères privilégiant l'emploi, la justice, la satisfaction des besoins des hommes, le respect de leur environnement.*» (p. 240)

Pour cet objectif, point n'est besoin de postuler au pouvoir aujourd'hui : c'est clairement cette politique que la direction du PCF a exprimée par exemple en juillet 95, avec l'«*opposition constructive*», défiant Chirac d'appliquer son programme de réduction de la fracture sociale. Chirac tenta d'appliquer son programme... Ce fut le plan Juppé. Puis, en réponse, les grèves de décembre 95. Le PCF modula donc sa politique de la façon suivante : éviter toute dissolution de l'Assemblée nationale et

toute alternance pour laquelle le PCF n'est pas prêt (voir *Le Monde* du 8 décembre).

Robert Hue, le 7 décembre, à propos du mouvement de grève : «*Il ne faut pas faire dire au mouvement ce qu'il ne dit pas. Le mouvement aujourd'hui n'est pas pour un changement politique.*»

Notons que, lors du comité national du 7 décembre, Robert Hue a été contraint de s'expliquer et de répondre aux critiques de responsables, qui reprochaient au parti d'être trop peu «*visible*» pendant la grève.

Pour réaliser cette «*République moderne du citoyen*», que proposent les communistes : il faut un rassemblement pluraliste, l'union à la base : «*C'est un rassemblement le plus large possible —riche de sa diversité sociale et du pluralisme de ses convictions— qui peut permettre son dépassement*» (celui de la logique de l'argent pour l'argent) (p. 297)

D'où les forums et le «*forum national pour inventer un autre avenir*» (p. 322)

Ce rassemblement socialement pluriel devra bien entendu s'exprimer dans un pluralisme politique —avec les formations de gauche, de progrès— (p. 305) ? Où s'arrêterait la notion de «*progrès*» ? L'énumération non exhaustive, semble-t-il, comporte le PS, le MDC, Radical, etc., les écologistes, la LCR, les humanistes, et aussi «*diverses églises, organismes ou institutions communautaires*» (p. 327).

A la recherche d'une politique de recyclage national, le PCF tente de persuader que sa présence participative est indispensable à l'émergence d'une société française sans «*haine de classe*».

Pourra-t-il convaincre, et qui ? n

Land and Freedom, le dernier film de Ken Loach, a été reçu par beaucoup de militants, par des gens se rangeant dans le camp de la classe ouvrière, par la jeunesse éprise de justice et de liberté, comme une extraordinaire bouffée d'air frais tant il est juste de ton, tout d'authenticité et de discrète passion. Ni cours d'histoire, ni pathos hollywoodien, un engagement, une expérience, un film fait de conviction. C'est cette sincérité que l'on retrouve dans le livre de George Orwell, *Hommage à la Catalogne*, réédité en France à la fin de l'année 1995 aux éditions IVREA, et qui a servi de point de départ au film de Loach.

«Hommage à la Catalogne» ...Hommage à Orwell

Jeune homme, arrivant d'Angleterre en Catalogne, Orwell s'engage dans les milices du P.O.U.M.(1) «pour combattre le fascisme, pour maintenir le respect de l'humain». Il devient combattant dans une guerre dont il a la conviction qu'elle est juste. C'est, pour ce jeune intellectuel britannique, pêle-mêle, la découverte de la culture espagnole, de la fraternité de classe entre des hommes qui ne sont pas des soldats, qui font plus la guerre avec des mots (pas tous espagnols) qu'avec des armes dont ils manquent cruellement, sur un front mal défini, contre un ennemi abstrait, et c'est aussi la confrontation avec l'absurde, lot de toutes les guerres. *Hommage à la Catalogne* est le récit de ce combat (de décembre 1936 à juin 1937) qui se présente avant tout comme un parcours initiatique en terre politique. Il est aussi un témoignage fait d'une multitude d'observations fines de la vie quotidienne, d'atmosphères rendues de manière très sensible qui rendent compte des phénomènes politiques et leur donnent chair.

Le livre d'Orwell est le livre d'un combattant qui vit une contradiction sou-

veraine que tout militant a au moins une fois dans sa vie éprouvée (et c'est pour cela que ce livre touche juste), celle d'avoir le sentiment de faire l'histoire de manière consciente et, en même temps, de n'en rien contrôler. Il y a de l'absurde dans cette condition, du pathétique.

On patauge dans la boue des tranchées parce qu'on l'a décidé, mais une guerre révolutionnaire est une guerre, «Les hommes qui ont combattu à Verdun, à Waterloo, à Flodden, à Senlac, aux Thermopyles, tous sans exception, avaient des poux grouillants sur les testicules» se prend-il à penser. On est loin du romantisme révolutionnaire. Puis c'est le sentiment d'isolement, loin des centres de décision, loin de Barcelone. Pourtant, «ces milices combattantes furent une sorte de microcosme d'une société sans classe».

Il est en permission à Barcelone quand les émeutes de mai surviennent, avec l'épisode du central téléphonique. Là aussi, le désarroi, l'incompréhension, les luttes entre factions, les anarchistes de la FAI-CNT (2), le POUM, le PSUC (3). Comprendre pourquoi quelques dizaines

de militants armés de mauvais fusils, de quelques revolvers, passent plusieurs nuits sur le toit d'un immeuble à garder un local du POUM que des gardes civils gouvernementaux pourraient leur prendre. Comprendre pourquoi se dressent ces barricades au loin, savoir qui les tient, croire ou ne pas croire ces informations qui courent colportées par on ne sait qui. Ne faisons pas de Georges Orwell un Candide, mais, à le lire, ce désarroi fut une chose bien partagée pendant cette période trouble.

Puis c'est de nouveau le départ pour le front, la blessure grave, le séjour à l'hôpital. De retour à Barcelone, tout se précise : de révolutionnaire milicien il est devenu «trotskyste-fasciste» et, à ce titre, menacé d'emprisonnement par le nouveau gouvernement dirigé par les staliniens, comme des milliers d'autres, à l'instar d'Andres Nin, dirigeant du POUM, qui finit par être exécuté.

C'est en Angleterre, où il rentre peu après avoir échappé à l'arrestation, qu'Orwell rédigea son livre publié pour la première fois à Londres en 1938.

Le récit rédigé à partir de ses carnets est suivi de deux appendices. L'auteur y engage une réflexion, tente une analyse politique des événements dont il fut l'un des acteurs, événements qui constituent le tournant le plus important de la guerre d'Espagne : la liquidation par le parti stalinien du double pouvoir, au travers du désarmement des milices ouvrières en juin 1937, et l'interdiction du POUM.

«Ce fut avant tout une guerre politique. Aucun de ses épisodes n'est intelligible sans quelque connaissance de la lutte intestine des partis qui se poursuivait à l'arrière du front»

écrit-il dès l'abord. Cela confirme s'il le fallait le sentiment du lecteur une fois le récit terminé : Orwell a traversé cette guerre sans vraiment la comprendre.

Dans ces appendices, Orwell s'attache à mettre au clair les positions des anarchistes, du POUM, des socialistes de gauche, des staliniens aux ordres de Moscou. Il lui apparaît clair que deux camps se dessinent : les tenants de l'alliance avec la bourgeoisie «antifasciste», «pour vaincre Franco d'abord», et les partisans de la révolution sociale qui seule pouvait écraser le fascisme. Il ne poussera pas la réflexion jusqu'à s'interroger sur la participation des anarchistes et du POUM au gouvernement Caballero (4), sur l'incapacité cruelle de ces formations à se résoudre à prendre le pouvoir avec l'appui des milices.

Dans un contexte où la révolution était en marche (collectivisation des terres, contrôle des usines par les syndicats, milices ouvrières armées) la politique des staliniens espagnols ne pouvait que prendre la forme de l'écrasement de la classe ouvrière espagnole. La politique contre révolutionnaire de Staline se manifestait de plus par la subordination des livraisons d'armes de la Russie à l'Espagne à la soumission des partis ouvriers à la bourgeoisie «antifranquiste». C'est très sincèrement qu'Orwell examine, dissèque, les positions des protagonistes, réfute les accusations des staliniens espagnols, du Daily Worker anglais à l'encontre du POUM. Avec une patience toute pédagogique (toute britannique), il confronte les textes aux faits.

Ses derniers mots, «La diffamation ne tranche pas la question» résonnent curieusement aujourd'hui, mais

l'URSS et les partis communistes jouissaient dans la classe ouvrière européenne de cette époque d'un prestige considérable, et l'on comprend alors cet acharnement patient à démontrer.

Il est une scène du film de Loach qui reste en mémoire quand on lit ce livre : celle où l'armée gouvernementale, dirigée par l'officier stalinien, vient arrêter les miliciens du POUM ; ces hommes qui ont combattu les armes à la main contre Franco, emprisonnés par ceux qu'ils croyaient leurs frères d'armes... Elle résume toute l'aventure. Ceux qui avaient compris la nature du stalinisme parleront d'ironie tragique (peut-être ne pardonnera-t-on pas au POUM d'avoir semé des illusions) mais envers les milliers de militants sincères qui, comme Georges Orwell, ont appris douloureusement dans le combat on ne peut qu'avoir du respect. Nourrissons notre colère pour ceux qui portent la responsabilité historique de la victoire du fascisme en Espagne. n

1- Parti Ouvrier d'Unification marxiste, né en 1934 de la fusion de la Gauche communiste, qui venait de rompre avec Trotsky, et du Bloc ouvrier et paysan.

2-Fédération Anarchiste Ibérique (politique). Confédération Nationale du Travail (syndicale).

3- Parti Socialiste Unifié de Catalogne, né en 1934 de la fusion de membres du PCE catalan et de groupes socialistes de la même province (staliniens).

4 - Dirigeant socialiste, chef du gouvernement de septembre 1936 à mai 1937.

Diégo a consacré à notre camarade Claude Bernard, «Raoul», un article dans le premier numéro de *Carré Rouge*.

Nous signalons également la parution d'un numéro spécial des *Cahiers Léon Trotsky* consacré aux écrits de Raoul.

Charles Jérémie revient sur la place qu'a occupée ce camarade. Nous ne pouvons qu'inviter tous ceux qui l'ont connu et tous les autres à se procurer ce numéro spécial.

Le chercheur d'or

Diégo le rappelait avec délicatesse et fraternité dans notre premier numéro, Claude Bernard, connu sous le pseudonyme de Raoul, nous a quitté. Et ses amis, ses camarades de se rappeler avec des mots, des souvenirs, des anecdotes, des larmes aussi, quel homme c'était. Et nous allions répétant avec regret, affliction et affection que celui dont la langue était si châtiée, colorée, imagée, et qui, en trois phrases et deux formules, dressait de telle ou tel un tableau nuancé, qu'il était bien dommage que Raoul n'ait pas écrit. La génération entrée dans le «mouvement» à la fin des années soixante ne l'avait jamais, ou presque, vu signer un texte, un article. Pour nous, Raoul était l'homme de l'oral. Passé le deuil, les accès de souffrance, venu le temps du tamis, ce qui reste après..., de la réflexion, nous déplorions encore plus l'absence de ces témoignages écrits. Et nous lui en faisons grief, comme s'il pouvait entendre.

Il avait traversé le siècle, engagé dès la guerre dans les rangs de la Quatrième Internationale, avait connu

ses espoirs, ses luttes, ses crises, le renouveau des années soixante-dix, les terribles désillusions, et, à l'arrivée, à l'heure du départ, Raoul ne nous laissait que des mots, de perspicaces, de pertinentes fulgurances, mais verbales. Claude Chisserey et Jacques Lombard s'étaient d'ailleurs de son vivant inquiétés de cet état de fait : ils avaient tenté de lui faire raconter sa vie, devant le micro d'un magnétophone. Le projet avorta. Raoul n'aimait pas les «moitrinaristes» (admirable néologisme !), les chefs ou sous-chefs de gare qui se prenaient pour héritiers de Lénine, de Trotsky, et abusaient du «moi je» sans égard ni pudeur.

Mais Raoul nous réservait une surprise de taille. Christiane, sa compagne, triant ses affaires, découvre une véritable mine d'or : des centaines de lettres politiques, des textes d'orientation, des analyses.

Ainsi nous découvrons un Raoul qui ne rechignait pas à l'écriture. Tout au contraire. Il aura donc écrit (et avec quelle faconde !) ...jusqu'au jour où il devint permanent. Beau sujet de réflexion théorique et politique !

Non seulement ces documents font découvrir un Raoul inconnu, mais ils nous révèlent que les problèmes qui sont à l'origine de l'existence de Carré Rouge constituent l'essentiel des débats qui ont jalonné l'histoire même du courant trotskyste, en France, dans tous les pays. Finalement, seuls les matérialistes peuvent apprécier un miracle : ces archives constituent, vraiment, un événement. Ces textes, ces lettres, nous font non seulement redécouvrir l'homme qu'il fut, non seulement les combats qu'il mena, mais encore tout un pan d'une histoire non pas réécrite, mais mise à nu, à vif, à rouge, dans le feu du combat, dans celui de la vie....

Souvent nous nous moquions de lui... «Raoul, tu as été journaliste, comment faisais-tu sans écrire ?» Pour toute réponse, il souriait ou nous envoyait paître sans prendre de gants, mais toujours avec talent. Et

humour.

Ainsi, il a non seulement écrit, mais encore décrit. Les grands problèmes de l'Internationale, du parti, de l'URSS à la Yougoslavie, du régime interne, à la question du centralisme démocratique. Et sur les hommes, un regard sans complaisance ni médiocrité : un regard amusé. La part des choses. Et sous les mots, les arguments, cette permanente indignation qui faisait de lui un être si rare. Un personnage. «Je cherche l'or du temps» écrit André Breton. Raoul était de ces chercheurs d'or.

Les Cahiers Léon Trotsky viennent de publier un magnifique numéro spécial tiré de ces documents. Précipitez-vous. Que vous ayez ou non connu Raoul, achetez ce numéro et lisez. Comme on boit un nectar, un millésime de cinquante années. C'est à Pierre Broué qu'on doit ce travail. On peut, pour ceux qui ont eu

la chance de lire toutes ces lettres, rêver d'un autre choix. Mais il fallait faire un choix. Il était matériellement impossible de tout publier. Broué est l'auteur de ce choix, de ce travail. Remercions-le.

C'est donc avec sérénité que je formulerai un regret : certaines notes, notamment celles consacrées à Stéphane Just, sont, c'est un euphémisme, subjectives, discutables, et sentent (hélas) le règlement de compte...

L'une des singularités de Raoul (et nous ne souhaitons pas lui dresser une statue) c'est qu'il intégrait les hommes, leur grandeur, leur petitesse, dans l'existence concrète du mouvement qui prétendait l'exprimer consciemment. Dieu, que ces lettres, textes, édités par Broué, à la portée de tous aujourd'hui, disent la lucidité de Raoul concernant les nombreux «gourous» ou «petits calibres» qu'il avait croisés dans le mouvement. Mais ce mouvement, le sien, le nôtre, il en était fier. Et il avait raison. n

POUR LA COMMANDE

Luc AUJAME, C.L.T. : 477 chemin du Puits, 69210 FLEURIEUX sur L'ABRESLE

n Nombre d'exemplaires :

n A expédier à :

M., Mme, Mlle :

Domicilié(e) :

Ci-joint chèque de :

F à l'ordre de I.L.T. (Institut Léon Trotsky)